Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_01-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Relations Citoyennes
Tél : 04 66 56 43 27
Réf : CB/BKM/FP

N°21_05_01

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Remise gracieuse – Budget Funéraire

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Considérant qu'à la suite de l'émission d'un titre de recette pour frais d'obsèques, il s'avère que la somme due ne peut être recouvrée, compte tenu des difficultés financières et après enquête auprès des services sociaux,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_01-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

d'annuler, devant cet état de fait et à titre exceptionnel, le titre de recette suivant :

- titre de recette émis en date du 20 août 2021 d'un montant de 360,00 €.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE D'ALÈS

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02BS-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

Service : Direction des Ressources Financières Ville
Tél : 04.66.56.43.28
Réf : PC/IS/IR/AL

N°21_05_02

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Budget Supplémentaire 2021

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Commission Finances en date du 28 septembre 2021,

Considérant le Budget Supplémentaire suivant :

BUDGET GÉNÉRAL	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT
	Dépenses en €	Recettes en €	
- Propositions nouvelles	3 347 281.75	6 355 861.75	
- Reports 2020	7 540 911.00	4 532 331.00	
Total	**10 888 192.75**	**10 888 192.75**	**3 164 758.22**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02BS-DE

RAFAL	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT
	Dépenses en €	Recettes en €	
- Propositions nouvelles	1 236 053.31	1 236 053.31	
- Reports 2020	0.00	0.00	
Total	**1 236 053.31**	**1 236 053.31**	**3 689 674.19**

RÉGIE STATIONNEMENT FOIRES & MARCHÉS	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT
	Dépenses en €	Recettes en €	
- Propositions nouvelles	447 619.96	409 020.96	
- Reports 2020	123 801.00	162 400.00	
Total	**571 420.96**	**571 420.96**	**0**

FUNÉRAIRE	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT
	Dépenses en €	Recettes en €	
- Propositions nouvelles	23 647.47	30 845.47	
- Reports 2020	7 198.00	0.00	
Total	**30 845.47**	**30 845.47**	**117 447.79**

MERCOIROL	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT
	Dépenses en €	Recettes en €	
- Propositions nouvelles	453 754.23	453 754.23	
- Reports 2020	0.00	0.00	
Total	**453 754.23**	**453 754.23**	**210 911.15**

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

le Budget Supplémentaire 2021 de la Ville qui s'équilibre en dépenses et en recettes.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

Budget Général

Votants : 43
Pour : 36
Contre : 7 - *Mme Béatrice LADRANGE, M. Jean-Michel SUAU, M. Paul PLANQUE, Mme Naïma GUERNINE, M. Arnaud BORD, M. Francis BASSIER, Mme Aurélie WAGNER.*
Abstention : 0

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02BS-DE

Budget RAFAL

Votants : 43
Pour : 41
Contre : 2 - *M. Francis BASSIER, Mme Aurélie WAGNER.*
Abstention : 0

Budget Régie Stationnement, Foires et Marchés

Votants : 43
Pour : 38
Contre : 5 - *Mme Béatrice LADRANGE, M. Jean-Michel SUAU, M. Paul PLANQUE, Mme Naïma GUERNINE, M. Arnaud BORD.*
Abstention : 0

Budget Funéraire

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Budget Mercoirol

Votants : 43
Pour : 38
Contre : 5 - *Mme Béatrice LADRANGE, M. Jean-Michel SUAU, M. Paul PLANQUE, Mme Naïma GUERNINE, M. Arnaud BORD.*
Abstention : 0

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

BS 2021

ARRÊTÉ - SIGNATURES

Présenté par le Maire,

A Alès, le lundi 4 octobre 2021

Le Maire, Max ROUSTAN

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02BS-DE

Date de la convocation : lundi 27 septembre 2021

		Budget Principal	RAFAL	RÉGIE STAT.	FUNÉRAIRE	MERCOIROL
Nombre de membres en exercice		43	43	43	43	43
Nombre de membres présents		41	41	41	41	41
Nombre de pouvoirs		2	2	2	2	2
Nombre de suffrages exprimés		43	43	43	43	43
Votes :	*Pour*	36	41	38	43	38
	Contre	7	2	5	0	5
	Abstention	0	0	0	0	0

Délibéré par le Conseil Municipal réuni en Session Ordinaire

Les membres du Conseil Municipal

M. Christophe RIVENQ	Mme Marie-Christine PEYRIC	M. Alain BENSAKOUN
Mme Martine MAGNE	M. Jean-Claude ROUILLON	Mme Catherine LARGUIER
M. Christian CHAMBON	Mme Michèle VEYRET	M. Alain AURÈCHE
Mme Marie-Claude ALBALADÉJO	M. Pierre MARTIN	Mme Raphaële NAVARRO
M. Aimé CAVAILLÉ	M. Gérard PALMIER	Mme Armande LAUPIES
Mme Marie-José VEAU-VEYRET	Mme Rose-Marie SOUSTELLE	Mme Hélène CAYRIER
M. Bruno MAZUC	M. Marc BENOIT	Mme Antonia CARILLO
M. Daniel CANAL	Mme Soraya HAOUES	Mme Fabienne FAGES-DROIN
M. Laurent RICOME	Mme Ysabelle CASTOR	Mme Valérie MEUNIER
M. Jean-Régis MASSON	Mme Alexandra LAGULHON	M. Cyril LAURENT
Mme Méryl DEBIERRE	M. Nicolas PERCHOC	Mme Léa BOYER
Mme Béatrice LADRANGE	M. Jean-Michel SUAU	M. Paul PLANQUE
Mme Naïma GUERNINE	M. Arnaud BORD	M. Francis BASSIER
Mme Aurélie WAGNER	M. Yves TOURVIEILLE	Mme Marie THOMAS

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en Préfecture, le .....
et de la publication, le ..... .

République Française

COMMUNE D'ALES

Poste Comptable d'Alès

M14

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Voté par nature

Année 2021

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

BUDGET GENERAL

INSTRUCTION M 14

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21300007800013

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : VILLE D'ALES (4)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 56
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 61
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 83
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 115
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 116
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 124
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 125
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 126
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 128
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes 129
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 130
A4 - Etat des provisions 131
A5 - Etalement des provisions 132
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 133
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 134
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 136

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Code INSEE	ALES VILLE D'ALES	BS 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	41412
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	597
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Communauté d'Alès Agglomération	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
25594544,00	32279551,00	777,46	1282,88

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1060,32	1223,00
2	Produit des impositions directes/population	602,07	645,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1159,65	1417,00
4	Dépenses d'équipement brut/population	348,08	303,00
5	Encours de dette/population	954,46	1050,00
6	DGF/population	386,46	199,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	47,48	61,30%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	100,68	93,70%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	30,02	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	82,31	74,10%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 164 758,22	-238 915,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 403 673,22
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	3 164 758,22	3 164 758,22

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	-101 800,00	6 355 861,75
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	7 540 911,00	4 532 331,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 3 449 081,75	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	10 888 192,75	10 888 192,75

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	14 052 950,97	14 052 950,97

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	9 225 204,00	0,00	-69 900,00	-69 900,00	9 155 304,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	20 888 346,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00	20 848 346,00
014	Atténuations de produits	6 650 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	6 640 000,00
65	Autres charges de gestion courante	4 602 232,00	0,00	15 806,00	15 806,00	4 618 038,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**41 365 782,00**	**0,00**	**-104 094,00**	**-104 094,00**	**41 261 688,00**
66	Charges financières	780 000,00	0,00	0,00	0,00	780 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 556 500,00	0,00	0,00	0,00	1 556 500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	711 840,00		0,00	0,00	711 840,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**44 414 122,00**	**0,00**	**-104 094,00**	**-104 094,00**	**44 310 028,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*2 318 682,00*		*3 268 852,22*	*3 268 852,22*	*5 587 534,22*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 932 832,00*		*0,00*	*0,00*	*1 932 832,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***4 251 514,00***		***3 268 852,22***	***3 268 852,22***	***7 520 366,22***
	TOTAL	**48 665 636,00**	**0,00**	**3 164 758,22**	**3 164 758,22**	**51 830 394,22**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**51 830 394,22**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	154 400,00	0,00	0,00	0,00	154 400,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 815 136,00	0,00	-650,00	-650,00	1 814 486,00
73	Impôts et taxes	28 247 664,00	0,00	-136 048,00	-136 048,00	28 111 616,00
74	Dotations et participations	17 480 256,00	0,00	-86 217,00	-86 217,00	17 394 039,00
75	Autres produits de gestion courante	330 045,00	0,00	-16 000,00	-16 000,00	314 045,00
	Total des recettes de gestion courante	**48 027 501,00**	**0,00**	**-238 915,00**	**-238 915,00**	**47 788 586,00**
76	Produits financiers	64 635,00	0,00	0,00	0,00	64 635,00
77	Produits exceptionnels	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**48 262 136,00**	**0,00**	**-238 915,00**	**-238 915,00**	**48 023 221,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*403 500,00*		*0,00*	*0,00*	*403 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***403 500,00***		***0,00***	***0,00***	***403 500,00***
	TOTAL	**48 665 636,00**	**0,00**	**-238 915,00**	**-238 915,00**	**48 426 721,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 403 673,22**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**51 830 394,22**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**7 116 866,22**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	719 655,00	144 056,00	67 400,00	67 400,00	931 111,00
204	Subventions d'équipement versées	88 600,00	471 739,00	12 000,00	12 000,00	572 339,00
21	Immobilisations corporelles	2 055 550,00	2 422 512,00	875 800,00	875 800,00	5 353 862,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	40 000,00	65 477,00	-30 000,00	-30 000,00	75 477,00
	Total des opérations d'équipement	11 786 187,00	4 437 127,00	-1 062 000,00	-1 062 000,00	15 161 314,00
	Total des dépenses d'équipement	**14 689 992,00**	**7 540 911,00**	**-136 800,00**	**-136 800,00**	**22 094 103,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
13	Subventions d'investissement	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 810 000,00	0,00	0,00	0,00	5 810 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	105 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	140 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**5 938 000,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**5 973 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**20 627 992,00**	**7 540 911,00**	**-101 800,00**	**-101 800,00**	**28 067 103,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*403 500,00*		*0,00*	*0,00*	*403 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***553 500,00***		***0,00***	***0,00***	***553 500,00***
	TOTAL	**21 181 492,00**	**7 540 911,00**	**-101 800,00**	**-101 800,00**	**28 620 603,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 449 081,75**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 069 684,75**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 596 515,00	4 532 331,00	-85 565,75	-85 565,75	7 043 280,25
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	10 943 723,00	0,00	-3 285 086,47	-3 285 086,47	7 658 636,53
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**13 540 238,00**	**4 532 331,00**	**-3 370 652,22**	**-3 370 652,22**	**14 701 916,78**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 250 000,00	0,00	0,00	0,00	2 250 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	6 457 661,75	6 457 661,75	6 457 661,75
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	371 000,00	0,00	0,00	0,00	371 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	618 740,00	0,00	0,00	0,00	618 740,00
	Total des recettes financières	**3 239 740,00**	**0,00**	**6 457 661,75**	**6 457 661,75**	**9 697 401,75**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**16 779 978,00**	**4 532 331,00**	**3 087 009,53**	**3 087 009,53**	**24 399 318,53**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*2 318 682,00*		*3 268 852,22*	*3 268 852,22*	*5 587 534,22*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 932 832,00*		*0,00*	*0,00*	*1 932 832,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 401 514,00***		***3 268 852,22***	***3 268 852,22***	***7 670 366,22***
TOTAL		**21 181 492,00**	**4 532 331,00**	**6 355 861,75**	**6 355 861,75**	**32 069 684,75**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**32 069 684,75**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**7 116 866,22**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-69 900,00		-69 900,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	-40 000,00		-40 000,00
014	Atténuations de produits	-10 000,00		-10 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 806,00		15 806,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*3 268 852,22*	3 268 852,22
Dépenses de fonctionnement – Total		**-104 094,00**	***3 268 852,22***	**3 164 758,22**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 164 758,22**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	3 375 127,00		3 375 127,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	211 456,00	*0,00*	211 456,00
204	Subventions d'équipement versées	483 739,00	*0,00*	483 739,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 298 312,00	*0,00*	3 298 312,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	35 477,00	*0,00*	35 477,00
26	Participations et créances rattachées	35 000,00	*0,00*	35 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**7 439 111,00**	***0,00***	**7 439 111,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**3 449 081,75**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 888 192,75**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	-650,00		-650,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	-136 048,00		-136 048,00
74	Dotations et participations	-86 217,00		-86 217,00
75	Autres produits de gestion courante	-16 000,00	*0,00*	-16 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**-238 915,00**	***0,00***	**-238 915,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 403 673,22**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 164 758,22**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	4 446 765,25	*0,00*	4 446 765,25
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	-3 285 086,47	*0,00*	-3 285 086,47
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*3 268 852,22*	3 268 852,22
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**1 161 678,78**	***3 268 852,22***	**4 430 531,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**6 457 661,75**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 888 192,75**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**9 225 204,00**	**-69 900,00**	**-69 900,00**
60611	Eau et assainissement	400 800,00	100 000,00	100 000,00
60612	Energie - Electricité	679 000,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	48 000,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	22 000,00	5 000,00	5 000,00
60622	Carburants	220 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	57 190,00	-300,00	-300,00
60628	Autres fournitures non stockées	210 115,00	-3 000,00	-3 000,00
60631	Fournitures d'entretien	100 305,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	685 560,00	10 000,00	10 000,00
60633	Fournitures de voirie	2 500,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	67 230,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	44 650,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	240,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	3 100,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	423 000,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	833 487,00	-28 000,00	-28 000,00
6122	Crédit-bail mobilier	12 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	155 100,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	164 950,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	81 100,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	346 000,00	-20 000,00	-20 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	206 600,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	104 000,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	1 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	200 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	291 750,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	66 700,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	372 600,00	2 900,00	2 900,00
6161	Multirisques	362 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	2 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	232 700,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	64 700,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	160 700,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	62 180,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	37 366,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	6 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	33 260,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	39 700,00	0,00	0,00
6228	Divers	37 600,00	-10 000,00	-10 000,00
6231	Annonces et insertions	135 000,00	-15 000,00	-15 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	769 500,00	-50 000,00	-50 000,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	86 060,00	0,00	0,00
6237	Publications	1 500,00	0,00	0,00
6238	Divers	209 210,00	-60 000,00	-60 000,00
6241	Transports de biens	3 500,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	3 500,00	0,00	0,00
6248	Divers	1 100,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	10 700,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	2 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	3 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	26 100,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	299 380,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	139 100,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	38 821,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	242 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	100,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	15 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	500,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	11 400,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	328 000,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	11 750,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	800,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	46 000,00	-1 500,00	-1 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**20 888 346,00**	**-40 000,00**	**-40 000,00**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6218	Autre personnel extérieur	165 186,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	148 230,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	59 280,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	105 370,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	35 270,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 248 320,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	344 800,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 699 280,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 945 770,00	-40 000,00	-40 000,00
64138	Autres indemnités non tit.	441 050,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	153 420,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	20 780,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 143 860,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 105 740,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	98 400,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	25 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	62 640,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	15 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	61 560,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	9 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	390,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**6 650 000,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
7391172	Dégrèvt taxe habitat° sur logements vaca	50 000,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	6 600 000,00	-10 000,00	-10 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**4 602 232,00**	**15 806,00**	**15 806,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	12 800,00	12 800,00
6518	Autres	5 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	311 540,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	2 500,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	17 260,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	52 680,00	0,00	0,00
6535	Formation	6 230,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	80 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	325 500,00	-50 000,00	-50 000,00
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	1 760 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 919 322,00	53 006,00	53 006,00
65888	Autres	122 200,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**41 365 782,00**	**-104 094,00**	**-104 094,00**
66	**Charges financières (b)**	**780 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	660 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
661132	Remb. Int. emprunt transf. GFP de rattac	0,00	0,00	0,00
6616	Intérêts bancaires, opérat° financement	100 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	20 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 556 500,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	5 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 300,00	0,00	0,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	1 519 000,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	2 200,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**711 840,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	711 840,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**44 414 122,00**	**-104 094,00**	**-104 094,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 318 682,00***	***3 268 852,22***	***3 268 852,22***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 932 832,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
678	*Autres charges exceptionnelles*	*276 732,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 522 500,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*133 600,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***4 251 514,00***	***3 268 852,22***	***3 268 852,22***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*4 251 514,00*	*3 268 852,22*	*3 268 852,22*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**48 665 636,00**	**3 164 758,22**	**3 164 758,22**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 164 758,22**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	131 590,52
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-131 590,52
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**154 400,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	152 400,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	2 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 815 136,00**	**-650,00**	**-650,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	80 000,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	10 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	229 920,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	60 000,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	113 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	5 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	72 650,00	-650,00	-650,00
70632	Redevances services à caractère loisir	35 030,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	1 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	327 500,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	10 000,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	430 213,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	143 163,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	206 760,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	88 400,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	2 500,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**28 247 664,00**	**-136 048,00**	**-136 048,00**
73111	Impôts directs locaux	25 107 964,00	-175 012,00	-175 012,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	400 000,00	-72 220,00	-72 220,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	439 200,00	-28 816,00	-28 816,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	5 500,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	75 000,00	-10 000,00	-10 000,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	800 000,00	0,00	0,00
7363	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	20 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	250 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 150 000,00	150 000,00	150 000,00
74	**Dotations et participations**	**17 480 256,00**	**-86 217,00**	**-86 217,00**
7411	Dotation forfaitaire	6 824 200,00	-15 269,00	-15 269,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	7 606 700,00	-46 409,00	-46 409,00
74127	Dotation nationale de péréquation	1 639 030,00	-4 006,00	-4 006,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	144 397,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	94 582,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	26 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	206 092,00	-20 533,00	-20 533,00
7481	Attrib./impôt/cercles et maisons de jeux	1 500,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	23 000,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	906 755,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	8 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**330 045,00**	**-16 000,00**	**-16 000,00**
752	Revenus des immeubles	164 985,00	-16 000,00	-16 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	165 060,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**48 027 501,00**	**-238 915,00**	**-238 915,00**
76	**Produits financiers (b)**	**64 635,00**	**0,00**	**0,00**
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	61 635,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	3 000,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**170 000,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	170 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**48 262 136,00**	**-238 915,00**	**-238 915,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***403 500,00***	***0,00***	***0,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*3 500,00*	*0,00*	*0,00*
791	*Transferts charges de gestion courante*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*403 500,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		48 665 636,00	-238 915,00	-238 915,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	3 403 673,22

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 164 758,22

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**719 655,00**	**67 400,00**	**67 400,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	59 625,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	436 000,00	20 000,00	20 000,00
2032	Frais de recherche et de développement	10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
2033	Frais d'insertion	28 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	186 030,00	57 400,00	57 400,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**88 600,00**	**12 000,00**	**12 000,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	30 000,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	45 000,00	12 000,00	12 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	13 600,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 055 550,00**	**875 800,00**	**875 800,00**
2111	Terrains nus	100 000,00	775 200,00	775 200,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	50 000,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	26 000,00	0,00	0,00
21316	Equipements du cimetière	50 000,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	103 350,00	-8 000,00	-8 000,00
2135	Installations générales, agencements	18 000,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	190 000,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	172 800,00	11 000,00	11 000,00
21538	Autres réseaux	80 000,00	0,00	0,00
21561	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	40 000,00	40 000,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	66 000,00	65 000,00	65 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	376 500,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	2 500,00	0,00	0,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	2 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	80 000,00	35 000,00	35 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	331 800,00	-42 400,00	-42 400,00
2184	Mobilier	63 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	343 600,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**40 000,00**	**-30 000,00**	**-30 000,00**
2313	Constructions	40 000,00	-30 000,00	-30 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
2006	**Opération d'équipement n° 2006 (5)**	**350 000,00**	**-350 000,00**	**-350 000,00**
21005	**Opération d'équipement n° 21005 (5)**	**7 000,00**	**0,00**	**0,00**
21202	**Opération d'équipement n° 21202 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21303	**Opération d'équipement n° 21303 (5)**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**
21401	**Opération d'équipement n° 21401 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21501	**Opération d'équipement n° 21501 (5)**	**13 220,00**	**0,00**	**0,00**
21502	**Opération d'équipement n° 21502 (5)**	**32 000,00**	**0,00**	**0,00**
21601	**Opération d'équipement n° 21601 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21602	**Opération d'équipement n° 21602 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21701	**Opération d'équipement n° 21701 (5)**	**4 702 347,00**	**-627 000,00**	**-627 000,00**
21702	**Opération d'équipement n° 21702 (5)**	**150 000,00**	**137 000,00**	**137 000,00**
21703	**Opération d'équipement n° 21703 (5)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
21802	**Opération d'équipement n° 21802 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21803	**Opération d'équipement n° 21803 (5)**	**721 400,00**	**463 000,00**	**463 000,00**
21901	**Opération d'équipement n° 21901 (5)**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
2202	**Opération d'équipement n° 2202 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2509	**Opération d'équipement n° 2509 (5)**	**606 000,00**	**-50 000,00**	**-50 000,00**
2510	**Opération d'équipement n° 2510 (5)**	**2 695 900,00**	**-900 000,00**	**-900 000,00**
2511	**Opération d'équipement n° 2511 (5)**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**
2601	**Opération d'équipement n° 2601 (5)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
2602	**Opération d'équipement n° 2602 (5)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
2805	**Opération d'équipement n° 2805 (5)**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**
30102	**Opération d'équipement n° 30102 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
30111	**Opération d'équipement n° 30111 (5)**	**96 000,00**	**-85 000,00**	**-85 000,00**
30121	**Opération d'équipement n° 30121 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
973	**Opération d'équipement n° 973 (5)**	**981 320,00**	**0,00**	**0,00**
977	**Opération d'équipement n° 977 (5)**	**431 000,00**	**350 000,00**	**350 000,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	Total des dépenses d'équipement	**14 689 992,00**	**-136 800,00**	**-136 800,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
10226	Taxe d'aménagement	3 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
1343	P.A.E. non transférable	20 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 810 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	4 280 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	170 000,00	0,00	0,00
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 360 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**105 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
266	Autres formes de participation	105 000,00	35 000,00	35 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**5 938 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**20 627 992,00**	**-101 800,00**	**-101 800,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***403 500,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***3 500,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*1 700,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*1 800,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***400 000,00***	***0,00***	***0,00***
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*240 000,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***150 000,00***	***0,00***	***0,00***
2128	*Autres agencements et aménagements*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***553 500,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**21 181 492,00**	**-101 800,00**	**-101 800,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	**7 540 911,00**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**3 449 081,75**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 888 192,75**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**2 596 515,00**	**-85 565,75**	**-85 565,75**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 155 920,00	201 000,00	201 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	528 000,00	-218 000,00	-218 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	10 000,00	249 087,25	249 087,25
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	408 667,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	13 928,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	400 000,00	-246 653,00	-246 653,00
1343	P.A.E. non transférable	80 000,00	-71 000,00	-71 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**10 943 723,00**	**-3 285 086,47**	**-3 285 086,47**
1641	Emprunts en euros	9 583 723,00	-3 285 086,47	-3 285 086,47
16449	Opérat° de tirage sur ligne trésorerie	1 360 000,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**13 540 238,00**	**-3 370 652,22**	**-3 370 652,22**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**2 250 000,00**	**6 457 661,75**	**6 457 661,75**
10222	FCTVA	1 850 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	400 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	6 457 661,75	6 457 661,75
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**371 000,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	50 000,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	321 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**618 740,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**3 239 740,00**	**6 457 661,75**	**6 457 661,75**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**16 779 978,00**	**3 087 009,53**	**3 087 009,53**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***2 318 682,00***	***3 268 852,22***	***3 268 852,22***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 932 832,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2761	*Créances avances en garanties d'emprunt*	*276 732,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*22 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*93 000,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*11 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*79 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*GFP : Bien mobilier, matériel*	*3 500,00*	*0,00*	*0,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*165 000,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*9 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*270 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
28185	*Cheptel*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*240 000,00*	*0,00*	*0,00*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*133 600,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***4 251 514,00***	***3 268 852,22***	***3 268 852,22***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***150 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*120 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***4 401 514,00***	***3 268 852,22***	***3 268 852,22***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**21 181 492,00**	**6 355 861,75**	**6 355 861,75**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**4 532 331,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**10 888 192,75**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : MAISON DES ASSOCIATIONS ESPACE A CHAMSON

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 78 348,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	78 348,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	78 348,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	78 348,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2006 (1)
LIBELLE : BOULODROME

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	-350 000,00	b -350 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	-350 000,00	-350 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	-350 000,00	-350 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	350 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21005 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT PLAN D'EAU GARDON

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**243 436,26**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**72 525,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	31 224,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	2 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	5 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	9 131,16	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	23 890,44	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**170 910,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	70 910,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	100 000,26	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21202 (1)
LIBELLE : REFECTION ARENES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**252 274,92**	**a 9 961,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**14 696,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	11 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 718,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 961,72	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**237 578,80**	**9 961,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	237 578,80	9 961,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-9 961,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21303 (1)
LIBELLE : Création Ascenseur panoramique

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		22 100,72	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	22 100,72	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	22 100,72	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21401 (1)
LIBELLE : Résorption Habitat Insalubre

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**457 928,08**	**a 204 198,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**42 978,88**	**42 220,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	42 978,88	42 220,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**378 956,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	378 956,40	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**35 992,80**	**161 978,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	35 992,80	161 978,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 286 680,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**286 680,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	286 680,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**82 482,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21501 (1)
LIBELLE : JARDINS FAMILIAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**395 884,76**	**a 19 000,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**395 884,76**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	385 096,20	19 000,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	4 900,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 887,76	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 90 803,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**90 803,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	90 803,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**71 803,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21502 (1)
LIBELLE : ADMINISTRATION ELECTRONIQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		273 457,10	a 18 751,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	273 457,10	18 751,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	273 457,10	18 751,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-18 751,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21601 (1)
LIBELLE : REN0VATION URBAINE PARTIE 2 PHASE 1

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 161 832,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**62 553,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	62 553,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**99 279,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	99 279,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-161 832,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21602 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT QUAI RIVE DROITE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 973 151,09**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**864,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**196 503,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 442,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	29 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	6 782,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	131 626,60	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 775 783,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 775 783,79	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 670 255,00**	**d 184 087,25**
13	**Subventions d'investissement**	**670 255,00**	**184 087,25**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	208 392,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	149 894,00	184 087,25
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	311 969,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**854 342,25**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21701 (1)
LIBELLE : ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**14 604 723,21**	**a 857 159,00**	**-627 000,00**	**b -627 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**226 709,26**	**12 984,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	172 517,74	12 984,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	9 137,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	45 054,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**260 961,00**	**13 703,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	260 961,00	13 703,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**3 416 345,72**	**445 069,00**	**-652 000,00**	**-652 000,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	34 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	607 529,29	154 037,00	-652 000,00	-652 000,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	15 809,92	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	43 390,80	132 389,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	591 153,84	2 818,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	990 110,71	144 365,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	2 492,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	677 303,72	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	127 297,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	128 526,33	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	164 632,36	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	4 131,00	0,00	0,00	0,00
2185	Cheptel	604,10	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	32 564,85	7 329,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**10 700 707,23**	**385 403,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	3 155 888,00	99 240,00	25 000,00	25 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	7 544 819,23	286 163,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 1 217 005,00**	**d -436 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 217 005,00**	**-436 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	1 217 005,00	-218 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	-218 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**550 846,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21702 (1)
LIBELLE : NV PROG.NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		35 520,00	a 50 681,00	137 000,00	b 137 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**35 520,00**	**21 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	35 520,00	21 750,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**28 931,00**	**137 000,00**	**137 000,00**	**0,00**
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	28 931,00	137 000,00	137 000,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-187 681,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21703 (1)
LIBELLE : POLE NATIONAL CIRQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**10 329,60**	**a 21 516,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 348,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	3 484,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 980,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	5 980,80	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**21 516,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	21 516,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 394 020,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**394 020,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	394 020,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**372 504,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21802 (1)
LIBELLE : MAISON POUR TOUS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**151 516,68**	**a 4 984,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**5 004,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 448,00**	**4 984,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	2 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	4 984,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**144 064,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	144 064,68	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-4 984,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21803 (1)
LIBELLE : MON QUARTIER DANS MA VILLE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 741 439,21**	**a 60 554,00**	**463 000,00**	**b 463 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**10 308,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	10 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**650 108,81**	**5 499,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	262 171,04	5 499,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	37 095,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	2 143,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	36 937,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	307 465,17	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	4 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 081 022,40**	**55 055,00**	**463 000,00**	**463 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 081 022,40	55 055,00	463 000,00	463 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 283 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**283 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	283 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-240 554,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21901 (1)
LIBELLE : MUR D'ESCALADE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**28 800,00**	**a 15 540,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**28 800,00**	**15 540,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	28 800,00	15 540,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 360 000,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**360 000,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	360 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**344 460,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2202 (1)
LIBELLE : REFECTION HOTEL DE VILLE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 476,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 476,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	4 476,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2509 (1)
LIBELLE : AMELIORATION ENVIRONNEMENT URBAIN

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 970 564,29**	**a 141 071,00**	**-50 000,00**	**b -50 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**47 034,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	38 790,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	7 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 766 615,64**	**141 071,00**	**-55 000,00**	**-55 000,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	86 589,69	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	756 648,14	83 987,00	-55 000,00	-55 000,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	104 815,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 653,02	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	505 277,99	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 591,96	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	10 943,46	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	78 129,49	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	1 096,32	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	208 994,22	57 084,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	4 759,75	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**156 914,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	146 567,05	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	10 347,60	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 275 649,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**275 649,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	225 944,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	11 371,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	38 334,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**184 578,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2510 (1)
LIBELLE : INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
	DEPENSES	**4 418 031,51**	**a 956 799,00**	**-900 000,00**	**b -900 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**319 220,54**	**137 081,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	290 400,80	137 081,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	6 759,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	22 060,14	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 961 239,60**	**240 880,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	5 239,56	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	42 368,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	824 493,77	80 814,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	870 475,23	152 523,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	63 693,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	5 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	58 447,39	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	335,66	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	42 246,95	7 543,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	10 496,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	38 306,40	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 137 571,37**	**578 838,00**	**-900 000,00**	**-900 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 131 000,77	578 838,00	-900 000,00	-900 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 570,60	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	**c 512 175,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**512 175,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	512 175,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**455 376,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2511 (1)
LIBELLE : RENOVATION BATIMENTS CULTUELS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**163 098,86**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**63 940,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	10 377,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	53 562,77	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**99 158,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	99 158,49	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2601 (1)
LIBELLE : MISE EN PLACE VIDEO SURVEILLANCE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**848 820,01**	**a 152 759,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**864,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 261,52**	**60 055,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	60 055,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	6 686,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	575,52	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**840 694,49**	**92 704,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	840 694,49	92 704,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 74 403,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**74 403,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	74 403,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-78 356,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2602 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENT TOUR DE VIALA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**33 114,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**31 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	31 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 794,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2805 (1)
LIBELLE : CENTRE CULTUREL ET SCIENTIFIQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**151 579,99**	**a 72 261,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**42 805,62**	**3 864,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	27 035,63	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	8 587,99	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 182,00	3 864,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**108 774,37**	**68 397,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	44 924,70	68 397,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	63 849,67	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-72 261,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30102 (1)
LIBELLE : PAE MONTEE DES LAURIERS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30105 (1)
LIBELLE : PAE DE VIGET

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30111 (1)
LIBELLE : PAE DU GARDONNET

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**131 679,77**	**a 112 464,00**	**-85 000,00**	**b -85 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**131 679,77**	**112 464,00**	**-85 000,00**	**-85 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	131 679,77	112 464,00	-85 000,00	-85 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d -71 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**-71 000,00**
1343	P.A.E. non transférable	0,00	-71 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-98 464,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30112 (1)
LIBELLE : PAE DE SERRE DE LORIAN NORD

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30113 (1)
LIBELLE : PAE DU VIGET EST

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30121 (1)
LIBELLE : PAE SERRE DE LAURIAN SUD

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		79 998,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	79 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	79 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30125 (1)
LIBELLE : PAE DES ESPINAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1343	P.A.E. non transférable	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 973 (1)
LIBELLE : PROGRAMME DE RENOVATION DES ECOLES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 591 341,54**	**a 163 527,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**11 812,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	7 384,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	4 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**133 246,40**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	97 928,96	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	29 133,22	3 000,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 005,12	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 179,10	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 446 283,14**	**160 527,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 394 419,41	160 527,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	51 863,73	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 343 052,00**	**d 136 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**343 052,00**	**136 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	343 052,00	136 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**315 525,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 977 (1)
LIBELLE : GROSSES REPARATIONS DE VOIRIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**5 982 966,98**	**a 1 414 070,00**	**350 000,00**	**b 350 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**128 414,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	119 818,94	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	6 075,12	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	2 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**17 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**865 501,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 891,90	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 063,34	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	336 288,01	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	390 911,55	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	93 091,15	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	38 255,23	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 971 551,74**	**1 414 070,00**	**350 000,00**	**350 000,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 971 551,74	1 414 070,00	350 000,00	350 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d -181 653,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**-181 653,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	65 000,00
1342	Amendes de police non transférable	0,00	-246 653,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-1 945 723,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	5 810 000	3 592 030	104 000	981 320	347 000	1 209 500	57 570	207 900	0	8 216 872	0	20 526 192
- Equipements municipaux (2)		3 438 430	104 000	981 320	347 000	1 209 500	57 570	207 900	0	7 519 872	0	13 865 592
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		13 600	0	0	0	0	0	0	0	674 000	0	687 600
- Opérations financières	5 810 000											5 810 000
Dépenses d'ordre	153 500											553 500
Total dépenses de l'exercice	**5 963 500**	**3 992 030**	**104 000**	**981 320**	**347 000**	**1 209 500**	**57 570**	**207 900**	**0**	**8 216 872**	**0**	**21 079 692**
RAR N-1 et reports	**3 449 082**	**1 747 678**	**222 410**	**163 527**	**173 291**	**146 342**	**177 277**	**74 364**	**0**	**4 836 022**	**0**	**10 989 993**
Total cumulé dépenses d'investissement	**9 412 582**	**5 739 708**	**326 410**	**1 144 847**	**520 291**	**1 355 842**	**234 847**	**282 264**	**0**	**13 052 894**	**0**	**32 069 685**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**18 327 768**	**6 341 232**	**0**	**433 660**	**0**	**229 360**	**0**	**62 500**	**0**	**2 142 834**	**0**	**27 537 354**
RAR N-1 et reports	**0**	**613 723**	**286 680**	**365 638**	**394 020**	**426 120**	**33 743**	**0**	**0**	**2 412 407**	**0**	**4 532 331**
Total cumulé recettes d'investissement	**18 327 768**	**6 954 955**	**286 680**	**799 298**	**394 020**	**655 480**	**33 743**	**62 500**	**0**	**4 555 241**	**0**	**32 069 685**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**8 301 366**	**25 247 575**	**3 308 620**	**108 290**	**1 418 757**	**2 172 165**	**2 218 681**	**0**	**0**	**7 477 890**	**1 577 050**	**51 830 394**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**8 301 366**	**25 247 575**	**3 308 620**	**108 290**	**1 418 757**	**2 172 165**	**2 218 681**	**0**	**0**	**7 477 890**	**1 577 050**	**51 830 394**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**68 135**	**47 282 637**	**241 397**	**12 650**	**83 150**	**69 800**	**56 185**	**0**	**0**	**601 100**	**11 667**	**48 426 721**
RAR N-1 et reports	**3 403 673**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 403 673**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**3 471 808**	**47 282 637**	**241 397**	**12 650**	**83 150**	**69 800**	**56 185**	**0**	**0**	**601 100**	**11 667**	**51 830 394**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**5 963 500**	**5 739 708**	**326 410**	**1 144 847**	**520 291**	**1 355 842**	**234 847**	**282 264**	**0**	**13 052 894**	**0**	**28 620 603**
Dépenses réelles		5 810 000	5 339 708	326 410	1 144 847	520 291	1 355 842	234 847	282 264	0	13 052 894	0	28 067 103
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000	0	20 000
16	Emprunts et dettes assimilées	5 810 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 810 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	486 813	0	0	0	0	0	0	0	444 298	0	931 111
204	Subventions d'équipement versées	0	248 058	0	0	0	0	0	0	0	324 281	0	572 339
21	Immobilisations corporelles	0	1 594 477	122 212	0	15 000	312 716	9 350	0	0	3 300 107	0	5 353 862
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	75 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 477
26	Participat° et créances rattachées	0	140 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	140 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	2 794 883	204 198	1 144 847	505 291	1 043 126	225 497	282 264	0	8 961 208	0	15 161 314
2006	BOULODROME	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21005	AMENAGEMENT PLAN D'EAU GARDON	0	0	0	0	0	7 000	0	0	0	0	0	7 000
21202	REFECTION ARENES	0	9 961	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 961
21303	Création Ascenseur panoramique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000	0	15 000
21401	Résorption Habitat Insalubre	0	0	204 198	0	0	0	0	0	0	0	0	204 198
21501	JARDINS FAMILIAUX	0	0	0	0	0	0	32 220	0	0	0	0	32 220
21502	ADMINISTRATION ELECTRONIQUE	0	50 751	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 751
21601	REN0VATION URBAINE PARTIE 2 PHASE 1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	161 832	0	161 832
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0	482 389	0	0	0	394 586	122 154	0	0	3 933 377	0	4 932 506
21702	NV PROG.NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	337 681	0	337 681
21703	POLE NATIONAL CIRQUE	0	0	0	0	121 516	0	0	0	0	0	0	121 516

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
21802	MAISON POUR TOUS	**0**	**4 984**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 984**
21803	MON QUARTIER DANS MA VILLE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 244 954	0	1 244 954
21901	MUR D'ESCALADE	0	0	0	0	0	515 540	0	0	0	0	0	515 540
2509	AMELIORATION ENVIRONNEMENT URBAIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	697 071	0	697 071
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0	2 161 798	0	0	111 514	126 000	71 123	282 264	0	0	0	2 752 699
2511	RENOVATION BATIMENTS CULTUELS	0	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 000
2601	MISE EN PLACE VIDEO SURVEILLANCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	252 759	0	252 759
2602	AMENAGEMENT TOUR DE VIALA	0	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
2805	CENTRE CULTUREL ET SCIENTIFIQUE	0	0	0	0	272 261	0	0	0	0	0	0	272 261
30111	PAE DU GARDONNET	0	0	0	0	0	0	0	0	0	123 464	0	123 464
973	PROGRAMME DE RENOVATION DES ECOLES	0	0	0	1 144 847	0	0	0	0	0	0	0	1 144 847
977	GROSSES REPARATIONS DE VOIRIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 195 070	0	2 195 070
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*153 500*	*400 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*553 500*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500*	*400 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*403 500*
041	*Opérations patrimoniales*	*150 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*

RECETTES													
Total recettes investissement		**18 327 768**	**6 954 955**	**286 680**	**799 298**	**394 020**	**655 480**	**33 743**	**62 500**	**0**	**4 555 241**	**0**	**32 069 685**
Recettes réelles		10 657 402	6 954 955	286 680	799 298	394 020	655 480	33 743	62 500	0	4 555 241	0	24 399 319
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	618 740	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	618 740
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 307 662	0	0	0	0	0	0	0	0	400 000	0	8 707 662
13	Subventions d'investissement	0	656 318	286 680	799 298	394 020	655 480	33 743	62 500	0	4 155 241	0	7 043 280
16	Emprunts et dettes assimilées	1 360 000	6 298 637	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 658 637
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
22	Immobilisations reçues en affectation	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	371 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	371 000
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*7 670 366*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 670 366*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*5 587 534*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 587 534*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 932 832*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 932 832*
041	*Opérations patrimoniales*	*150 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**8 301 366**	**25 247 575**	**3 308 620**	**108 290**	**1 418 757**	**2 172 165**	**2 218 681**	**0**	**0**	**7 477 890**	**1 577 050**	**51 830 394**
Dépenses réelles		781 000	25 247 575	3 308 620	108 290	1 418 757	2 172 165	2 218 681	0	0	7 477 890	1 577 050	44 310 028
011	Charges à caractère général	0	7 183 072	145 800	10 400	77 317	117 450	122 065	0	0	1 499 200	0	9 155 304
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	8 247 976	3 109 820	97 890	932 840	1 061 770	150 610	0	0	5 933 190	1 314 250	20 848 346
014	Atténuations de produits	0	6 640 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 640 000
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	911 187	53 000	0	406 600	992 945	1 946 006	0	0	45 500	262 800	4 618 038
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	780 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	780 000
67	Charges exceptionnelles	1 000	1 553 500	0	0	2 000	0	0	0	0	0	0	1 556 500
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	711 840	0	0	0	0	0	0	0	0	0	711 840
Dépenses d'ordre		*7 520 366*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 520 366*
023	*Virement à la section d'investissement*	*5 587 534*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 587 534*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 932 832*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 932 832*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**68 135**	**47 282 637**	**241 397**	**12 650**	**83 150**	**69 800**	**56 185**	**0**	**0**	**601 100**	**11 667**	**48 426 721**
Recettes réelles		64 635	46 882 637	241 397	12 650	83 150	69 800	56 185	0	0	601 100	11 667	48 023 221
013	Atténuations de charges	0	154 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154 400

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70	Produits des services, du domaine, vente	0	1 369 036	97 000	2 150	32 000	49 800	1 000	0	0	263 500	0	1 814 486
73	Impôts et taxes	0	27 811 616	0	0	0	0	0	0	0	300 000	0	28 111 616
74	Dotations et participations	0	17 160 085	144 397	0	25 890	20 000	26 000	0	0	6 000	11 667	17 394 039
75	Autres produits de gestion courante	0	227 500	0	10 500	25 260	0	29 185	0	0	21 600	0	314 045
76	Produits financiers	64 635	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 635
77	Produits exceptionnels	0	160 000	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	170 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*3 500*	*400 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*403 500*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500*	*400 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*403 500*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		8 301 366,22	25 247 575,00	0,00	0,00	0,00	33 548 941,22
Dépenses de l'exercice		8 301 366,22	25 247 575,00	0,00	0,00	0,00	33 548 941,22
011	Charges à caractère général	0,00	7 183 072,00	0,00	0,00	0,00	7 183 072,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	8 247 976,00	0,00	0,00	0,00	8 247 976,00
014	Atténuations de produits	0,00	6 640 000,00	0,00	0,00	0,00	6 640 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*5 587 534,22*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*5 587 534,22*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 932 832,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 932 832,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	911 187,00	0,00	0,00	0,00	911 187,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	780 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	1 553 500,00	0,00	0,00	0,00	1 554 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	711 840,00	0,00	0,00	0,00	711 840,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		3 471 808,22	47 282 637,00	0,00	0,00	0,00	50 754 445,22
Recettes de l'exercice		68 135,00	47 282 637,00	0,00	0,00	0,00	47 350 772,00
013	Atténuations de charges	0,00	154 400,00	0,00	0,00	0,00	154 400,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*3 500,00*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*403 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 369 036,00	0,00	0,00	0,00	1 369 036,00
73	Impôts et taxes	0,00	27 811 616,00	0,00	0,00	0,00	27 811 616,00
74	Dotations et participations	0,00	17 160 085,00	0,00	0,00	0,00	17 160 085,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	227 500,00	0,00	0,00	0,00	227 500,00
76	Produits financiers	64 635,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 635,00
77	Produits exceptionnels	0,00	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		3 403 673,22	0,00	0,00	0,00	0,00	3 403 673,22
SOLDE (2)		-4 829 558,00	22 035 062,00	0,00	0,00	0,00	17 205 504,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		22 308 225,00	382 980,00	368 220,00	492 860,00	1 158 330,00	172 130,00	364 830,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		22 308 225,00	382 980,00	368 220,00	492 860,00	1 158 330,00	172 130,00	364 830,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	6 442 522,00	0,00	0,00	249 300,00	463 650,00	9 600,00	18 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 462 656,00	0,00	368 220,00	243 560,00	684 680,00	142 530,00	346 330,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	6 640 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	498 207,00	382 980,00	0,00	0,00	10 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 553 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	711 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		46 974 926,00	0,00	0,00	9 516,00	208 095,00	0,00	90 100,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		46 974 926,00	0,00	0,00	9 516,00	208 095,00	0,00	90 100,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	154 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	1 199 536,00	0,00	0,00	0,00	79 500,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	27 796 616,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	17 036 874,00	0,00	0,00	9 516,00	113 595,00	0,00	100,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	227 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		24 666 701,00	-382 980,00	-368 220,00	-483 344,00	-950 235,00	-172 130,00	-274 730,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		3 102 440,00	206 180,00	0,00	3 308 620,00
Dépenses de l'exercice		3 102 440,00	206 180,00	0,00	3 308 620,00
011	Charges à caractère général	134 000,00	11 800,00	0,00	145 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 968 440,00	141 380,00	0,00	3 109 820,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	53 000,00	0,00	53 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		95 000,00	146 397,00	0,00	241 397,00
Recettes de l'exercice		95 000,00	146 397,00	0,00	241 397,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	95 000,00	2 000,00	0,00	97 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	144 397,00	0,00	144 397,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 007 440,00	-59 783,00	0,00	-3 067 223,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		9 900,00	0,00	3 092 540,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		9 900,00	0,00	3 092 540,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	9 900,00	0,00	124 100,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	2 968 440,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	95 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 900,00	0,00	-2 997 540,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		10 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 890,00	0,00	108 290,00
Dépenses de l'exercice		10 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 890,00	0,00	108 290,00
011	Charges à caractère général	10 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 890,00	0,00	97 890,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00	0,00	12 650,00
Recettes de l'exercice		10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00	0,00	12 650,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00	0,00	2 150,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-95 740,00	0,00	-95 640,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 890,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 890,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 890,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 150,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-95 740,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	241 747,00	221 530,00	955 480,00	0,00	1 418 757,00
Dépenses de l'exercice		0,00	241 747,00	221 530,00	955 480,00	0,00	1 418 757,00
011	Charges à caractère général	0,00	19 617,00	5 500,00	52 200,00	0,00	77 317,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	217 630,00	216 030,00	499 180,00	0,00	932 840,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 500,00	0,00	404 100,00	0,00	406 600,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	30 000,00	60,00	53 090,00	0,00	83 150,00
Recettes de l'exercice		0,00	30 000,00	60,00	53 090,00	0,00	83 150,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	30 000,00	0,00	2 000,00	0,00	32 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	25 890,00	0,00	25 890,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	60,00	25 200,00	0,00	25 260,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-211 747,00	-221 470,00	-902 390,00	0,00	-1 335 607,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		241 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	221 530,00	0,00
Dépenses de l'exercice		241 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	221 530,00	0,00
011	Charges à caractère général	19 617,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	217 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 030,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00
Recettes de l'exercice		30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-211 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-221 470,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 358 535,00	799 120,00	14 510,00	0,00	2 172 165,00
Dépenses de l'exercice		1 358 535,00	799 120,00	14 510,00	0,00	2 172 165,00
011	Charges à caractère général	0,00	102 940,00	14 510,00	0,00	117 450,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	365 590,00	696 180,00	0,00	0,00	1 061 770,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	992 945,00	0,00	0,00	0,00	992 945,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	69 800,00	0,00	0,00	69 800,00
Recettes de l'exercice		0,00	69 800,00	0,00	0,00	69 800,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	49 800,00	0,00	0,00	49 800,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 358 535,00	-729 320,00	-14 510,00	0,00	-2 102 365,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	56 200,00	0,00	634 520,00	108 400,00	0,00	14 510,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	56 200,00	0,00	634 520,00	108 400,00	0,00	14 510,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	56 200,00	0,00	38 000,00	8 740,00	0,00	14 510,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	596 520,00	99 660,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		43 300,00	0,00	0,00	6 500,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		43 300,00	0,00	0,00	6 500,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	43 300,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		43 300,00	-56 200,00	0,00	-628 020,00	-88 400,00	0,00	-14 510,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	2 218 681,00	0,00	2 218 681,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	2 218 681,00	0,00	2 218 681,00
011	Charges à caractère général	0,00	122 065,00	0,00	122 065,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	150 610,00	0,00	150 610,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 946 006,00	0,00	1 946 006,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	56 185,00	0,00	56 185,00
	Recettes de l'exercice	0,00	56 185,00	0,00	56 185,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	29 185,00	0,00	29 185,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	-2 162 496,00	0,00	-2 162 496,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	1 760 000,00	0,00	0,00	0,00	458 681,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	1 760 000,00	0,00	0,00	0,00	458 681,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 065,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 610,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 760 000,00	0,00	0,00	0,00	186 006,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	28 185,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	28 185,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	28 185,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-1 731 815,00	0,00	0,00	0,00	-430 681,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		2 731 360,00	4 601 430,00	145 100,00	0,00	7 477 890,00
Dépenses de l'exercice		2 731 360,00	4 601 430,00	145 100,00	0,00	7 477 890,00
011	Charges à caractère général	422 500,00	976 000,00	100 700,00	0,00	1 499 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 303 360,00	3 585 430,00	44 400,00	0,00	5 933 190,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	5 500,00	40 000,00	0,00	0,00	45 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		3 000,00	595 600,00	2 500,00	0,00	601 100,00
Recettes de l'exercice		3 000,00	595 600,00	2 500,00	0,00	601 100,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	3 000,00	258 000,00	2 500,00	0,00	263 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
74	Dotations et participations	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	21 600,00	0,00	0,00	21 600,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 728 360,00	-4 005 830,00	-142 600,00	0,00	-6 876 790,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		410 730,00	0,00	0,00	2 082 630,00	238 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		410 730,00	0,00	0,00	2 082 630,00	238 000,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	190 000,00	232 500,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	410 730,00	0,00	0,00	1 892 630,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-410 730,00	0,00	0,00	-2 082 630,00	-235 000,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		21 500,00	461 890,00	1 381 890,00	2 736 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 100,00
	Dépenses de l'exercice	21 500,00	461 890,00	1 381 890,00	2 736 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 100,00
011	Charges à caractère général	1 500,00	18 600,00	383 900,00	572 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 700,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	443 290,00	977 990,00	2 164 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 400,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	10 000,00	320 600,00	265 000,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	10 000,00	320 600,00	265 000,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	243 000,00	15 000,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	50 000,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	21 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-21 500,00	-451 890,00	-1 061 290,00	-2 471 150,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	-145 100,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		250 000,00	1 314 250,00	0,00	0,00	12 800,00	0,00	0,00	0,00	1 577 050,00
Dépenses de l'exercice		250 000,00	1 314 250,00	0,00	0,00	12 800,00	0,00	0,00	0,00	1 577 050,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 314 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314 250,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	250 000,00	0,00	0,00	0,00	12 800,00	0,00	0,00	0,00	262 800,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	11 667,00	0,00	0,00	0,00	11 667,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	11 667,00	0,00	0,00	0,00	11 667,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 667,00	0,00	0,00	0,00	11 667,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-250 000,00	-1 314 250,00	0,00	0,00	-1 133,00	0,00	0,00	0,00	-1 565 383,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**9 412 581,75**	**5 739 708,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 152 289,75**
Dépenses de l'exercice		**5 963 500,00**	**3 992 030,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 955 530,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***3 500,00***	***400 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***403 500,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***150 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***150 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 810 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 810 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**367 430,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**367 430,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**13 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 600,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 164 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 164 000,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**140 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 000,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**1 897 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 897 000,00**
2006	BOULODROME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21202	REFECTION ARENES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21502	ADMINISTRATION ELECTRONIQUE	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
21802	MAISON POUR TOUS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00	1 430 000,00
2511	RENOVATION BATIMENTS CULTUELS	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
2602	AMENAGEMENT TOUR DE VIALA	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**3 449 081,75**	**1 747 678,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 196 759,75**
RECETTES (2)		**18 327 767,97**	**6 954 954,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 282 722,50**
Recettes de l'exercice		**18 327 767,97**	**6 341 231,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 668 999,50**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*5 587 534,22*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*5 587 534,22*
024	Produits des cessions d'immobilisations	618 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	618 740,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 932 832,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*1 932 832,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 307 661,75	0,00	0,00	0,00	0,00	8 307 661,75
13	Subventions d'investissement	0,00	42 595,00	0,00	0,00	0,00	42 595,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 360 000,00	6 298 636,53	0,00	0,00	0,00	7 658 636,53
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	371 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	613 723,00	0,00	0,00	0,00	613 723,00
SOLDE (2)		8 915 186,22	1 215 246,53	0,00	0,00	0,00	10 130 432,75

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		5 050 781,00	0,00	0,00	0,00	43 061,00	482 389,00	163 477,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		3 532 530,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00	350 000,00	98 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
20	**Immobilisations incorporelles**	**367 430,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**13 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 064 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 500,00**	**0,00**	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**140 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**1 547 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**350 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2006	BOULODROME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21202	REFECTION ARENES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21502	ADMINISTRATION ELECTRONIQUE	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00
21802	MAISON POUR TOUS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	1 430 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2511	RENOVATION BATIMENTS CULTUELS	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2602	AMENAGEMENT TOUR DE VIALA	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**1 518 251,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 561,00**	**132 389,00**	**65 477,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**6 876 606,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 348,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**6 341 231,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	42 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 298 636,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		535 375,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 348,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		1 825 825,53	0,00	0,00	0,00	-43 061,00	-404 041,00	-163 477,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**122 212,00**	**204 198,00**	**0,00**	**326 410,00**
Dépenses de l'exercice		**104 000,00**	**0,00**	**0,00**	**104 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**104 000,00**	**0,00**	**0,00**	**104 000,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21401	Résorption Habitat Insalubre	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**18 212,00**	**204 198,00**	**0,00**	**222 410,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**286 680,00**	**0,00**	**286 680,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	286 680,00	0,00	286 680,00
SOLDE (2)		-122 212,00	82 482,00	0,00	-39 730,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	122 212,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	104 000,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	104 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21401	Résorption Habitat Insalubre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	18 212,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-122 212,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**1 144 847,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 144 847,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**981 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**981 320,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**981 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**981 320,00**
973	PROGRAMME DE RENOVATION DES ECOLES	0,00	981 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	981 320,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**163 527,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 527,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**799 298,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**799 298,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**433 660,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**433 660,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	433 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	433 660,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	365 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 638,00
SOLDE (2)		0,00	-345 549,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-345 549,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		388 735,00	756 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		363 000,00	618 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		363 000,00	618 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
973	PROGRAMME DE RENOVATION DES ECOLES	363 000,00	618 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		25 735,00	137 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		115 000,00	684 298,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		115 000,00	318 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	115 000,00	318 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	365 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
SOLDE (2)		-273 735,00	-71 814,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**121 516,00**	**126 514,00**	**272 261,00**	**0,00**	**520 291,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**100 000,00**	**47 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**347 000,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**100 000,00**	**32 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**332 000,00**
21703	POLE NATIONAL CIRQUE	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00
2805	CENTRE CULTUREL ET SCIENTIFIQUE	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**21 516,00**	**79 514,00**	**72 261,00**	**0,00**	**173 291,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**394 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**394 020,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	394 020,00	0,00	0,00	0,00	394 020,00
SOLDE (2)		0,00	272 504,00	-126 514,00	-272 261,00	0,00	-126 271,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	121 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 514,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00
21703	POLE NATIONAL CIRQUE	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00
2805	CENTRE CULTUREL ET SCIENTIFIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**21 516,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 514,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**394 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**394 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**272 504,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-126 514,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**932 784,00**	**423 058,00**	**0,00**	**1 355 842,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**834 500,00**	**375 000,00**	**0,00**	**1 209 500,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**201 500,00**	**0,00**	**0,00**	**201 500,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**633 000,00**	**375 000,00**	**0,00**	**1 008 000,00**
21005	AMENAGEMENT PLAN D'EAU GARDON	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	0,00	375 000,00	0,00	375 000,00
21901	MUR D'ESCALADE	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	126 000,00	0,00	0,00	126 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**98 284,00**	**48 058,00**	**0,00**	**146 342,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**426 120,00**	**229 360,00**	**0,00**	**655 480,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**229 360,00**	**0,00**	**229 360,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	229 360,00	0,00	229 360,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	426 120,00	0,00	0,00	426 120,00
SOLDE (2)		0,00	-506 664,00	-193 698,00	0,00	-700 362,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	932 784,00	0,00	0,00	423 058,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	834 500,00	0,00	0,00	375 000,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	201 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	633 000,00	0,00	0,00	375 000,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
21005	AMENAGEMENT PLAN D'EAU GARDON	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 000,00	0,00
21901	MUR D'ESCALADE	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	126 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**98 284,00**	**0,00**	**0,00**	**48 058,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**426 120,00**	**0,00**	**0,00**	**229 360,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**229 360,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**229 360,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**426 120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-506 664,00**	**0,00**	**0,00**	**-193 698,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**25 000,00**	**209 847,00**	**0,00**	**234 847,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**57 570,00**	**0,00**	**57 570,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**9 350,00**	**0,00**	**9 350,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**48 220,00**	**0,00**	**48 220,00**
21501	JARDINS FAMILIAUX	0,00	13 220,00	0,00	13 220,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**25 000,00**	**152 277,00**	**0,00**	**177 277,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**33 743,00**	**0,00**	**33 743,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	33 743,00	0,00	33 743,00
SOLDE (2)		-25 000,00	-176 104,00	0,00	-201 104,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		25 000,00	0,00	0,00	66 343,00	0,00	0,00	0,00	143 504,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	13 220,00	0,00	0,00	0,00	44 350,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 350,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	13 220,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
21501	JARDINS FAMILIAUX	0,00	0,00	0,00	13 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		25 000,00	0,00	0,00	53 123,00	0,00	0,00	0,00	99 154,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 743,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 743,00
SOLDE (2)		-25 000,00	0,00	0,00	-66 343,00	0,00	0,00	0,00	-109 761,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**282 264,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**282 264,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**207 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 900,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**207 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 900,00**
2510	INTERVENTIONS ET REPARATIONS BATIMENTS	0,00	207 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 900,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**74 364,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 364,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**62 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 500,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**62 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 500,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	62 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-219 764,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-219 764,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**1 011 611,00**	**12 041 283,00**	**0,00**	**0,00**	**13 052 894,00**
Dépenses de l'exercice		**504 800,00**	**7 712 072,00**	**0,00**	**0,00**	**8 216 872,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**419 625,00**	**0,00**	**0,00**	**419 625,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**87 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 000,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**321 800,00**	**1 115 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 437 500,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**96 000,00**	**6 153 747,00**	**0,00**	**0,00**	**6 249 747,00**
21303	Création Ascenseur panoramique	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
21601	REN0VATION URBAINE PARTIE 2 PHASE 1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	3 315 347,00	0,00	0,00	3 315 347,00
21702	NV PROG.NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN	0,00	287 000,00	0,00	0,00	287 000,00
21803	MON QUARTIER DANS MA VILLE	0,00	1 184 400,00	0,00	0,00	1 184 400,00
2509	AMELIORATION ENVIRONNEMENT URBAIN	0,00	556 000,00	0,00	0,00	556 000,00
2601	MISE EN PLACE VIDEO SURVEILLANCE	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
30111	PAE DU GARDONNET	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00
977	GROSSES REPARATIONS DE VOIRIE	96 000,00	685 000,00	0,00	0,00	781 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**506 811,00**	**4 329 211,00**	**0,00**	**0,00**	**4 836 022,00**
RECETTES (2)		**130 078,00**	**4 425 163,25**	**0,00**	**0,00**	**4 555 241,25**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**2 142 834,25**	**0,00**	**0,00**	**2 142 834,25**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 742 834,25	0,00	0,00	1 742 834,25
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		130 078,00	2 282 329,00	0,00	0,00	2 412 407,00
SOLDE (2)		-881 533,00	-7 616 119,75	0,00	0,00	-8 497 652,75

(1)	Libellé	Sous-fonction 81 810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	58 000,00	953 611,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	58 000,00	446 800,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	87 000,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 000,00**	**263 800,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 000,00**	**0,00**	**0,00**
21303	Création Ascenseur panoramique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21601	REN0VATION URBAINE PARTIE 2 PHASE 1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21702	NV PROG.NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21803	MON QUARTIER DANS MA VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2509	AMELIORATION ENVIRONNEMENT URBAIN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2601	MISE EN PLACE VIDEO SURVEILLANCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30111	PAE DU GARDONNET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
977	GROSSES REPARATIONS DE VOIRIE	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**506 811,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 078,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	130 078,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-58 000,00	-823 533,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		3 000,00	44 459,00	4 054 229,00	232 827,00	7 706 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		3 000,00	25 000,00	2 259 400,00	72 500,00	5 352 172,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	419 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**25 000,00**	**110 000,00**	**22 500,00**	**958 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**2 149 400,00**	**50 000,00**	**3 954 347,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21303	Création Ascenseur panoramique	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21601	REN0VATION URBAINE PARTIE 2 PHASE 1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21701	ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	3 315 347,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21702	NV PROG.NATIONAL RENOUVELLEMENT URBAIN	0,00	0,00	287 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21803	MON QUARTIER DANS MA VILLE	0,00	0,00	1 077 400,00	0,00	107 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2509	AMELIORATION ENVIRONNEMENT URBAIN	0,00	0,00	0,00	50 000,00	506 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2601	MISE EN PLACE VIDEO SURVEILLANCE	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30111	PAE DU GARDONNET	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
977	GROSSES REPARATIONS DE VOIRIE	0,00	0,00	685 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**19 459,00**	**1 794 829,00**	**160 327,00**	**2 354 596,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**400 000,00**	**0,00**	**1 532 092,25**	**0,00**	**2 493 071,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**400 000,00**	**0,00**	**787 434,25**	**0,00**	**955 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**787 434,25**	**0,00**	**955 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	744 658,00	0,00	1 537 671,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		397 000,00	-44 459,00	-2 522 136,75	-232 827,00	-5 213 697,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV

A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
Contrat n°2019900486G00001	17/04/2019	0,00	0,00	2 266,67	0,00	0,00
Contrat n°9620348215	30/04/2020	4 000 000,00	3 000 000,00	7 544,44	0,00	3 000 000,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
0063-Tirage T4M	20/12/2007	1 359 024,00	0,00	44 817,48	0,00	1 359 024,00
0067-Tirage	30/12/2009	380 952,38	0,00	13 888,63	0,00	380 952,38
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**5 739 976,38**	**3 000 000,00**	**68 517,22**	**0,00**	**4 739 976,38**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**66 351 971,98**									
1641 Emprunts en euros (total)					63 232 913,36									
0010	SOCIETE GENERALE	20/12/2009	31/12/2009	28/03/2010	3 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.42 sur Euribor 3M) + 0.42	1,126	1,147	EUR	T	C	O	A-1
0011	SOCIETE GENERALE	30/08/2013	30/08/2013	30/11/2013	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,494	EUR	T	C	O	A-1
0012	SOCIETE GENERALE	21/12/2015	21/12/2015	21/03/2016	2 500 000,00	V	((Euribor 3M + 0.9)-Floor 0 sur Euribor 3M) + Cap 3.6 sur Euribor 3M	0,900	0,916	EUR	T	C	O	A-1
0020	SFIL CAFFIL	16/12/2014	24/12/2014	01/04/2015	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.22	1,301	1,326	EUR	T	P	O	A-1
0058	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/07/2006	01/07/2006	01/09/2006	1 665 941,11	V	(Euribor 3M-Floor -0.2 sur Euribor 3M) + 0.2	3,256	3,345	EUR	T	C	O	A-1
0059	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	24/07/2006	01/07/2006	01/09/2006	902 550,37	V	(Euribor 3M-Floor -0.2 sur Euribor 3M) + 0.2	3,256	3,345	EUR	T	C	O	A-1
0060BG	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31/12/2008	01/01/2020	01/02/2010	611 145,36	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
0061	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/09/2020	01/07/2020	01/10/2020	653 333,44	V	(LEP + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP	1,400	1,400	EUR	T	C	O	A-1
0062-GENERAL	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/11/2012	22/11/2012	01/01/2014	600 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
0062BG	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/11/2012	01/01/2020	02/01/2020	400 756,14	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
0067	CREDIT AGRICOLE	08/11/2010	01/01/2020	31/12/2020	419 047,62	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	3,349	EUR	A	C	O	A-1
0143	SFIL CAFFIL	19/12/2006	19/12/2006	01/12/2007	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.02 sur Euribor 12M) + 0.02	3,959	4,017	EUR	A	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
0144	SFIL CAFFIL	16/12/2009	28/12/2009	01/07/2010	2 000 000,00	V	(Euribor 6M-Floor -0.44 sur Euribor 6M) + 0.44	1,432	1,458	EUR	M	P	O	A-1
0145	SFIL CAFFIL	02/11/2010	02/11/2010	01/04/2011	750 000,00	F	Taux fixe à 2.34 %	2,340	2,361	EUR	T	P	O	A-1
0150	SFIL CAFFIL	17/10/2016	19/04/2017	01/05/2018	3 500 000,00	V	(Euribor 12M + 0.64)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,640	0,649	EUR	A	P	O	A-1
0165BG	CAISSE D'EPARGNE	10/10/2005	01/01/2020	25/02/2020	190 139,32	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
0167	CREDIT FONCIER DE FRANCE	22/12/2006	27/12/2006	01/04/2007	1 800 000,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,020	4,141	EUR	T	X	O	A-1
0169BG	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2007	01/01/2020	25/03/2020	240 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,802	EUR	T	C	O	A-1
0171	CREDIT FONCIER DE FRANCE	12/12/2008	22/12/2008	22/12/2009	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.43 %	4,430	4,495	EUR	A	P	O	A-1
0172	CAISSE D'EPARGNE	01/12/2011	15/12/2011	25/12/2012	3 300 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1
0173	CAISSE D'EPARGNE	23/11/2012	23/11/2012	25/11/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,650	EUR	A	P	O	A-1
0245	CREDIT AGRICOLE	19/12/2006	19/12/2006	30/12/2007	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4.07 %	4,070	4,070	EUR	A	P	O	A-1
0246	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	27/12/2010	30/12/2011	2 200 000,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
0247	CREDIT AGRICOLE	17/12/2015	24/12/2015	25/03/2016	2 500 000,00	V	(Moyenne Euribor 3M + 1.08)-Floor -1.08 sur Moyenne Euribor 3M	0,992	0,996	EUR	T	P	O	A-1
13	SOCIETE GENERALE	03/01/2018	29/05/2018	29/09/2018	2 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,500	0,508	EUR	T	C	O	A-1
151	SFIL CAFFIL	21/11/2017	12/06/2018	01/10/2018	2 000 000,00	V	(EONIA(Postfixé) + 0.62)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,620	0,631	EUR	T	P	O	A-1
248	CREDIT AGRICOLE	29/11/2017	20/12/2017	25/03/2018	3 000 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,291	0,291	EUR	T	C	O	A-1
249	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/01/2019	01/01/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat							Taux initial							
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
250	CREDIT AGRICOLE	28/11/2019	20/12/2019	25/12/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	0,690	EUR	A	P	O	A-1
251	CREDIT AGRICOLE	14/12/2020	30/12/2020	25/12/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	0,440	EUR	A	P	O	A-1
64	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/05/2017	29/03/2018	01/07/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,800	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					3 119 058,62									
0063-Tirage Fixe	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2011	2 700 011,00	F	Taux fixe à 2.89 %	2,890	2,965	EUR	A	P	O	A-1
0067-Tirage	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	01/01/2020	31/12/2030	419 047,62	V	Euribor 12M + 0.42	0,180	0,183	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**66 351 971,98**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**39 526 299,17**					**4 443 220,74**	**643 817,29**	**0,00**	**114 407,74**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		38 167 275,17					4 273 748,74	603 995,99	0,00	111 447,41
0010	N	0,00	A-1	800 000,00	3,99	F	Taux fixe à 2.95 %	3,027	200 000,00	21 678,40	0,00	147,50
0011	N	0,00	A-1	3 100 000,00	7,66	V	Euribor 3M + 1.5	0,990	400 000,00	28 740,62	0,00	2 233,58
0012	N	0,00	A-1	1 666 666,80	9,97	V	(Euribor 3M + 0.9)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,916	166 666,64	14 636,46	0,00	375,00
0020	N	0,00	A-1	3 506 491,04	9,00	V	Euribor 3M + 1.22	0,691	306 154,98	23 786,46	0,00	5 449,57
0058	N	0,00	A-1	201 932,37	1,92	V	(Euribor 3M-Floor -0.2 sur Euribor 3M) + 0.2	0,000	100 966,12	0,00	0,00	0,00
0059	N	0,00	A-1	58 229,29	0,92	V	(Euribor 3M-Floor -0.2 sur Euribor 3M) + 0.2	0,000	58 229,29	0,00	0,00	0,00
0060BG	N	0,00	A-1	499 254,38	3,08	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	116 836,56	22 067,04	0,00	15 447,35
0061	N	0,00	A-1	637 000,10	9,50	V	(LEP + 0.4)-Floor -0.4 sur LEP	1,400	65 333,36	8 530,34	0,00	1 968,29
0062-GENERAL	N	0,00	A-1	362 809,85	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	39 445,17	14 330,99	0,00	12 737,43
0062BG	N	0,00	A-1	362 809,85	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	39 445,17	14 330,99	0,00	12 737,43
0067	N	0,00	A-1	380 952,38	10,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,349	38 095,24	12 591,54	0,00	0,00
0143	N	0,00	A-1	258 194,90	0,92	V	(Euribor 12M-Floor -0.02 sur Euribor 12M) + 0.02	0,000	258 194,90	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
0144	N	0,00	A-1	587 693,45	4,00	F	Taux fixe à 1.03 %	1,050	140 757,99	5 464,50	0,00	383,62
0145	N	0,00	A-1	427 813,34	10,00	F	Taux fixe à 2.34 %	2,361	37 380,14	9 684,42	0,00	2 258,65
0150	N	0,00	A-1	2 988 670,77	11,33	V	(Euribor 12M + 0.64)-Floor 0 sur Euribor 12M	0,649	187 764,48	19 393,15	0,00	12 149,71
0165BG	N	0,00	A-1	96 654,25	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	96 654,25	3 276,58	0,00	0,00
0167	N	0,00	A-1	1 235 212,48	16,00	F	Taux fixe à 4.02 %	4,141	54 820,24	49 512,96	0,00	11 994,75
0169BG	N	0,00	A-1	210 000,00	6,98	F	Taux fixe à 4.65 %	4,802	30 000,00	9 368,79	0,00	139,50
0171	N	0,00	A-1	748 784,24	2,97	F	Taux fixe à 4.43 %	4,495	239 871,93	33 631,85	0,00	563,62
0172	N	0,00	A-1	1 575 628,10	5,98	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	235 522,76	68 382,26	0,00	807,79
0173	N	0,00	A-1	1 102 669,15	6,90	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	136 878,96	51 274,12	0,00	4 366,18
0245	N	0,00	A-1	1 352 192,88	16,00	F	Taux fixe à 4.07 %	4,070	61 610,98	55 034,25	0,00	0,00
0246	N	0,00	A-1	853 951,74	5,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	159 979,91	27 924,22	0,00	0,00
0247	N	0,00	A-1	1 697 327,75	9,98	V	(Moyenne Euribor 3M + 1.08)-Floor -1.08 sur Moyenne Euribor 3M	0,560	165 670,88	8 762,44	0,00	113,81
13	N	0,00	A-1	1 666 666,60	12,49	V	(Euribor 3M + 0.5)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,508	133 333,36	8 194,90	0,00	42,59
151	N	0,00	A-1	1 717 288,80	12,50	F	Taux fixe à 0.92 %	0,923	127 538,00	15 359,88	0,00	0,00
248	N	0,00	A-1	2 400 000,00	11,98	V	Moyenne Euribor 3M + 0.62-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,290	200 000,00	6 742,50	0,00	0,00
249	N	0,00	A-1	1 880 540,49	13,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	121 311,13	29 148,38	0,00	27 192,32

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
250	N	0,00	A-1	1 872 988,60	13,98	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	127 887,78	12 923,62	0,00	167,24
251	N	0,00	A-1	3 000 000,00	14,98	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	193 912,11	13 019,18	0,00	171,48
64	N	0,00	A-1	918 851,57	22,25	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	33 486,41	16 205,15	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		1 359 024,00					169 472,00	39 821,30	0,00	2 960,33
0063-Tirage Fixe	N	0,00	A-1	1 359 024,00	6,91	F	Taux fixe à 2.89 %	2,965	169 472,00	39 821,30	0,00	2 960,33
0067-Tirage	N	0,00	A-1	0,00	10,00	V	Euribor 12M + 0.42	-0,076	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**39 526 299,17**					**4 443 220,74**	**643 817,29**	**0,00**	**114 407,74**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	33	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,98	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	39 526 299,17	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.6

A2.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N de l'exercice	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A2.7

A2.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante
Dette pour subventions d'équipement à verser en annuités	340 000,00	13 600,00	149 600,00

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Seuil d'amortissement sur un an : 1 524 €	1	11/04/2001
L	Frais d'études, recherche et développement	5	11/04/2001
L	Logiciels et progiciels	2	11/04/2001
L	Voitures et deux roues	5	11/04/2001
L	Camions	10	11/04/2001
L	Balayeuses	8	11/04/2001
L	Mobiliers	10	11/04/2001
L	Matériels bureautiques, électriques et électroniques	5	11/04/2001
L	Matériels informatiques	5	11/04/2001
L	Matériels classiques légers	5	11/04/2001
L	Matériels classiques durables	10	11/04/2001
L	Coffres forts	30	11/04/2001
L	Installations et appareils de chauffage légers	5	11/04/2001
L	Appareils de levage	10	11/04/2001
L	Equipements de garage et atelier outillage	5	11/04/2001
L	Equpements de garage et atelier gros matériel	10	11/04/2001
L	Matériel roulant incendie	10	11/04/2001
L	Autres matériels et outillage incendie	25	11/04/2001
L	Matériel roulant voirie	10	11/04/2001
L	Autres matériel et outillage voirie	25	11/04/2001
L	Autres installations et matériels outillages techniques	25	11/04/2001
L	Equipements de cuisine légers	5	11/04/2001
L	Equipements de cuisine durables	10	11/04/2001
L	Equipements sportifs légers	5	11/04/2001
L	Equipements sportifs durables	10	11/04/2001
L	Installations générales et agencements, aménagements divers	25	11/04/2001
L	Bâtiments légers, abris	15	11/04/2001
L	Biens immeubles productifs de revenus	20	11/04/2001
L	Subvention d'équipement versée finançant des biens mobiliers, du matériel ou des études	5	24/09/2012
L	Subvention d'équipement versée finançant des biens immobiliers ou des installations	15	24/09/2012
L	Subvention d'équipement versée finançant des projets d'infrastructure d'intérêt national	30	24/09/2012
L	Subention d'équipement versée finançant l'inv. des ent.ne relevant d'aucune de ces catégories	5	24/09/2012

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**711 839,03**		**2 377 017,09**	**3 088 856,12**	**0,00**	**3 088 856,12**
Titres non recouvrés	0,00	31/12/2006	25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00
Risque de reprise des déficits cumulés de l'abattoir par le Budget principal	711 839,03	19/12/2018	2 135 517,09	2 847 356,12	0,00	2 847 356,12
Titres non recouvrés Eau potable	0,00	21/12/2020	216 500,00	216 500,00	0,00	216 500,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**711 839,03**		**2 377 017,09**	**3 088 856,12**	**0,00**	**3 088 856,12**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Autres provisions pour risques	Risque de reprise des déficits cumulés de l'abattoir par le Budget principal	3 559 195,14	5	2 135 517,09	711 839,03	711 839,02

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 4 456 500,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**4 450 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 280 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	170 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**6 500,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	3 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*3 500,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**4 456 500,00**	**7 540 911,00**	**3 449 081,75**	**15 446 492,75**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES — A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 7 491 254,00**	**3 268 852,22**	**VI 3 268 852,22**
Ressources propres externes de l'année (a)		**2 621 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 850 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	400 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	50 000,00	0,00	0,00
276351	Créance GFP de rattachement	321 000,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**4 870 254,00**	**3 268 852,22**	**3 268 852,22**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2761	*Créances avances en garanties d'emprunt*	*276 732,00*	*0,00*	*0,00*
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*22 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*93 000,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*11 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*79 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041581	*GFP : Bien mobilier, matériel*	*3 500,00*	*0,00*	*0,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*4 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*165 000,00*	*0,00*	*0,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*7 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*18 000,00*	*0,00*	*0,00*
281538	*Autres réseaux*	*6 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*9 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*130 000,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*270 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Cheptel*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*240 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*133 600,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	618 740,00	0,00	0,00

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*2 318 682,00*	*3 268 852,22*	*3 268 852,22*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**10 760 106,22**	**4 532 331,00**	**0,00**	**6 457 661,75**	**21 750 098,97**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**15 446 492,75**
Ressources propres disponibles	VIII	**21 750 098,97**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**6 303 606,22**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	44 072 000,00	-3,03	52,87	0,00	23 300 866,00	0,00
TFPNB	146 600,00	-6,86	66,70	0,00	97 782,00	-6,86
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**44 218 600,00**	**0,00**			**23 398 648,00**	**1,30**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

BUDGETS ANNEXES

- RAFAL
- REGIE DE STATIONNEMENT FOIRES ET MARCHES
- REGIE FUNERAIRE
- MERCOIROL

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

BUDGET de la RAFAL

INSTRUCTION M 42

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21300007800534	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 42 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : R. A. F. A. L. (3)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 27

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	3 689 674,19
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 3 689 674,19	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	3 689 674,19	3 689 674,19

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	15 000,00	1 236 053,31
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 221 053,31	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 236 053,31	1 236 053,31

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	4 925 727,50	4 925 727,50

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	699 000,00	0,00	0,00	0,00	699 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 235 000,00	0,00	0,00	0,00	1 235 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 949 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 949 000,00**
66	Charges financières	47 000,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00
67	Charges exceptionnelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 006 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 006 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*37 500,00*		*0,00*	*0,00*	*37 500,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*238 500,00*		*0,00*	*0,00*	*238 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***276 000,00***		***0,00***	***0,00***	***276 000,00***
TOTAL		**2 282 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 282 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	3 689 674,19

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 971 674,19

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 894 000,00	0,00	0,00	0,00	1 894 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	323 000,00	0,00	0,00	0,00	323 000,00
75	Autres produits de gestion courante	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Total des recettes de gestion des services		**2 237 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 237 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	45 000,00	0,00	3 689 674,19	3 689 674,19	3 734 674,19
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 282 000,00**	**0,00**	**3 689 674,19**	**3 689 674,19**	**5 971 674,19**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**2 282 000,00**	**0,00**	**3 689 674,19**	**3 689 674,19**	**5 971 674,19**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 971 674,19

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	276 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	20 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	35 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
Total des dépenses d'équipement		**100 000,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**115 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	276 000,00	0,00	0,00	0,00	276 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**276 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**376 000,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**391 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**376 000,00**	**0,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**391 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 221 053,31**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 612 053,31**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	62 000,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	38 000,00	0,00	1 236 053,31	1 236 053,31	1 274 053,31
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**100 000,00**	**0,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**	**1 336 053,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**100 000,00**	**0,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**	**1 336 053,31**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*37 500,00*		*0,00*	*0,00*	*37 500,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*238 500,00*		*0,00*	*0,00*	*238 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***276 000,00***		***0,00***	***0,00***	***276 000,00***
TOTAL		**376 000,00**	**0,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**	**1 612 053,31**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 612 053,31**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**276 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 689 674,19**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 689 674,19**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	15 000,00	*0,00*	15 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**15 000,00**	***0,00***	**15 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 221 053,31**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 236 053,31**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	3 689 674,19	*0,00*	3 689 674,19
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**3 689 674,19**	***0,00***	**3 689 674,19**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 689 674,19**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 236 053,31	*0,00*	1 236 053,31
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 236 053,31**	***0,00***	**1 236 053,31**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 236 053,31**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**699 000,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	80 000,00	0,00	0,00
60612	Gaz GDF	40 000,00	0,00	0,00
60613	Autres gaz	30 000,00	0,00	0,00
60614	EDF	70 000,00	0,00	0,00
60615	Froid - produits pour froid	15 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	60 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	15 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	80 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	30 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	70 000,00	0,00	0,00
6181	Déchets	100 000,00	0,00	0,00
6183	Tests ESB	1 000,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	50 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	5 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	8 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	2 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	1 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	3 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	4 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	10 000,00	0,00	0,00
63586	Taxes établissements classés	2 000,00	0,00	0,00
6375	Redevance versée aux agences de l'eau	5 000,00	0,00	0,00
6378	Taxes diverses	10 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 235 000,00**	**0,00**	**0,00**
6211	Personnel intérimaire	80 000,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	780 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	300 000,00	0,00	0,00
6452	Cotisations aux mutuelles	5 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	65 000,00	0,00	0,00
64751	Médecine du travail	5 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**1 949 000,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**47 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	46 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autre	1 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	10 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**2 006 000,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***37 500,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***238 500,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*238 500,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***276 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***276 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 282 000,00**	**0,00**	**0,00**

+

	RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			3 689 674,19
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			3 689 674,19

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	1 776,13
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 776,13
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 894 000,00**	**0,00**	**0,00**
7036	Ventes de suifs	13 000,00	0,00	0,00
70611	Abattage gros bovins	620 000,00	0,00	0,00
70612	Abattage veaux	100 000,00	0,00	0,00
70613	Abattage ovins	250 000,00	0,00	0,00
70614	Abattage porcs	410 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances utilisat° locaux et équipts	300 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	0,00	0,00	0,00
70884	Tests ESB	1 000,00	0,00	0,00
70888	Autres	200 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**323 000,00**	**0,00**	**0,00**
74	Subventions d'exploitation	323 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	20 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**2 237 000,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**45 000,00**	**3 689 674,19**	**3 689 674,19**
778	Autres produits exceptionnels	45 000,00	3 689 674,19	3 689 674,19
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 282 000,00**	**3 689 674,19**	**3 689 674,19**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 282 000,00**	**3 689 674,19**	**3 689 674,19**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**3 689 674,19**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**20 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
2154	Matériel industriel	20 000,00	15 000,00	15 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2701	**Opération d'équipement n° 2701 (5)**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**100 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	276 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**376 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**376 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 221 053,31**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 236 053,31**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**62 000,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	62 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**38 000,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**
1641	Emprunts en euros	38 000,00	1 236 053,31	1 236 053,31
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**100 000,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**100 000,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***37 500,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***238 500,00***	***0,00***	***0,00***
28131	*Bâtiments*	*62 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*64 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*32 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements matériels industriels*	*43 500,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***276 000,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***276 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**376 000,00**	**1 236 053,31**	**1 236 053,31**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 236 053,31**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2701 (1)
LIBELLE : MODERNISATION ABATTOIRS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		35 666,70	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	24 069,21	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	24 069,21	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 597,49	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	11 597,49	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**7 147 619,04**									
1641 Emprunts en euros (total)					6 623 809,52									
0067	CREDIT AGRICOLE	08/11/2010	01/01/2020	31/12/2020	523 809,52	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	3,349	EUR	A	C	O	A-1
0165/Rafal	CAISSE D'EPARGNE	10/10/2005	25/02/2006	25/02/2007	1 800 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
0166/Rafal	CAISSE D'EPARGNE	04/10/2005	25/02/2006	25/02/2007	300 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
0169/Rafal	CAISSE D'EPARGNE	21/12/2007	21/12/2007	25/03/2008	1 500 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,802	EUR	T	C	O	A-1
3010/Rafal	CAISSE D'EPARGNE	22/12/2010	27/12/2010	25/12/2011	2 000 000,00	F	Taux fixe à 2.62 %	2,620	2,620	EUR	A	P	O	A-1
3011	CAISSE D'EPARGNE	01/12/2011	15/12/2011	25/12/2011	500 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					523 809,52									
0067-Tirage	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	01/01/2020	31/12/2030	523 809,52	V	Euribor 12M + 0.42	0,180	0,183	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**7 147 619,04**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 205 180,05**					**275 148,77**	**45 188,84**	**0,00**	**381,45**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 205 180,05					275 148,77	45 188,84	0,00	381,45
0067	N	0,00	A-1	476 190,48	10,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,349	47 619,05	15 739,43	0,00	0,00
0165/Rafal	N	0,00	A-1	21 663,90	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	21 663,90	734,40	0,00	0,00
0166/Rafal	N	0,00	A-1	24 996,79	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	24 996,79	847,38	0,00	0,00
0169/Rafal	N	0,00	A-1	315 000,00	6,98	F	Taux fixe à 4.65 %	4,802	45 000,00	14 053,17	0,00	209,25
3010/Rafal	N	0,00	A-1	1 128 597,30	9,98	V	Euribor 12M + 0.8	0,306	100 183,77	3 453,51	0,00	49,81
3011	N	0,00	A-1	238 731,58	5,98	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	35 685,26	10 360,95	0,00	122,39
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
0067-Tirage	N	0,00	A-1	0,00	10,00	V	Euribor 12M + 0.42	-0,076	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 205 180,05**					**275 148,77**	**45 188,84**	**0,00**	**381,45**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	7	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 205 180,05	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 276 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	276 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**276 000,00**	**0,00**	**1 221 053,31**	**1 497 053,31**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 276 000,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**276 000,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*62 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*64 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*32 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements matériels industriels*	*43 500,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*37 500,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**276 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 000,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 497 053,31**
Ressources propres disponibles	VIII	**276 000,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-1 221 053,31**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

BUDGET

REGIE de STATIONNEMENT

FOIRES & MARCHES

INSTRUCTION M 4

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21300007800468	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : REGIE DE STATIONNEMENT (3)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 27

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	409 020,96
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	123 801,00	162 400,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 447 619,96	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	571 420,96	571 420,96

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	571 420,96	571 420,96

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 477 845,00	0,00	0,00	0,00	1 477 845,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	370 000,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 155,00	0,00	0,00	0,00	5 155,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 853 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 853 000,00**
66	Charges financières	115 000,00	0,00	0,00	0,00	115 000,00
67	Charges exceptionnelles	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**1 992 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 992 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*290 940,00*		*0,00*	*0,00*	*290 940,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*507 700,00*		*0,00*	*0,00*	*507 700,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***798 640,00***		***0,00***	***0,00***	***798 640,00***
TOTAL		**2 790 640,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 790 640,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 790 640,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 040 000,00	0,00	0,00	0,00	1 040 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	550 000,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
Total des recettes de gestion des services		**1 590 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 590 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 196 000,00	0,00	0,00	0,00	1 196 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 786 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 786 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*4 640,00*		*0,00*	*0,00*	*4 640,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***4 640,00***		***0,00***	***0,00***	***4 640,00***
TOTAL		**2 790 640,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 790 640,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 790 640,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**794 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	147 000,00	86 139,00	0,00	0,00	233 139,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	310 000,00	37 662,00	0,00	0,00	347 662,00
Total des dépenses d'équipement		**457 000,00**	**123 801,00**	**0,00**	**0,00**	**580 801,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	794 000,00	0,00	0,00	0,00	794 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**794 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**794 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 251 000,00**	**123 801,00**	**0,00**	**0,00**	**1 374 801,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*4 640,00*		*0,00*	*0,00*	*4 640,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***4 640,00***		***0,00***	***0,00***	***4 640,00***
TOTAL		**1 255 640,00**	**123 801,00**	**0,00**	**0,00**	**1 379 441,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**447 619,96**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 827 060,96**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	162 400,00	0,00	0,00	162 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	457 000,00	0,00	173 192,61	173 192,61	630 192,61
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**457 000,00**	**162 400,00**	**173 192,61**	**173 192,61**	**792 592,61**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	235 828,35	235 828,35	235 828,35
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**235 828,35**	**235 828,35**	**235 828,35**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**457 000,00**	**162 400,00**	**409 020,96**	**409 020,96**	**1 028 420,96**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*290 940,00*		*0,00*	*0,00*	*290 940,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*507 700,00*		*0,00*	*0,00*	*507 700,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***798 640,00***		***0,00***	***0,00***	***798 640,00***
TOTAL		**1 255 640,00**	**162 400,00**	**409 020,96**	**409 020,96**	**1 827 060,96**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 827 060,96**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**794 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	37 662,00		37 662,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	86 139,00	*0,00*	86 139,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**123 801,00**	***0,00***	**123 801,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**447 619,96**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**571 420,96**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	162 400,00	*0,00*	162 400,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	173 192,61	*0,00*	173 192,61
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**335 592,61**	***0,00***	**335 592,61**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**235 828,35**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**571 420,96**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 477 845,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	112 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	35 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 500,00	0,00	0,00
6066	Carburants	2 500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	23 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	777 845,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	12 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	4 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	102 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	9 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	5 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	125 000,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	28 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	0,00	0,00	0,00
635111	Cotisat° Foncière des Entreprises	80 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	150 000,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**370 000,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	370 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 155,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	5 155,00	0,00	0,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**1 853 000,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**115 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	114 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6616	Intérêts bancaires, opérat° financement	1 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	23 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**1 992 000,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***290 940,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***507 700,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*507 700,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***798 640,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***798 640,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 790 640,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	24 921,22
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-24 921,22
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**1 040 000,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	1 000 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	40 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**550 000,00**	**0,00**	**0,00**
7541	Redevance de stationnement	550 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**1 590 000,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**1 196 000,00**	**0,00**	**0,00**
774	Subventions exceptionnelles	1 196 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**2 786 000,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***4 640,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*4 640,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***4 640,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 790 640,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**147 000,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	54 000,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	93 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21701	**Opération d'équipement n° 21701 (5)**	**310 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**457 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**794 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	794 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**794 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 251 000,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***4 640,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***4 640,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*4 640,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***4 640,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 255 640,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**123 801,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**447 619,96**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**571 420,96**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**457 000,00**	**173 192,61**	**173 192,61**
1641	Emprunts en euros	457 000,00	173 192,61	173 192,61
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**457 000,00**	**173 192,61**	**173 192,61**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**235 828,35**	**235 828,35**
1068	Autres réserves	0,00	235 828,35	235 828,35
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**235 828,35**	**235 828,35**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**457 000,00**	**409 020,96**	**409 020,96**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***290 940,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***507 700,00***	***0,00***	***0,00***
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 900,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*202 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*109 500,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*42 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 600,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*142 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 700,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***798 640,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***798 640,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**1 255 640,00**	**409 020,96**	**409 020,96**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**162 400,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**571 420,96**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21701 (1)
LIBELLE : ETATS GENERAUX COEUR DE VILLE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 425 681,51**	**a 37 662,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**366 223,82**	**4 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	365 503,82	4 000,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**341 108,04**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	16 868,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	324 240,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**718 349,65**	**27 662,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	718 349,65	27 662,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 162 400,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**162 400,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	162 400,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**124 738,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**14 646 544,83**									
1641 Emprunts en euros (total)					14 489 401,97									
0060/ R.S	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	31/12/2008	31/12/2008	01/02/2010	2 400 000,00	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	P	O	A-1
0067	CREDIT AGRICOLE	08/11/2010	01/01/2020	31/12/2020	157 142,86	F	Taux fixe à 3.26 %	3,260	3,349	EUR	A	C	O	A-1
0165/R.S	CAISSE D'EPARGNE	10/10/2005	25/02/2006	25/02/2007	1 800 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
4003	CAISSE D'EPARGNE	11/10/2005	25/02/2006	25/02/2007	400 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
4004	CAISSE D'EPARGNE	27/06/2007	25/06/2007	25/06/2008	4 332 259,11	F	Taux fixe à 4.68 %	4,680	4,748	EUR	A	P	O	A-1
4005	CAISSE D'EPARGNE	01/12/2011	15/12/2011	25/12/2012	900 000,00	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	4,340	EUR	A	P	O	A-1
4006	SFIL CAFFIL	26/12/2014	20/01/2015	01/02/2016	500 000,00	V	Euribor 12M + 1.02	1,348	1,368	EUR	A	P	O	A-1
4007	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	07/11/2016	30/12/2016	02/03/2017	2 500 000,00	V	(Euribor 3M + 1.02)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,020	1,039	EUR	T	C	O	A-1
4008	CREDIT AGRICOLE	01/12/2017	20/12/2017	25/03/2018	500 000,00	V	Moyenne Euribor 3M + 0.63-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,301	0,301	EUR	T	C	O	A-1
4009	CREDIT AGRICOLE	16/12/2018	20/12/2018	01/01/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,550	EUR	A	P	O	A-1
4010	CREDIT AGRICOLE	14/12/2020	30/12/2020	25/12/2021	500 000,00	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	0,440	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					157 142,86									

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
0067-Tirage	CREDIT AGRICOLE	30/12/2009	01/01/2020	31/12/2030	157 142,86	V	Euribor 12M + 0.42	0,180	0,183	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**14 646 544,83**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**5 598 507,69**					**792 344,23**	**110 243,44**	**0,00**	**19 626,86**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		5 598 507,69					792 344,23	110 243,44	0,00	19 626,86
0060/ R.S	N	0,00	A-1	299 552,64	3,08	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	70 101,94	13 240,23	0,00	9 268,41
0067	N	0,00	A-1	142 857,14	10,00	F	Taux fixe à 3.26 %	3,349	14 285,71	4 721,83	0,00	0,00
0165/R.S	N	0,00	A-1	24 996,79	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	24 996,79	847,39	0,00	0,00
4003	N	0,00	A-1	33 329,12	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	33 329,12	1 129,86	0,00	0,00
4004	N	0,00	A-1	762 841,71	1,48	F	Taux fixe à 4.68 %	4,748	372 699,71	36 196,84	0,00	0,00
4005	N	0,00	A-1	429 716,72	5,98	F	Taux fixe à 4.34 %	4,340	64 233,48	18 649,71	0,00	220,31
4006	N	0,00	A-1	371 964,79	9,08	V	Euribor 12M + 1.02	0,753	29 572,91	2 805,98	0,00	1 605,74
4007	N	0,00	A-1	2 163 113,62	20,67	V	(Euribor 3M + 1.02)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,039	87 144,77	22 032,15	0,00	1 705,75
4008	N	0,00	A-1	400 000,04	11,98	V	Moyenne Euribor 3M + 0.63-Floor -0.33 sur Moyenne Euribor 3M	0,300	33 333,32	1 162,50	0,00	0,00
4009	N	0,00	A-1	470 135,12	13,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	30 327,79	7 287,09	0,00	6 798,07
4010	N	0,00	A-1	500 000,00	14,98	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	32 318,69	2 169,86	0,00	28,58
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
0067-Tirage	N	0,00	A-1	0,00	10,00	V	Euribor 12M + 0,42	-0,076	0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**5 598 507,69**					**792 344,23**	**110 243,44**	**0,00**	**19 626,86**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	12	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	5 598 507,69	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 798 640,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**794 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	794 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**4 640,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*4 640,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**798 640,00**	**123 801,00**	**447 619,96**	**1 370 060,96**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 798 640,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**798 640,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 900,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*202 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*109 500,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*42 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 600,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*142 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 700,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*1 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*290 940,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**798 640,00**	**162 400,00**	**0,00**	**235 828,35**	**1 196 868,35**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**1 370 060,96**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 196 868,35**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-173 192,61**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

BUDGET

REGIE FUNERAIRE

INSTRUCTION M 4

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 21300007800542	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE ALES

POSTE COMPTABLE DE :

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : SERVICE FUNERAIRE MUNICIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	117 447,79	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 117 447,79
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	117 447,79	117 447,79

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	30 845,47
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	7 198,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 23 647,47	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	30 845,47	30 845,47

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	148 293,26	148 293,26

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	25 000,00	0,00	49 000,00	49 000,00	74 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	58 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	98 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**83 500,00**	**0,00**	**99 000,00**	**99 000,00**	**182 500,00**
66	Charges financières	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	8 447,79	8 447,79	9 447,79
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**113 500,00**	**0,00**	**107 447,79**	**107 447,79**	**220 947,79**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*27 200,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*37 200,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*74 800,00*		*0,00*	*0,00*	*74 800,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***102 000,00***		***10 000,00***	***10 000,00***	***112 000,00***
TOTAL		**215 500,00**	**0,00**	**117 447,79**	**117 447,79**	**332 947,79**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**332 947,79**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	115 500,00	0,00	0,00	0,00	115 500,00
Total des recettes de gestion des services		**215 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**215 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**215 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**215 500,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**215 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**215 500,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**117 447,79**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**332 947,79**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**112 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	5 000,00	7 198,00	0,00	0,00	12 198,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**10 000,00**	**7 198,00**	**0,00**	**0,00**	**17 198,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	102 000,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**102 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**102 000,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**112 000,00**	**7 198,00**	**0,00**	**0,00**	**119 198,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**112 000,00**	**7 198,00**	**0,00**	**0,00**	**119 198,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**23 647,47**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**142 845,47**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**10 000,00**	**0,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	30 845,47	30 845,47	30 845,47
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**30 845,47**	**30 845,47**	**30 845,47**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**10 000,00**	**0,00**	**20 845,47**	**20 845,47**	**30 845,47**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*27 200,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*37 200,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*74 800,00*		*0,00*	*0,00*	*74 800,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***102 000,00***		***10 000,00***	***10 000,00***	***112 000,00***
TOTAL		**112 000,00**	**0,00**	**30 845,47**	**30 845,47**	**142 845,47**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**142 845,47**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**112 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	49 000,00		49 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	40 000,00		40 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 000,00		10 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 447,79	*0,00*	8 447,79
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*10 000,00*	10 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**107 447,79**	***10 000,00***	**117 447,79**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**117 447,79**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	7 198,00	*0,00*	7 198,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**7 198,00**	***0,00***	**7 198,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**23 647,47**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**30 845,47**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**117 447,79**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**117 447,79**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-10 000,00	*0,00*	-10 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*10 000,00*	10 000,00
	Recettes d'investissement – Total	**-10 000,00**	***10 000,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**30 845,47**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**30 845,47**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**25 000,00**	**49 000,00**	**49 000,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	15 000,00	15 000,00	15 000,00
611	Sous-traitance générale	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	15 000,00	15 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00
6288	Autres	0,00	10 000,00	10 000,00
63512	Taxes foncières	9 000,00	9 000,00	9 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**58 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
6218	Autre personnel extérieur	58 000,00	40 000,00	40 000,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**500,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**83 500,00**	**99 000,00**	**99 000,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**29 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	29 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 000,00**	**8 447,79**	**8 447,79**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	1 000,00	8 447,79	8 447,79
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**113 500,00**	**107 447,79**	**107 447,79**
023	***Virement à la section d'investissement***	***27 200,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***74 800,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*74 800,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***102 000,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***102 000,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**215 500,00**	**117 447,79**	**117 447,79**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**117 447,79**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	24 201,53
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-24 201,53
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	100 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**115 500,00**	**0,00**	**0,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	115 500,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**215 500,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**215 500,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**215 500,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**117 447,79**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**117 447,79**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	5 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2501	**Opération d'équipement n° 2501 (5)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**102 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	102 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**102 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**112 000,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**112 000,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**7 198,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**23 647,47**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**30 845,47**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**10 000,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
1641	Emprunts en euros	10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**10 000,00**	**-10 000,00**	**-10 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**30 845,47**	**30 845,47**
1068	Autres réserves	0,00	30 845,47	30 845,47
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**30 845,47**	**30 845,47**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**10 000,00**	**20 845,47**	**20 845,47**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***27 200,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***74 800,00***	***0,00***	***0,00***
28131	*Bâtiments*	*22 500,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*700,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***102 000,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***102 000,00***	***10 000,00***	***10 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**112 000,00**	**30 845,47**	**30 845,47**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**30 845,47**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2501 (1)
LIBELLE : Programme d'equipement du crematorium

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		38 918,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	38 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	38 918,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**3 480 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 480 000,00									
0062 FUNERAIRE	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	22/11/2012	22/11/2012	01/01/2014	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	3,950	EUR	A	P	O	A-1
0165/Funeraire	CAISSE D'EPARGNE	10/10/2005	25/02/2006	25/02/2007	1 800 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
0166/Funeraire	CAISSE D'EPARGNE	04/10/2005	25/02/2006	25/02/2007	380 000,00	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	3,390	EUR	A	P	O	A-1
0229/Funeraire	CREDIT AGRICOLE	22/12/2010	27/12/2010	30/12/2011	300 000,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 480 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**734 462,69**					**100 888,99**	**28 144,79**	**0,00**	**21 229,05**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		734 462,69					100 888,99	28 144,79	0,00	21 229,05
0062 FUNERAIRE	N	0,00	A-1	604 683,11	7,00	F	Taux fixe à 3.95 %	3,950	65 741,95	23 884,98	0,00	21 229,05
0165/Funeraire	N	0,00	A-1	6 665,80	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	6 665,80	225,98	0,00	0,00
0166/Funeraire	N	0,00	A-1	6 665,80	0,15	F	Taux fixe à 3.39 %	3,390	6 665,80	225,98	0,00	0,00
0229/Funeraire	N	0,00	A-1	116 447,98	5,00	F	Taux fixe à 3.27 %	3,270	21 815,44	3 807,85	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**734 462,69**					**100 888,99**	**28 144,79**	**0,00**	**21 229,05**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	734 462,69	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 102 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**102 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	102 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**102 000,00**	**7 198,00**	**23 647,47**	**132 845,47**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 102 000,00**	**10 000,00**	**VI 10 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**102 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*22 500,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*1 600,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*700,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*27 200,00*	*10 000,00*	*10 000,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**112 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 845,47**	**142 845,47**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**132 845,47**
Ressources propres disponibles	VIII	**142 845,47**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**10 000,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

BUDGET MERCOIROL

INSTRUCTION M 14

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - ALES (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE D'ALES (2)

Numéro SIRET : 21300007800575

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : MERCOIROL (4)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 26

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Code INSEE	ALES MERCOIROL	BS 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	0
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0	0	0	0

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0	0
2	Produit des impositions directes/population	0	0
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0	0
4	Dépenses d'équipement brut/population	0	0
5	Encours de dette/population	0	0
6	DGF/population	0	0
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0,00 %	NaN %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	5,60 %	NaN %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	4,48 %	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0 %	NaN %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II
A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	210 911,15
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 210 911,15	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	210 911,15	210 911,15

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	0,00	453 754,23
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 453 754,23	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	453 754,23	453 754,23

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	664 665,38	664 665,38

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	12 500,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 500,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**210 911,15**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**223 411,15**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	12 500,00	0,00	210 911,15	210 911,15	223 411,15
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	**12 500,00**	**0,00**	**210 911,15**	**210 911,15**	**223 411,15**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**12 500,00**	**0,00**	**210 911,15**	**210 911,15**	**223 411,15**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**12 500,00**	**0,00**	**210 911,15**	**210 911,15**	**223 411,15**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**223 411,15**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**453 754,23**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**463 754,23**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	10 000,00	0,00	453 754,23	453 754,23	463 754,23
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**10 000,00**	**0,00**	**453 754,23**	**453 754,23**	**463 754,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**10 000,00**	**0,00**	**453 754,23**	**453 754,23**	**463 754,23**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**10 000,00**	**0,00**	**453 754,23**	**453 754,23**	**463 754,23**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**463 754,23**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**0,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**210 911,15**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**210 911,15**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**453 754,23**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**453 754,23**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	210 911,15		210 911,15
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**210 911,15**	***0,00***	**210 911,15**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**210 911,15**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	453 754,23	*0,00*	453 754,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**453 754,23**	***0,00***	**453 754,23**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**453 754,23**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**12 500,00**	**0,00**	**0,00**
6132	Locations immobilières	12 500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**12 500,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**12 500,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**12 500,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**210 911,15**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**210 911,15**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	12 500,00	210 911,15	210 911,15
74748	Participat° Autres communes	12 500,00	210 911,15	210 911,15
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	12 500,00	210 911,15	210 911,15
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	12 500,00	210 911,15	210 911,15
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	12 500,00	210 911,15	210 911,15

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	210 911,15

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	10 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	10 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	10 000,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	10 000,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	10 000,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	453 754,23

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	453 754,23

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	10 000,00	453 754,23	453 754,23
1641	Emprunts en euros	10 000,00	453 754,23	453 754,23
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	10 000,00	453 754,23	453 754,23
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	10 000,00	453 754,23	453 754,23
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	10 000,00	453 754,23	453 754,23

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	453 754,23

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV

A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**
RAR N-1 et reports	**453 754**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**453 754**
Total cumulé dépenses d'investissement	**453 754**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**463 754**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**463 754**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**463 754**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**463 754**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**463 754**

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 500**	**12 500**
RAR N-1 et reports	**210 911**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**210 911**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**210 911**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 500**	**223 411**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**223 411**	**223 411**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**223 411**	**223 411**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**10 000**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RECETTES													
Total recettes investissement		**463 754**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**463 754**
Recettes réelles		463 754	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	463 754
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	463 754	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	463 754
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 500**	**12 500**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 500	12 500
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 500	12 500
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**223 411**	**223 411**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 411	223 411
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	223 411	223 411
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**453 754,23**	**453 754,23**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**453 754,23**
Ressources propres disponibles	VIII	**0,00**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**-453 754,23**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_02-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_03-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : SPORT CULT 30
Tél : 04.66.56.11.09
Réf : YF/TT/2021 - 09

N°21_05_03

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Subventions spécifiques aux associations sportives et subventions culturelles

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les demandes des associations sportives et culturelles, étudiées par le service des sports et le service animations culturelles,

Vu la Commission Finances en date du 28 septembre 2021,

Considérant que le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur l'octroi des subventions spécifiques relatives à diverses activités sportives,

Considérant que le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur l'octroi des subventions relatives à diverses activités culturelles,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_03-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- de voter les subventions ci-dessous, sous réserve de la signature d'une convention liant l'association à la Ville,

- le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au budget 2021, compte 6574.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer ces conventions.

NOM de L'ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2021
Sports - compte 6574	
Alès Agglo Volley-Ball	7 000 €
Alès Agglomération Terre d'Athlétisme des Cévennes	1 000 €
Alès Cévennes Handball	3 000 €
Alès Club Patinage	3 000 €
Alès Escrime	3 000 €
Entente ABC JSA	4 000 €
Full Contact Cévenol	9 000 €

NOM de L'ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2021
Maximus	1 500 €
Shotokan Karaté Alésien	1 000 €
Ski Club Alès	1 000 €
Cambodia Cycling Academy	10 000 €
Olympique d'Alès en Cévennes	17 000 €
TOTAUX	**60 500 €**

NOM de L'ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2021
Culture - compte 6574	
Association Zazplinn	3 000 €
TOTAL	**3 000 €**

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_04-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Finances - Développement économique
Tél : 04 66 55 84 80 – poste 44 80
Réf : AL/NT

N°21_05_04

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Subvention Association Alès Myriapolis

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande d'Alès Myriapolis d'une subvention d'un montant de 30 000 € pour l'année 2021,

Vu la Commission Finances en date du 28 septembre 2021,

Considérant l'étude et l'accompagnement de l'Association Alès Myriapolis dans le cadre du projet de restructuration de l'Abattoir d'Alès autour d'un nouveau modèle de gouvernance et de valorisation des produits,

Considérant que le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur l'octroi de cette subvention,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_04-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

d'octroyer la subvention ci-dessous, sous réserve de la signature d'une convention liant l'association à la Ville.

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer cette convention.

Service	Article	Nom de l'Association	Montant de la Subvention
ABA30	6574	Association Alès Myriapolis	30 000 €

Monsieur Christophe RIVENQ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_05-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : RAFAL
Tél : 04 66 30 17 48
Réf : MPM/JP

N°21_05_05

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Prime de fin d'année 2021 personnel de la RAFAL - Abattoir

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Convention Collective Nationale des Entreprises de l'Industrie et des Commerces en gros des viandes du 20 février 1969 remise à jour par accord du 9 novembre 1988, et étendue par arrêté du 31 décembre 1971,

Vu la circulaire n°85/09 du 22/12/2009 de la Fédération Nationale des exploitants d'abattoirs prestataires de service dans laquelle il est stipulé que la prime de fin d'année pour le personnel de droit privé de la RAFAL sera égale à la rémunération mensuelle de base conventionnelle afférent au niveau et échelon de classification de l'agent,

Vu l'avenant n°91 du 02/04/2021 de la Convention Collective Nationale des Entreprises et des Commerces en gros des viandes, relatif à la revalorisation des salaires minima au 1er avril 2021,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_05-DE

Considérant que la prime de fin d'année de la RAFAL est calculée suivant un barème signifié par la Convention Collective Nationale des Entreprises et des Commerces en gros des viandes,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

de fixer la prime pour l'année 2021 aux salariés dont les niveaux et échelons varient comme suit :

NIVEAUX	***ÉCHELON 1***	***ÉCHELON 2***	***ÉCHELON 3***
Ouvriers Employés			
NIVEAU I	1576 €	1 599 €	1 632 €
NIVEAU II	1 644 €	1 664 €	1 696 €
NIVEAU III	1 707 €	1 732 €	1 766 €
NIVEAU IV	1 799 €	1 835 €	1 872 €
NIVEAUX	***ÉCHELON 1***	***ÉCHELON 2***	***ÉCHELON 3***
TAM			
NIVEAU V	1 883 €	1 914 €	1 966 €
NIVEAU VI	2 087 €	2 170 €	2 254 €
NIVEAU VII	2 407 €	2 503 €	2 598 €
CADRE			
NIVEAU VIII	2 948 €	3 270 €	3 335 €
NIVEAU IX	3 985 €	4 305 €	4 648 €
NIVEAU X	5 030 €	5 429 €	5 866 €

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_06-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : Stratégie Financière
Tél : 04.66.56.43.24
Réf : IPR/PN/CB

N°21_05_06

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Attribution d'une indemnité aux agents recenseurs et aux médiateurs de l'enquête 2022 de recensement de la population

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003, dans sa version consolidée, relatif au recensement de la population,

Considérant les dispositions financières prévues à l'article 30 du présent décret établissant au profit de la Commune une dotation forfaitaire de recensement prévue à l'article 150 § III de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Considérant l'actualisation, par l'INSEE, de la dotation versée à la commune pour la réalisation de l'enquête 2022,

Considérant les contraintes horaires des agents recenseurs et médiateurs effectuant cette mission,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_06-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

1) l'attribution à chaque agent recenseur d'une indemnité équivalente à :

- *1,00 € par feuille de logement,*
- *0,80 € par bulletin individuel version papier,*
- *1,30 € par bulletin individuel version internet,*

2) l'attribution à chaque médiateur d'une indemnité équivalente à :

- *1,20 € par feuille de logement,*
- *0,80 € par bulletin individuel version papier,*
- *1,30 € par bulletin individuel version internet,*

3) l'attribution d'une indemnité complémentaire de 150 € aux agents recenseurs et aux médiateurs en cas de réalisation par le service recensement des objectifs suivants :

- *taux de collecte Internet supérieur à 95%,*
- *taux des feuilles de logements non enquêtées inférieur à 2,5%.*

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_07-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : DRH / EDC
Tél : 04 30 38 01 99
Réf : IS/BG/FP/JN

N°21_05_07

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

Objet : Création d'emplois permanents

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 3 et 34,

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité, sur proposition de l'autorité territoriale, de créer les emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Considérant les besoins en personnel pour faire face aux nouvelles missions mais aussi à une augmentation de la charge de travail dans les services,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_07-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- la création des emplois tels que présentés dans le tableau suivant :

Emplois	***Cadres d'emploi (catégorie)***	***Temps de Travail***	***Date de création***	***Si recrutement contractuels, conditions de recrutement***	***Rémunération : intervalle IB mini / IB maxi, déterminée en référence aux grilles indiciaires des grades de recrutement***
Assistant coordonnateur du recensement	Rédacteurs (B) Adjoints administratifs (C)	35 h	05/10/21		354/707
Conseiller point information jeunesse	Adjoint administratif (C) Adjoint d'animation (C)	35 h	05/10/21		354/558
Administrateur fonctionnel	Ingénieurs (A) Techniciens (B)	35 h	05/10/21		372/HEA3

- les valeurs des indices bruts suivront les évolutions réglementaires en la matière,
- ces emplois ont vocation à être occupés par un fonctionnaire,
- en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ces emplois pourront être pourvus par la voie contractuelle et notamment sur le fondement des articles 3-2 et 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 susvisée,
- le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 012,

AUTORISE

Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures utiles au recrutement correspondant.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_08-DE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : DRH / EDC
Tél : 04 30 38 01 99
Réf : IS/BG/FP/JN

N°21_05_08

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

Objet : Création d'un poste dans le cadre du dispositif « Parcours Emploi Compétences »

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail et notamment les articles L5134-20 à L5134-34,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_08-DE

Vu le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 modifié relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique,

Vu la circulaire n°DGEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 de la Ministre du Travail en date du 11 janvier 2018 relative aux parcours emploi compétences et au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi,

Vu la délibération n°19_03_16 du Conseil Municipal en date du 24 juin 2019 portant signature d'une convention entre le FIPHFP et la Ville d'Alès relative au financement d'actions menées à destination des personnels en situation de handicap de la Ville d'Alès,

Vu la délibération n°20_06_22 du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2020 portant signature d'un avenant n°1 à la convention n°C-1236 avec le FIPHFP relative au financement d'actions menées à destination des personnels en situation de handicap de la Ville d'Alès,

Vu la convention FIPHFP n°C-1236 (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) modifiée par son avenant n°1,

Considérant que la politique d'insertion et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapées de la Ville d'Alès est mise en œuvre au travers d'une convention FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) triennale,

Considérant que cette convention, prorogée pour l'année 2022 par l'avenant n°1, prévoit le recrutement de bénéficiaires de l'obligation d'emploi,

Considérant que les collectivités territoriales peuvent participer à l'insertion des personnes les plus éloignées de l'emploi dans le cadre du « Parcours Emploi Compétences »,

Considérant que, dans ce cadre, l'employeur s'engage au développement des compétences du salarié en contrepartie d'une aide de l'État,

Considérant qu'un contrat « Parcours Emploi Compétence » est un contrat de droit privé au fonctionnement de contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE),

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- de créer un poste non pérenne dans le cadre du dispositif « Parcours Emploi Compétences » dans les conditions suivantes :
  - type de postes : administratif ou technique,
  - durée du contrat : 12 mois,
  - durée hebdomadaire de travail : maximum 35 heures,
  - rémunération : SMIC,
  - type de contrat : CUI/CAE,

- d'abonder les crédits du budget de l'exercice 2022 des sommes nécessaires à la réalisation de ce recrutement,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_08-DE

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer tous les documents administratifs relatifs à la mise en œuvre du dispositif « Parcours Emploi Compétences » et notamment ceux relatifs à la création du poste, à la demande d'aide et au recrutement correspondant.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_09-DE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : DRH / EDC
Tél : 04 30 38 01 99
Réf : IS/BG/FP/JN

N°21_05_09

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

Objet : Recours au Service National Universel (SNU)

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Service National, et notamment les articles L111-1 relatif à l'accomplissement du Service National Universel (SNU), L111-2 relatif aux obligations composant le SNU, L112-1 et suivants relatifs au champ d'application du SNU et L113-1 et suivants relatifs au recensement,

Vu le Comité Technique en date du 30 septembre 2021,

Considérant que le Service National Universel est un projet d'émancipation de la jeunesse, visant à devenir acteur de sa citoyenneté,

Considérant que le Service National Universel a pour objectif de transmettre un socle républicain, renforcer la cohésion nationale, développer une culture de l'engagement et accompagner l'insertion sociale et professionnelle,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_09-DE

Considérant qu'il comporte 3 étapes : un séjour de cohésion de 2 semaines, une mission d'intérêt général de 84 heures et un engagement volontaire de 3 mois minimum,

Considérant que cette mission d'intérêt général peut s'effectuer auprès d'associations, de collectivités territoriales, d'institutions ou d'organismes publics,

Considérant que le volontaire réalisant une mission d'intérêt général devra être accompagné par un tuteur, identifié au sein de la structure d'accueil,

Considérant que la Ville d'Alès est en mesure d'accueillir de jeunes volontaires dans le cadre de ce dispositif afin de leur permettre de découvrir l'engagement et le sens de l'intérêt général,

Considérant que dans le cadre de ses missions, la Ville d'Alès peut proposer des missions d'intérêt général dans les domaines de la solidarité, de la santé, de l'éducation, de la culture, du sport, de la citoyenneté, de l'environnement et du développement durable,

Considérant que la mission d'intérêt général du service national universel nécessite la signature tripartite d'un contrat d'engagement entre l'État, la structure d'accueil et le représentant légal du mineur volontaire,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

de s'engager dans le dispositif du Service National Universel en proposant des missions d'intérêt général à de jeunes volontaires,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer les contrats d'engagement en mission d'intérêt général dans le cadre du Service National Universel.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE D'ALÈS

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Assistance Juridique
Tél : 04.66.56.42.81
Réf : IS/ME/MD

N°21_05_10

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Approbation des statuts de la Communauté Alès Agglomération au 1er janvier 2022 – Approbation du transfert des compétences au 1er janvier 2022 en matière d'« action sociale d'intérêt communautaire », de « développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'évènements touristiques à portée communautaire », de « valorisation des espaces communautaires et du développement écologique » - Approbation de la restitution des compétences « enseignement élémentaire et pré-élémentaire public » et « restauration scolaire » au 1er janvier 2022

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L5211-17, L5211-17-1, L5211-20,

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

Vu l'arrêté préfectoral n°20160913-B1-001 en date du 13 septembre 2016 portant fusion de la Communauté Alès Agglomération et des Communautés de Communes Vivre en Cévennes, Pays Grand'Combien et Hautes Cévennes à compter du 1er janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1er janvier 2019,

Vu la délibération C2021_06_27 du Conseil de Communauté en date du 1er juillet 2021 portant approbation des statuts de la Communauté Alès Agglomération au 1er janvier 2022 – Transfert de compétences au 1er janvier 2022 en matière d'« action sociale d'intérêt communautaire », de « développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire », de « valorisation des espaces communautaires et du développement écologique » – Restitution des compétences « enseignement élémentaire et pré-élementaire public » et « restauration scolaire » au 1er janvier 2022 – Notification aux 72 communes membres,

Vu la notification en date du 6 juillet 2021 de la délibération C2021_06_27 du Conseil de Communauté Alès Agglomération en date du 1er juillet 2021,

Considérant que la Communauté Alès Agglomération a été créée le 1er janvier 2017, par fusion d'une Communauté d'Agglomération avec trois Communautés de Communes,

Considérant que depuis cette date, la Communauté Alès Agglomération n'a jamais adopté de statuts, de sorte que son objet, ses modalités et conditions de fonctionnement et ses compétences sont régis par les arrêtés préfectoraux n°20160913-B1-001 en date du 13 septembre 2016 et n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018, ainsi que par les dispositions légales et réglementaires en vigueur pour les Communautés d'Agglomération,

Considérant qu'il ressort de cette situation que la Communauté Alès Agglomération ne dispose à ce jour pas de statuts ou d'un arrêté préfectoral faisant mention de certaines de ses compétences devenues obligatoires (eau, assainissement, eaux pluviales),

Considérant que d'autres compétences, anciennement dénommées « facultatives » et héritées des quatre établissements publics de coopération intercommunale dissous au 1er janvier 2017, font l'objet de formulations désormais devenues imprécises ou redondantes en rapport notamment à l'évolution de la législation et de la réglementation,

Considérant qu'au vu de cette situation, par délibération C2021_06_27 en date du 1er juillet 2021, le Conseil de Communauté Alès Agglomération a adopté les statuts de la Communauté d'Agglomération dans les conditions prévues à l'article L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, avec prise d'effet au 1er janvier 2022,

Considérant, en outre, que par cette même délibération, pour tenir notamment compte de la réalité d'interventions transversales déjà portées à l'échelle communautaire, le Conseil de Communauté a décidé de transférer à la Communauté Alès Agglomération à compter du 1er janvier 2022 et dans les conditions prévues à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales les compétences suivantes :

- Action sociale d'intérêt communautaire.
- Développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire.

  Cette compétence, entrant dans le prolongement de la compétence obligatoire *« promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »*, comprend :

  - l'exploitation d'équipements touristiques permettant la mise en valeur du territoire, à savoir :
    - ➢ la Mine témoin, sur la commune d'Alès,
    - ➢ la Maison du Mineur, sur la commune de La Grand'Combe,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

- l'aire naturelle de Cendras,
- les gîtes situés sur la commune de Branoux-les-Taillades,
- les aires de camping-cars sur la commune de Branoux-les-Taillades,
- la Maison de la Figue, sur la commune de Vézénobres,

- l'organisation et/ou soutien à des manifestations ou actions valorisant l'identité cévenole ou générant une activité propre à renforcer l'attractivité touristique communautaire,

- des actions de soutien à la rénovation et à la mise en valeur du patrimoine classé ou inscrit aux monuments historiques et situé sur le territoire.

- Valorisation des espaces communautaires et du développement écologique, à savoir :

  - Réalisation d'études, de démarches ou d'actions favorisant la transition écologique et le développement durable à l'échelle du territoire communautaire. Dans ce cadre, la Communauté Alès Agglomération pourra notamment :
    - porter et réaliser directement des projets intéressant l'ensemble du territoire communautaire et/ou s'inscrivant dans la mise en œuvre du Projet de Territoire,
    - accompagner techniquement les porteurs de projet (communes, etc) du territoire sur leurs problématiques liées à la transition écologique et/ou au développement durable.

  - Actions de valorisation des espaces et filières agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire. Dans ce cadre, la Communauté Alès Agglomération pourra notamment :
    - élaborer, diffuser et mettre en œuvre des stratégies contribuant au développement agricole, rural, naturel et/ou forestier du territoire communautaire en concertation avec les différents acteurs locaux,
    - soutenir ou porter et réaliser directement des aménagements contribuant à l'émergence et au développement de filières (sylviculture, chimie verte, etc) valorisant les espaces agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire,
    - prendre des participations dans des structures (sociétés, organismes, etc) contribuant au maintien et/ou au développement de filières agricoles, alimentaires, rurales, naturelles et/ou forestières.

Considérant que le contenu de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire », ultérieurement défini par le Conseil de Communauté Alès Agglomération, reprendra certaines compétences jusqu'alors expressément inscrites dans l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 (démarche territoriale de santé, RESEDA, Espaces Publics Numériques, Maison de Santé de La Grand'Combe,...),

Considérant enfin que pour tenir compte de la demande exprimée par la majorité des Maires du territoire et des nouveaux modes de mutualisation offerts par le ~~CGCT~~ Code Général des Collectivités Territoriales, toujours par la même délibération C2021_06_27 en date du 1er juillet 2021, le Conseil de Communauté Alès Agglomération a décidé de restituer aux communes membres à compter du 1er janvier 2022 et dans les conditions prévues à l'article L5211-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales les compétences suivantes :

- « Enseignement élémentaire et pré-élementaire public »,
- « Restauration scolaire »,

Considérant qu'il convient de noter que la Communauté Alès Agglomération a pris l'engagement de faciliter cette restitution de compétences en proposant, pour les communes demandeuses, la création prochaine de services communs (agents des écoles, inscription/facturation) et de groupements de commandes (restauration, etc),

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

ARTICLE 1 :

Les statuts de la Communauté Alès Agglomération, mis en annexe de la présente délibération, avec prise d'effet au 1er janvier 2022.

ARTICLE 2 :

Le transfert, à compter du 1er janvier 2022, à la Communauté Alès Agglomération des compétences suivantes :

- Action sociale d'intérêt communautaire.
- Développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire.

  Cette compétence, entrant dans le prolongement de la compétence obligatoire *« promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »,* comprend :

  - l'exploitation d'équipements touristiques permettant la mise en valeur du territoire, à savoir :
    - ➢ la Mine témoin, sur la commune d'Alès,
    - ➢ la Maison du Mineur, sur la commune de La Grand'Combe,
    - ➢ l'aire naturelle de Cendras,
    - ➢ les gîtes situés sur la commune de Branoux-les-Taillades,
    - ➢ les aires de camping-cars sur la commune de Branoux-les-Taillades,
    - ➢ la Maison de la Figue, sur la commune de Vézénobres,

  - l'organisation et/ou soutien à des manifestations ou actions valorisant l'identité cévenole ou générant une activité propre à renforcer l'attractivité touristique communautaire,

  - des actions de soutien à la rénovation et la mise en valeur du patrimoine, classé ou inscrit aux monuments historiques, situé sur le territoire.

- Valorisation des espaces communautaires et du développement écologique, à savoir :

  - Réalisation d'études, de démarches ou d'actions favorisant la transition écologique et le développement durable à l'échelle du territoire communautaire. Dans ce cadre, la Communauté Alès Agglomération pourra notamment :
    - ➢ porter et réaliser directement des projets intéressant l'ensemble du territoire communautaire et/ou s'inscrivant dans la mise en œuvre du Projet de Territoire,
    - ➢ accompagner techniquement les porteurs de projet (communes, etc) du territoire sur leurs problématiques liées à la transition écologique et/ou au développement durable.

  - Actions de valorisation des espaces et filières agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire. Dans ce cadre, la Communauté Alès Agglomération pourra notamment :
    - ➢ élaborer, diffuser et mettre en œuvre des stratégies contribuant au développement agricole, rural, naturel et/ou forestier du territoire communautaire en concertation avec les différents acteurs locaux,
    - ➢ soutenir ou porter et réaliser directement des aménagements contribuant à l'émergence et au développement de filières (sylviculture, chimie verte, etc) valorisant les espaces agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire,
    - ➢ prendre des participations dans des structures (sociétés, organismes, etc) contribuant au maintien et/ou au développement de filières agricoles, alimentaires, rurales, naturelles et/ou forestières.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

ARTICLE 3 :

La restitution par la Communauté Alès Agglomération, à compter du 1er janvier 2022, des compétences suivantes :

- « Enseignement élémentaire et pré-élementaire public », à savoir :
  - ➢ prise en charge du « service des écoles » comprenant notamment l'acquisition du mobilier, des petits équipements et des fournitures, le recrutement et la gestion des personnels de service et des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, ainsi que le ramassage et le transport scolaire,
  - ➢ bâtiments scolaires limités aux charges locatives telles que l'éclairage, le chauffage, les menues réparations et l'entretien courant relevant du locataire, la commune conservant les obligations du propriétaire.

    Un diagnostic de l'ensemble des équipements scolaires sera mené afin d'en déterminer l'état général et la valeur comptable, en vue d'un transfert éventuel de cette compétence dans un délai maximum de trois ans à la Communauté Alès Agglomération.

    La rédaction de cette compétence fera l'objet d'une nouvelle modification statutaire.

  - ➢ accueil périscolaire des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques.

    Cette compétence comprend tous les temps d'accueil avant ou après l'école, ainsi que le temps méridien, qu'il soit ou non déclaré en A.C.M. *(Accueils Collectifs de Mineurs)* comme défini à la compétence petite enfance, enfance, jeunesse ou comme simple garderie.

- « Restauration scolaire », à savoir :
  - ➢ - prise en charge de la restauration collective des écoles maternelles, élémentaires et primaires publiques de son territoire, de la restauration collective liée à la petite enfance, à l'enfance et à la jeunesse, ainsi que des transports y afférent,
  - ➢ - gestion du restaurant scolaire de Génolhac (convention tripartite Communauté Alès Agglomération – Collège - Conseil Départemental du Gard).

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

STATUTS

COMMUNAUTÉ ALÈS AGGLOMÉRATION

AU 1ER JANVIER 2022

TITRE I – OBJET, SIÈGE, DURÉE

ARTICLE 1 : NOM ET COMPOSITION

En application notamment des articles L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il est formé une communauté d'agglomération dénommée :

Alès Agglomération

La communauté d'agglomération est constituée par les communes d'Alès, Anduze, Aujac, Bagard, Boisset-et-Gaujac, Bonnevaux, Boucoiran-et-Nozières, Branoux-les-Taillades, Brignon, Brouzet-les-Alès, Castelnau-Valence, Cendras, Chambon, Chamborigaud, Concoules, Corbès, Cruviers-Lascours, Deaux, Euzet, Générargues, Génolhac, La Grand'Combe, Lamelouze, Laval-Pradel, Lézan, Les Mages, Martignargues, Le Martinet, Massanes, Massillargues-Atuech, Méjannes-les-Alès, Mialet, Mons, Monteils, Ners, Les Plans, Portes, Ribaute-les-Tavernes, Rousson, Saint-Bonnet-de-Salendrinque, Saint-Césaire-de-Gauzignan, Saint-Christol-lez-Alès, Saint-Etienne-de-l'Olm, Saint-Florent-sur-Auzonnet, Saint-Hilaire-de-Brethmas, Saint-Hippolyte-de-Caton, Saint-Jean-de-Ceyrargues, Saint-Jean-de-Serres, Saint-Jean-de-Valériscle, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Jean-du-Pin, Saint-Julien-de-Cassagnas, Saint-Julien-les-Rosiers, Saint-Just-et-Vacquières, Saint-Martin-de-Valgalgues, Saint-Maurice-de-Cazevieille, Saint-Paul-la-Coste, Saint-Privat-des-Vieux, Saint-Sébastien-d'Aigrefeuille, Sainte-Cécile-d'Andorge, Sainte-Croix-de-Caderle, Salindres, Les Salles-du-Gardon, Sénéchas, Servas, Seynes, Soustelle, Thoiras, Tornac, Vabres, La Vernarède, Vézénobres.

ARTICLE 2 : DURÉE

La communauté d'agglomération est instituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 3 : SIÈGE

Le siège de la Communauté est fixé : Hôtel de la communauté, Bâtiment ATOME, 2 rue Michelet, 30100 Alès.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

TITRE II - COMPÉTENCES

La communauté d'agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

ARTICLE 4 : COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

La communauté d'agglomération exerce les compétences obligatoires mentionnées au I de l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. La rédaction des compétences obligatoires ci-dessous mentionnées est celle applicable au moment de l'approbation des statuts. Toute modification législative ultérieure de ces dispositions prévaudra sur la présente rédaction.

1) En matière de développement économique :

- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ;
- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

2) En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale

  L'inscription de cette mention dans les statuts n'a pas pour effet de transférer ou d'engager une procédure de transfert de cette compétence à la Communauté Alès Agglomération à date d'approbation des présents statuts. Il est à ce titre précisé que la minorité de blocage prévue par l'article 136 du la loi ALUR a été atteinte à la suite du renouvellement général des assemblées délibérantes de 2020. Cette compétence pourra néanmoins à l'avenir être transférée à la Communauté Alès Agglomération, soit automatiquement, soit sur demande des communes membres dans les conditions de forme et de délai prévues par la loi ;
- définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
- organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code.

3) En matière d'équilibre social de l'habitat :

- programme local de l'habitat ;
- politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

de l'habitat ;

- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.

4) En matière de politique de la ville :

- élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement

6) En matière d'accueil des gens du voyage :

création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

7) Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés

8) Eau

9) Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

10) Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, tout ou partie des compétences mentionnées aux 8) à 10), à l'une de ses communes membres, dans les conditions prévues à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 5 : AUTRES COMPÉTENCES

1) Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire

2) En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :

- lutte contre la pollution de l'air ;
- lutte contre les nuisances sonores ;
- soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

3) Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

4) Action sociale d'intérêt communautaire

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

5) Petite enfance, enfance, jeunesse, enseignement

Pour tout ou partie des compétences exposées ci-dessous, la communauté d'agglomération pourra :

- s'inscrire dans les différents dispositifs contractuels ou/et partenariaux réglementaires visant leur mise en œuvre (projet éducatif de territoire, convention territoriale globale, etc). Elle disposera à cet effet de la capacité de coordonner et animer ces dispositifs, en lien notamment avec les communes membres et les partenaires financiers,
- soutenir ou subventionner les associations ou organismes mettant en place des actions ou gérant des structures œuvrant en la matière.

a) Construction, aménagement, entretien, gestion et coordination des structures d'accueil et des services (E.A.J.E.) qui s'adressent à la Petite Enfance (0 à 6 ans), et notamment pour les jardins d'enfants, micros crèches, structures multi accueils MAC, relais petite enfance, les salles d'activités petite enfance, etc.

La compétence de la communauté d'agglomération comprend la restauration collective liée aux équipements publics de petite enfance.

b) Construction, aménagement, entretien, gestion et coordination des accueils collectifs à caractère éducatif qui s'adressent aux mineurs, à compter de leur scolarisation (A.C.M.).

La compétence de la communauté d'agglomération comprend la restauration liée à ces accueils collectifs publics.

En revanche, la compétence « Petite enfance, enfance, jeunesse, enseignement » de la communauté d'agglomération ne s'étend pas aux accueils périscolaires maternels et primaires, déclarés ou non, pendant les jours scolaires (temps matins, méridiens et soirées).

c) Écoles de musique : Création, aménagement, entretien et gestion des écoles de musique situées sur le territoire des communes membres.

d) Enseignement supérieur : Soutien, accompagnement et promotion du développement de l'enseignement supérieur sur le territoire communautaire.

e) Ludothèque itinérante : Organiser, valoriser et animer un espace social et culturel mobile autour du jeu sur le territoire communautaire.

6) Éclairage public

Gestion de l'éclairage public, les extensions ou créations de nouveaux réseaux d'éclairage restant de compétence communale.

7) Aménagements et usages numériques

Activités de développement d'infrastructures et de réseaux à Très Haut Débit ainsi que de promotion des usages numériques.
Elles comprennent notamment :

- L'établissement et l'exploitation sur son territoire des infrastructures et des réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L.32 du code des postes et communications électroniques ainsi que toutes opérations liées,
- L'acquisition de droits d'usage ou d'infrastructures ou réseaux existants,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

- En tant que de besoin et en cas de carence de l'initiative privée, constatée dans les conditions prévues à l'article L.1425-1 du CGCT, la réalisation d'études et la fourniture de services aux utilisateurs finaux.
  Les études, infrastructures ou réseaux pourront être mis à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants.

En tant que de besoin, ces activités pourront être exercées en qualité d'opérateur de communications électroniques au sens du code des postes et des communications électroniques et notamment de son article L.33-1.

8) Développement, mise en valeur et gestion d'équipements ou d'événements touristiques à portée communautaire

Dans le prolongement de sa compétence *« promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »*, la communauté d'agglomération assure :

- l'exploitation d'équipements touristiques permettant la mise en valeur du territoire, à savoir :
  - la Mine témoin, sur la commune d'Alès,
  - la Maison du Mineur, sur la commune de La Grand'Combe,
  - l'aire naturelle de Cendras,
  - les gîtes situés sur la commune de Branoux-les-Taillades,
  - les aires de camping-cars de Branoux-les-Taillades,
  - la Maison de la Figue, sur la commune de Vézénobres.

- l'organisation et/ou soutien à des manifestations ou actions valorisant l'identité cévenole ou générant une activité propre à renforcer l'attractivité touristique communautaire.

- des actions de soutien à la rénovation et la mise en valeur du patrimoine, classé ou inscrit aux monuments historiques, situé sur le territoire.

9) Valorisation des espaces communautaires et du développement écologique

- Réalisation d'études, démarches ou actions favorisant la transition écologique et le développement durable à l'échelle du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :
  - porter et réaliser directement des projets intéressant l'ensemble du territoire communautaire et/ou s'inscrivant dans la mise en œuvre du Projet de Territoire.
  - accompagner techniquement les porteurs de projet (communes, etc) du territoire sur leurs problématiques liées à la transition écologique et/ou au développement durable.

- Actions de valorisation des espaces et filières agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire. Dans ce cadre, la communauté d'agglomération pourra notamment :
  - élaborer, diffuser et mettre en œuvre des stratégies contribuant au développement agricole, rural, naturel et/ou forestier du territoire communautaire en concertation avec les différents acteurs locaux.
  - soutenir ou porter et réaliser directement des aménagements contribuant à l'émergence et au développement de filières (sylviculture, chimie verte, etc) valorisant les espaces agricoles, ruraux, naturels et/ou forestiers du territoire communautaire.
  - prendre des participations dans des structures (sociétés, organismes, etc) contribuant au maintien et/ou au développement de filières agricoles, alimentaires, rurales, naturelles et/ou forestières.

10) Sécurité publique et risques majeurs

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

- Prise en charge des contributions au budget du Service d'Incendie et de Secours des communes membres.

- Mise en place d'outils mutualisés contribuant à la gestion des risques.

11) Actions en faveur de la protection et de la conservation des eaux superficielles et souterraines

Cette mission comprend :

- études, conseils et animations relatifs à la lutte contre les pollutions et à l'amélioration de la qualité des eaux,
- information et sensibilisation sur la gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant ou de sous-bassins versants,
- études, conseils, et animations relatifs à la protection et à la conservation des eaux superficielles et souterraines,
- études, conseils et animation relatifs à la gestion équilibrée des usages des eaux souterraines et superficielles,
- études, conseils et animations relatifs à la gestion quantitative de la ressource en eau,
- études, plan de gestion et animation relatifs aux canaux d'irrigation qui s'intègrent dans un plan de gestion,
- plans de gestion de la ressource à l'échelle de sous-unités hydrographiques.

12) Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques d'intérêt de bassin

Cette mission comprend la mise en place et l'exploitation de stations de mesures, d'observatoires et de démarches de bancarisation de données d'intérêt de bassin.

13) Concours à l'animation et à la concertation dans les domaines de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques et de la prévention des inondations

14) Concours à des actions de réduction de la vulnérabilité au risque inondation à la gestion de crise et aux actions de développement de la conscience du risque

15) Étude d'un projet de remontée de l'eau brute du Rhône sur Alès Agglomération ainsi que son traitement et sa distribution principale sur le territoire.

ARTICLE 6 : INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

L'intérêt communautaire des compétences de la communauté d'agglomération est déterminé dans les conditions prévues à l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 7 : MUTUALISATION, COOPÉRATIONS LOCALES ET MODALITÉS PARTICULIÈRES D'EXERCICE DES COMPÉTENCES

En dehors des compétences transférées, la communauté d'agglomération peut se doter de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles, dans les conditions prévues à l'article L5211-4-2 du CGCT (ex : SIG, ADS, etc).

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

En application notamment avec les dispositions des articles L5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la communauté d'agglomération peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté d'agglomération la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

La communauté d'agglomération est, notamment, habilitée à conclure des ententes dans les conditions prévues aux articles L5221-1 et suivants du CGCT, ainsi que les conventions de prestations de services mentionnées à l'article L5111-1 du CGCT.

Elle peut assurer l'exécution d'une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte extérieur, en accord avec l'article L5211-56 du CGCT. Elle peut également, dans les mêmes conditions, confier l'exécution d'une prestation de services à une collectivité, un EPCI ou un syndicat mixte extérieur.

D'une manière générale, la communauté d'agglomération est autorisée à intervenir en dehors de son périmètre en vue de satisfaire l'exercice de ses compétences.

Conformément aux dispositions du VI de l'article L5216-5 du CGCT, la communauté d'agglomération et les communes peuvent recourir à des fonds de concours, dans les limites prévues par lesdites dispositions.

La communauté d'agglomération est également autorisée à exercer des compétences déléguées, en tout ou partie, par une collectivité en application des lois et règlements en vigueur, et notamment des dispositions de l'article L1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales. Pareillement, la communauté d'agglomération peut déléguer tout ou partie de ses compétences à un établissement public, dès lors que cette faculté est autorisée par la loi et les règlements en vigueur.

La communauté d'agglomération est habilitée à se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres d'un groupement de commandes formé dans les conditions mentionnées à l'article L5211-4-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La communauté d'agglomération est autorisée par ses communes membres à adhérer à un ou plusieurs syndicats mixtes ou à tout autre établissement public.

TITRE III – ORGANES ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 8 : CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

La communauté d'agglomération est administrée par un conseil de communauté composé de délégués des communes membres élus dans les conditions fixées par la loi.

Le conseil de communauté se réunit au moins une fois par trimestre, dans les conditions prévues par la loi et les règlements, au siège de la communauté d'agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil de communauté dans l'une des communes membres.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

ARTICLE 9 : PRÉSIDENT

En application de l'article L5211-9 du CGCT, le Président est l'organe exécutif de la Communauté. Il prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes de la Communauté.

ARTICLE 10 : BUREAU

Le Conseil de Communauté élit en son sein un Bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents et éventuellement d'autres membres, en accord avec les dispositions de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les membres du Bureau ne disposeront pas de suppléant.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres du Conseil de Communauté.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le Conseil de Communauté adopte un règlement intérieur fixant, en particulier, les règles de fonctionnement du conseil, du bureau et des commissions, les modalités de tenue du débat d'orientation budgétaire, le régime des questions écrites ou orales en séance.

TITRE IV – DIVERS

ARTICLE 12 : RECEVEUR

Les fonctions de receveur sont exercées par le Comptable public d'Alès.

ARTICLE 13 : RECETTES

La communauté d'agglomération perçoit les impôts et taxes prévus au code général des impôts pour sa catégorie d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Les recettes du budget de la Communauté d'Agglomération comprennent notamment, conformément aux dispositions de l'article L5216-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :

1° Les ressources fiscales mentionnées au I et au V de l'article 1379-0 bis du code général des impôts ;

2° Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la communauté d'agglomération ;

3° Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;

4° Les subventions et dotations de l'État, de la région, du département et des communes ;

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_10-DE

5° Le produit des dons et legs ;

6° Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;

7° Le produit des emprunts ;

8° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 2333-64 ;

9° La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources ;

10° Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 bis du code général des impôts.

ARTICLE 14 : MODIFICATION STATUTAIRE

La modification des statuts de la communauté d'agglomération interviendra dans les conditions prévues aux articles L5211-16, L5211-17, L5211-17-1, L5211-18 à L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_11-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Direction Assistance Juridique et Prévention des Risques
Réf : IS/CB-2021
Tél. : 04 66 56 42 81

N°21_05_11

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

Objet : Ajustement du périmètre du service commun « Directions Ressources » de la Communauté Alès Agglomération et autorisation de signature de la convention d'adhésion

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération C2017_16_03 du Conseil de Communauté en date du 14 décembre 2017 portant création d'un service commun ressources au sein de la Communauté d'Agglomération et autorisation de signature d'une convention d'adhésion de la Ville d'Alès,

Vu la délibération n°17_05_13 du Conseil Municipal en date du 4 décembre 2017 portant adhésion de principe au service commun « Directions Ressources » créé au sein de la Communauté Alès Agglomération,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 16 juin 2021 portant sur la nouvelle organisation de la direction stratégie financière,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_11-DE

Vu l'avis du Comité Technique en date du 30 septembre 2021 portant sur l'ajustement du périmètre du service commun « Directions Ressources » et la fiche d'impact concernant les incidences en termes d'organisation de cet ajustement,

Considérant que par une délibération C2017_16_03 en date du 14 décembre 2017, le Conseil de Communauté a créé un service commun « Directions Ressources » intégrant les services suivants : Direction Juridique, Direction des Ressources Humaines et Direction des Moyens Généraux, auquel adhère la commune qui bénéficie à ce titre de la mise à disposition de ces différentes directions et qui fait l'objet d'un remboursement du temps des services ainsi mis à disposition,

Considérant que suite à une réorganisation de la Direction stratégie financière de la Ville d'Alès, celle-ci intervient également auprès de la Communauté Alès Agglomération pour toute la prospective financière et qu'il y a donc lieu d'intégrer le service « Direction de la stratégie financière » au service commun « Directions Ressources »,

Considérant qu'il y a lieu d'acter le changement de ce périmètre du service commun au 1er novembre 2021 et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion de la commune d'Alès,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

l'ajustement du périmètre du service commun « Directions Ressources » à la Direction de la stratégie financière à compter du 1er novembre 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer la convention et l'acte à intervenir pour l'adhésion de la Ville d'Alès à ce service commun « Directions Ressources ».

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_12-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

Service : Foncier
Tél : 04.66.86.64.12
Réf : LP / DP / GJ

N°21_05_12

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Acquisition et classement dans le Domaine Public Communal de la parcelle cadastrée section BE n°560 formant la voirie de desserte du lotissement « Les Jardins de Baudelaire » à Alès

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment l'article L141-3 qui prévoit que le classement d'une voie communale est dispensé d'enquête publique préalable sauf si ce classement a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie,

Vu la Commission d'Urbanisme en date du 28 septembre 2021,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_12-DE

Vu l'avis du Pôle Infrastructures,

Vu la demande de l'association syndicale libre du lotissement « Les Jardins de Baudelaire » d'intégrer la voie de desserte du lotissement dans le Domaine Public Communal,

Considérant que la parcelle cadastrée section BE n°560 d'une superficie de 1 029 m² forme la voirie de desserte du lotissement « Les Jardins de Baudelaire »,

Considérant que ladite parcelle appartient à l'association syndicale libre du lotissement « Les Jardins de Baudelaire », représentée par sa Présidente en exercice Madame DELEUZE Agnès,

Considérant que la parcelle cadastrée section BE n°560 d'une superficie de 1 029 m² est de fait déjà affectée à la circulation publique dans sa totalité,

Considérant qu'en raison de la charge que représente l'entretien d'une telle structure, la cession est consentie à l'euro symbolique,

Considérant que seuls les frais de transfert de propriété seront à la charge de la Commune,

Considérant que cette parcelle, dédiée à la circulation publique, doit être classée dans le Domaine Public Communal,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

d'acquérir et de classer dans le Domaine Public Communal la parcelle cadastrée section BE n°560 d'une superficie de 1 029 m² formant la voirie de desserte du lotissement « Les Jardins de Baudelaire » à Alès,

AUTORISE

Monsieur le Maire à agir au nom et pour le compte de la Ville d'Alès afin de signer tout document relatif à la régularisation de l'opération.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nimes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_13-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Foncier
Tél : 04.66.86.64.12
Réf : LP / DP / GJ

N°21_05_13

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Vente d'anciens WC publics situés sur la parcelle cadastrée section BN n°237 par la Commune d'Alès à Monsieur IKENE Aziz

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2141-1,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'avis de France Domaines n°2021-30007-13412 en date du 15 mars 2021,

Vu la Commission d'Urbanisme en date du 28 septembre 2021,

Considérant que Monsieur IKENE Aziz est propriétaire du local commercial situé à Alès, 1 avenue de Lattre de Tassigny, cadastré section BN n°362, d'une superficie d'environ 63 m²,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_13-DE

Considérant que son bien est contigu à la parcelle cadastrée section BN n°267 d'une superficie de 28 m², constituée d'anciens wc publics actuellement murés, propriété de la Ville d'Alès,

Considérant que Monsieur IKENE Aziz souhaitant augmenter la surface de son local commercial a manifesté son intérêt auprès de la collectivité pour l'acquisition de ce bien,

Considérant que la Commune d'Alès, n'a aucun intérêt à conserver ce bien qui constitue une charge d'entretien,

Considérant que les services de France Domaines ont estimé la valeur vénale du bien à 3 000 € H.T.,

Considérant que les frais de transfert de propriété seront à la charge de l'acquéreur,

Considérant qu'aucune autre prestation n'est à la charge de la Commune,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

de céder d'anciens WC publics situés sur la parcelle cadastrée section BN n°237 aux conditions susvisées,

AUTORISE

Monsieur le Maire à agir au nom et pour le compte de la Ville d'Alès afin de procéder à la cession de cette parcelle et à signer tous les actes et documents se rapportant à cette opération.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_13-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction départementale
des Finances publiques du Gard
Pôle d'évaluation domaniale
67 avenue Salomon Reinach
30032 Nîmes Cedex 1
Téléphone : 04 66 87 87 37
Mél. : ddfip30@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Yves GARO
yves.garo@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : **06 21 29 90 97** / 04 66 87 87 38

Réf. : DS 3774022 / OSE 2021-30007-13412

Nîmes, le 15 mars 2021

Le Directeur départemental
des Finances publiques

à

Monsieur le Maire d'Alès

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : ANCIENS WC PUBLICS

ADRESSE DU BIEN : RUE DU FAUBOURG D'AUVERGNE, ALÈS

VALEUR VÉNALE : 3 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT — ***Mme DUBOIS***

AFFAIRE SUIVIE PAR :

2 - Date de consultation	5 mars 2021
Date de réception	5 mars 2021
Date de visite	/
Date de constitution du dossier « en état »	5 mars 2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession d'anciens WC publics.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

A la sortie nord du centre-ville, sur la parcelle cadastrée section BN n° 237 (28 m²), à l'angle de la rue du Faubourg d'Auvergne et de l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, et en contrebas du parc du Colombier, d'anciens WC publics (murés, précision du consultant, élément confirmé lors d'un récent passage en ville) contigus à des locaux commerciaux, en mauvais état extérieur, pour une surface utile estimée (en l'absence de mention au cadastre et de possibilité de visite) à 25 m².

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_13-DE

5 - SITUATION JURIDIQUE

Propriété de la ville d'Alès.

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

/

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Compte tenu des caractéristiques du bien en cause et des éléments d'appréciation connus du service, **la valeur vénale est estimée à 3 000 € HT, une marge d'appréciation de 10 % étant admise.**

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Un an.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances Publiques du GARD

L'inspecteur,

Yves GARO

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_14-DE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Foncier
Tél : 04.66.86.64.12
Réf : LP / DP / GJ

N°21_05_14

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Cession de l'ancienne conciergerie du stade de Tamaris par la Commune d'Alès au profit de la SCI SAINT FELIX - 55 route de Saint Martin à Alès

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'avis des services de France Domaines 2021-30007-66603 en date du 9 septembre 2021,

Vu la Commission d'Urbanisme en date du 28 septembre 2021,

Considérant que la Commune d'Alès est propriétaire de la parcelle cadastrée 55 route de Saint Martin - section AB n°145 d'une superficie de 397 m²

Considérant qu'il s'agit de l'ancienne conciergerie du stade de Tamaris,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_14-DE

Considérant que ledit bien ne présente aucun intérêt à rester dans le patrimoine communal, du fait de son non-usage depuis de nombreuses années,

Considérant que la SCI SAINT FELIX, représentée par Monsieur Romain JUSTAMON, ou toute autre personne pouvant s'y substituer, a manifesté le souhait d'acquérir la parcelle cadastrée section AB n°145, 55 route de Saint Martin à Alès, pour réhabiliter la construction existante en vue de la création de logements destinés à la location,

Considérant que les services de France Domaines ont évalué ledit bien à 62 000 € H.T.,

Considérant que ladite vente sera consentie moyennant le prix de 55 800 €, conformément au prix fixé par les services de France Domaines, déduction faite de la marge d'appréciation des 10%, compte tenu de la vétusté du bâtiment et des importants travaux de mise aux normes à prévoir,

Considérant que les frais de transfert de propriété seront à la charge de l'acquéreur,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

de céder la parcelle cadastrée section AB n°145 d'une superficie de 397 m², 55 route de Saint Martin à Alès aux conditions susvisées,

AUTORISE

Monsieur le Maire à agir au nom et pour le compte de la Ville d'Alès afin de procéder à la cession de cette parcelle et à signer tous les actes et documents se rapportant à cette opération.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_14-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction départementale
des Finances publiques du Gard
Pôle d'évaluation domaniale
67 avenue Salomon Reinach
30032 Nîmes Cedex 1
Téléphone : 04 66 87 87 37
Mél. : ddfip30@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Yves GARO
yves.garo@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : **06 21 29 90 97** / 04 66 87 87 38

Réf. : **DS 5597777** / OSE 2021-30007-66603

Nîmes, le 9 septembre 2021

Le Directeur départemental
des Finances publiques

à

Monsieur le Maire d'Alès

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : MAISON ET VESTIAIRES

ADRESSE DU BIEN : ROUTE DE SAINT MARTIN, ALÈS

VALEUR VÉNALE : 62 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT — *Mme DUBOIS*

AFFAIRE SUIVIE PAR :

2 - Date de consultation	8 septembre 2021
Date de réception	8 septembre 2021
Date de visite	/
Date de constitution du dossier « en état »	8 septembre 2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession à un particulier des anciens vestiaires du stade de Tamaris (actualisation de l'évaluation n° 2018-30007V1141 en date du 1er octobre 2018).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

A la sortie nord de la ville, en limite de Saint Martin de Valgalgues, une maison d'habitation, située sur une parcelle de 397 m², cadastrée section AB n° 145, composée comme suit :
- en rdc d'anciens vestiaires du stade Louis Raffin, d'une surface de 40 m² au cadastre ;
- à l'étage, accessible par un escalier en ciment, un logement de 50 m² (source cadastre), avec terrasse.

Si le bâti n'a pu être visité intérieurement le 18 juillet 2017, il l'avait été en janvier 2016, à l'occasion d'une précédente évaluation (n° 2015-007V1662), dans le cadre d'un projet de réinstallation d'une pharmacie (évaluation du terrain nette de toute construction), et avait

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_14-DE

montré un état intérieur globalement médiocre (mais parties en état correct, notamment à l'étage).
L'état extérieur est mauvais (murs, pierre côtés nord et sud, crépis sur les autres côtés, huisseries), le tout donnant sur un jardin.
Le consultant précise qu'aucune modification du bien, dans sa consistance ou son état, n'a été constatée depuis l'évaluation initiale.

5 - Situation Juridique

Propriété de la ville d'Alès.

6 - Urbanisme et réseaux

/

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Compte tenu des caractéristiques du bien en cause et des éléments d'appréciation connus du service, **la valeur vénale est maintenue à 62 000 € HT, une marge d'appréciation de 10 % étant acceptable.**

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Dix-huit mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur départemental des Finances Publiques du GARD

L'inspecteur,

Yves GARO

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Urbanisme
Tél : 40.12
Réf : GJ/ DP

N°21_05_15

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Convention portant concession de stationnement de longue durée d'un emplacement / Parking de l'Abbaye – Autorisation de signature de la convention

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L151-33,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune d'Alès, et notamment le règlement de la zone U,

Considérant qu'un permis de construire a été déposé le 9 juillet 2021 par Monsieur Brice ASTIER, représentant de la SCI AB CASTAGNO, pour la surélévation d'une toiture avec redistribution des volumes intérieurs et création de trois appartements de l'immeuble situé au 9 et 11 rue Jean Castagno, cadastré section CB n°645,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

Considérant qu'afin de satisfaire aux obligations de l'article 12 du règlement susvisé de la zone U du PLU applicable au projet objet de la demande de permis de construire, le bénéficiaire du permis de construire doit justifier de la création de trois places de stationnement,

Considérant que le terrain d'assiette du projet ne permet pas de réaliser les trois places de stationnement mais seulement deux,

Considérant qu'en application des dispositions susvisées du Code de l'Urbanisme, « *Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat. Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions. (...)* »,

Considérant qu'ainsi une concession de stationnement de longue durée dans le parking public de l'Abbaye, sis à proximité du terrain d'assiette du projet, est envisagée pour justifier d'un emplacement à créer,

Considérant que la concession interviendra moyennant l'application du tarif correspondant aux autres concessions, ou mises à disposition, d'emplacement de stationnement consenties dans ce parking, soit 600 € T.T.C. (six-cents euros toutes taxes comprises) par an et par emplacement, pour une durée de 15 (quinze) ans,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

la convention portant concession de stationnement de longue durée aux conditions susmentionnées entre la Commune d'Alès et la SCI AB CASTAGNO, représentée par Monsieur Brice ASTIER, ou toute autre personne physique ou morale pouvant s'y substituer,

AUTORISE

Monsieur le Maire à intervenir à la signature de ladite convention portant concession de stationnement de longue durée.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'État d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

PARC DE STATIONNEMENT DES HALLES DE L'ABBAYE À ALÈS

CONTRAT DE PROMESSE SYNALLAGMATIQUE DE CONCESSION LONGUE DURÉE POUR UN EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT

ENTRE :

La Commune d'Alès, sise 9 Place de l'Hôtel de Ville – BP40345 – 30115 ALÈS Cedex représentée par son Maire en exercice, Monsieur Max ROUSTAN, dûment habilité aux fins de la présente par délibération n°2021_.._.. du Conseil Municipal en date du 4 octobre 2021,

(Ci-après dénommée « **la COMMUNE** »)

ET :

La Société Civile Immobilière SCI A.B CASTAGNO, sise 35 rue d'Avéjan à Alès (30100), représentée par Monsieur Brice ASTIER, dûment habilité aux fins de la présente par ..... (acte d'habilitation aux fins de signature),

(Ci-après dénommée « **la SCI** »)

(Ci-après conjointement dénommées « les **PARTIES** »)

Lesquelles ont préalablement exposé ce qui suit,

Une déclaration préalable a été déposée le 9 juillet 2021 par Monsieur Brice ASTIER, représentant de la SCI A.B CASTAGNO, pour la surélévation d'une toiture avec redistribution des volumes intérieurs et création de trois appartements de l'immeuble situé au 9 et 11 rue Jean Castagno à Alès, cadastré section CB n°645.

Pour satisfaire aux obligations de l'article 12 du règlement de la zone U du PLU en vigueur, celle-ci doit justifier de la création de trois places de stationnement.

Le terrain d'assiette du projet ne permet pas de réaliser les trois places de stationnement mais seulement deux, de telle sorte que la SCI s'est rapprochée de la COMMUNE, exploitant d'un parc public à proximité sis rue de la République, ci-après le « PARC ».

En application des dispositions de l'article L.151-33 du Code de l'Urbanisme, « *Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat. Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces*

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.(...) ».

L'intervention d'une concession de stationnement de longue durée dans le parking de l'Abbaye, situé à proximité du terrain d'assiette du projet, a ainsi été envisagée pour un emplacement à créer.

En vue de se conformer aux dispositions du PLU applicable, les Parties se sont rapprochées et sont convenues de conclure une Promesse Synallagmatique de Concession sous conditions suspensives.

La présente Promesse sera annexée à la demande de Permis de Construire du Projet et à ce titre, intégrée en tant que « pièce complémentaire » à la demande de Permis de Construire déposée le 9 juillet 2021 et conformément à l'article R 431-26 du Code de l'Urbanisme.

En conséquence de ce qui précède, il est convenu entre les Parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La Commune s'engage irrévocablement à concéder à la SCI, laquelle s'engage irrévocablement à prendre en concession, pour la durée et sous les conditions ci-après relatées, les BIENS ci-dessous identifiés :

Sur le Parc, constituant un PARKING PUBLIC, soit un total d'UN (1) emplacement de stationnement donné en concession par l'Autorité concédante à la SCI en cas de réitération des présentes.

La Commune prend cet engagement pour elle-même.

ARTICLE 2 – CONDITIONS SUSPENSIVES - DURÉE DU CONTRAT

2-1 Conditions suspensives

2.1.1 Permis de construire définitif

Les présentes sont conclues sous la condition suspensive que le permis de construire déposé par la SCI, à l'effet de réaliser le projet de surélévation d'une toiture avec redistribution des volumes intérieurs et création de trois appartements tel que décrit dans l'exposé de la présente convention, soit :

- expressément délivré,
- définitif, c'est-à-dire purgé de tout recours des tiers, gracieux ou contentieux, de retrait et de déféré préfectoral.

2-2 Durée

Durée de la Promesse : la présente promesse est conclue pour une durée de 6 mois à compter de sa signature, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives ci-avant énoncées.

Durée de la Concession : en cas de réitération de la présente promesse, la concession sera conclue pour une durée de 15 ans, commençant à courir à compter de sa prise d'effet, nonobstant la formalité de réitération de la Concession – et, sous réserve du paiement du premier règlement visé à l'article 3 du CONTRAT.

Prise d'effet de la Concession : la Concession prendra irrévocablement effet aussitôt que les conditions suspensives de la présente convention seront réalisées, conformément à son caractère synallagmatique, la réitération de la promesse étant une simple mesure formelle.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

Mise à disposition effective du BIEN : de convention expresse et nonobstant la réitération de la présente promesse, le BIEN sera mis à disposition de la SCI un (1) mois avant l'achèvement de son Projet Immobilier, date à laquelle la SCI en aura la jouissance par la prise de possession réelle.

La Commune s'oblige à remettre à la SCI UNE (1) carte d'accès.

L'Acte constatant la réitération de la présente promesse viendra fixer définitivement la date de mise à disposition la plus tardive des biens.

Il est précisé que le présent CONTRAT permettant à la SCI une occupation temporaire du domaine public et ne lui conférant pas de droits réels, le retrait de la mise à disposition, objet du présent CONTRAT, pourra être décidé à tout moment à la demande de la Commune ou de toute autre collectivité s'y substituant.

Par ailleurs, la SCI ne pourra en aucun cas réclamer une quelconque indemnité du fait du non-renouvellement ou de toute fin anticipée du présent CONTRAT, quelle qu'en soit la cause et notamment du fait de la Commune ou du nouvel exploitant (pouvant être une société délégataire ou une autre collectivité publique), ou en cas de destruction totale ou partielle du PARC.

ARTICLE 3 – REDEVANCE - PAIEMENT

3-1 Redevance

Le présent CONTRAT est consenti par la COMMUNE à la SCI moyennant le paiement, dans les 30 jours de la mise à disposition effective du bien mentionnée à l'Article 2.2, d'une redevance annuelle ferme, fixée à 600 € T.T.C. (six-cents euros toutes taxes comprises) par emplacement.

3-2 Modalités de règlement

La SCI versera à la Commune dans les 30 jours suivant ladite mise à disposition effective, le montant de la redevance due au prorata pour la période courant de la date de prise de possession réelle et effective jusqu'au 31 décembre de l'année considérée.

Par la suite, la redevance sera payable annuellement et d'avance au 1er janvier de chaque année.

Aucun escompte n'est consenti en cas de paiement anticipé.

ARTICLE 4 - RÉSILIATION

4-1 Résiliation d'office

En cas de manquement à l'une quelconque de ses obligations, notamment à défaut de paiement de la redevance (visée à l'article 3.1 précité) à son échéance, la COMMUNE se réserve le droit, 15 jours après la première présentation d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée infructueuse, de résilier le CONTRAT.

A titre d'indemnité, la COMMUNE pourra exiger le paiement immédiat de toute somme restant due au titre du CONTRAT et, en tout état de cause, conserver toute somme déjà reçue à ce titre.

Il est précisé que la COMMUNE invalidera la carte d'accès et que toute sortie devra être acquittée sur place aux tarifs en vigueur pour les clients horaires du PARC.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

Au surplus, la résiliation du présent CONTRAT sera considérée de plein droit comme une non-exécution des obligations liées au permis de construire ci-dessus visées. En conséquence, la SCI devra supporter seule les conséquences directes ou indirectes de cette non-exécution.

4-2 Résiliation amiable

Le présent CONTRAT pourra être résilié à l'amiable en cas de recours contentieux ou amiable ou de retrait de la déclaration préalable ne permettant pas à la SCI de mener à bien ledit projet.

ARTICLE 5 – CESSION PARTIELLE OU TOTALE DES ABONNEMENTS – SOUS-LOCATION

5-1- Cession

Les droits et obligations résultant pour la SCI du présent CONTRAT ne pourront être cédés qu'aux conditions suivantes :

- la SCI doit informer préalablement la COMMUNE de cette cession,
- cet avis devra être accompagné d'une déclaration du nouveau contractant, par laquelle celui-ci admet connaître parfaitement les conditions du CONTRAT, et s'engage à exécuter les clauses du CONTRAT en lieu et place de l'ancien CONTRACTANT, sans exception ni réserve, et ce, pour le reste de la durée du CONTRAT,
- la SCI devra être à jour de tout paiement dû à la COMMUNE au titre du présent CONTRAT.

Dès réception de ces documents, un avenant de transfert sera établi et le nouveau contractant sera entièrement subrogé dans les droits et obligations résultant pour la SCI du présent CONTRAT.

Faute de transmission dans ces formes, la SCI reconnaît rester auprès de la COMMUNE, seule engagée au titre des droits et obligations issus du présent CONTRAT.

ARTICLE 6 - CONDITIONS GÉNÉRALES

6-1 - Accès - Circulation – Stationnement

La SCI s'engage à prendre l'emplacement dans l'état où il se trouve lors de la prise de possession et à jouir de celui-ci suivant leur destination, à savoir le stationnement de véhicules de tourisme, à l'exclusion de tous autres engins et véhicules et de toutes autres activités.

Le CONTRAT n'est valable que pour le véhicule dont l'identification sera transmise par la SCI lors de la remise de la carte d'accès. En cas de changement de véhicule en cours de période, la COMMUNE devra en être préalablement avertie par écrit à l'adresse indiquée en entête du présent CONTRAT.

La SCI veillera à ce qu'il n'y ait :

- aucun trouble de jouissance au voisinage,
- aucune détérioration de l'emplacement, objet du présent CONTRAT.

Elle ne peut en aucun cas modifier la destination du lieu loué.

La SCI ne peut stationner que dans la mesure des places disponibles lors de l'entrée de son véhicule dans le PARC et sur les emplacements non réservés à d'autres types de clients, le cas échéant uniquement dans la zone qui leur est indiquée.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

Tout stationnement effectué à des périodes, dans des zones ou emplacements ou avec un véhicule, autres que ceux indiqués à la COMMUNE devra être acquitté sur place au tarif en vigueur pour les clients horaires du PARC.

La SCI s'engage à respecter et à faire respecter par ses préposés, outre les dispositions du CONTRAT, le règlement intérieur du PARC, les règlements de police et de sécurité applicables au PARC, la signalisation du PARC notamment en matière de limitation de vitesse, et plus généralement les règles du Code de la Route, ainsi que les instructions données par le personnel d'exploitation du PARC. Elle reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations et s'engage, le cas échéant, à en informer ses préposés.

La COMMUNE pourra déplacer tout véhicule en cas de sinistre, de danger présumé ou après demande motivée à la SCI restée infructueuse, notamment en cas de travaux.

La SCI souffrira tous les travaux de grosses ou de petites réparations ou d'améliorations qui pourront devenir utiles ou nécessaires dans le PARC, quelle qu'en soit la durée et quelque incommodité qu'ils lui causent, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, ni diminution de prix.

Il en ira de même pour toute interruption des diverses installations et équipements existants dans le PARC de stationnement qui ne fera l'objet d'aucune indemnité, ni diminution de prix.

6-2 - Moyen - Consigne

La SCI, ou ses préposés, est tenue d'utiliser, à chaque entrée et sortie du PARC, le moyen d'accès, tel que badge, carte encodée, clé ou télécommande, qui lui a éventuellement été remis par la COMMUNE. A défaut, elle devra s'acquitter sur place du tarif en vigueur pour les clients horaires du PARC.

Il sera remis à la SCI une carte d'accès codée par emplacement lors de la prise de possession de la place.

Ce moyen d'accès reste la propriété exclusive de la COMMUNE.

La SCI reste, en toutes circonstances, responsable de l'usage qui pourrait être fait par des tiers de ce moyen d'accès. Toute perte, vol ou détérioration de ce moyen d'accès devra immédiatement faire l'objet d'une déclaration écrite à la COMMUNE et son remplacement se fera moyennant le paiement par la SCI de frais forfaitaires.

Il est précisé que le montant de la consigne et des frais forfaitaires de remplacement des moyens d'accès est déterminé au règlement ou aux conditions tarifaires du PARC en vigueur pour l'ensemble de ses usagers.

Dès la fin du CONTRAT et quelle qu'en soit la cause, la SCI devra restituer ce moyen d'accès à la COMMUNE. Cette restitution conditionne, le cas échéant, le remboursement de la consigne, qui interviendra à la condition expresse que la SCI se soit au préalable acquittée de l'ensemble de ses obligations envers la COMMUNE, à défaut de cette restitution dans un délai d'un (1) mois après la fin du CONTRAT, la consigne restera acquise à la COMMUNE.

L'utilisation de ce moyen d'accès par la SCI, ou ses préposés, vaut acceptation du présent CONTRAT.

En cas de manquement par la SCI à l'une quelconque de ses obligations, la COMMUNE se réserve le droit de lui interdire l'accès au PARC avec ce moyen d'accès (invalidation de la carte d'accès), et ce jusqu'à régularisation.

6-3 – Responsabilités

La SCI, ou ses préposés, se déplace et stationne dans le PARC à ses risques et périls, notamment en ce qui concerne les dommages ou vols aux véhicules ou leur contenu. La COMMUNE, ou toute personne intervenant pour son compte, ne peut en aucun cas être considérée comme dépositaire de ces véhicules et de leur contenu, le montant de la redevance

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_15-DE

correspondant à une faculté de stationnement et non à un droit de dépôt, de garde ou de surveillance.

La SCI est responsable de tous les dommages qu'elle, ou ses préposés, peut causer tant aux autres clients du PARC et à leurs biens qu'au personnel d'exploitation et aux installations du PARC. Elle s'oblige à ce que les véhicules dont l'identification a été donnée à la COMMUNE soient toujours assurés, à en justifier à première demande de la COMMUNE, et plus généralement à respecter toutes obligations légales et réglementaires d'assurance à sa charge.

En cas de force majeure ou d'événement susceptible de gêner ou d'empêcher la fourniture de ses prestations au titre du CONTRAT, la COMMUNE se réserve le droit d'en suspendre les effets en tout ou partie ou d'y mettre fin par anticipation sans que sa responsabilité puisse, de ce fait, être engagée.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les frais et droits du CONTRAT sont à la charge de la SCI.

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la SCI dispose d'un droit d'accès et de rectification des informations la concernant.

Par l'intermédiaire de la COMMUNE, la SCI peut, par ailleurs, être amenée à recevoir des propositions d'autres entreprises, sauf si elle ne le souhaite pas. Dans les deux cas, il lui appartient d'exercer ses droits par écrit à l'adresse indiquée en entête du présent CONTRAT, en indiquant, outre l'objet de sa demande, ses nom, prénom, adresse et les références du CONTRAT portées au recto.

Par ailleurs, le présent CONTRAT est soumis aux dispositions du droit français.

Tout différend relatif à l'exécution ou à l'interprétation du présent CONTRAT sera soumis à la compétence du Tribunal de Commerce si la SCI a la qualité de commerçant et, dans tous les cas, au tribunal compétent du ressort d'Alès.

ARTICLE 8 – TOLÉRANCE

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions du CONTRAT ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou une suppression de ces clauses et conditions.

Fait à Alès, en trois exemplaires
Le.....

Pour LA COMMUNE
Le Maire
M. Max ROUSTAN

Pour La SCI
(Qualité du représentant)
(Identification du représentant)

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Habitat-Logement
Tél : 04.66.86.64.10
Réf : CL/LG

N°21_05_16

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : OPAH-RU Centre-ancien et faubourgs d'Alès : Modification de la délibération n°21_01_15 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 relative aux modalités d'octroi des subventions de l'OPAH-RU Centre-ancien et faubourgs d'Alès

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°21_01_15 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 approuvant les modalités d'octroi d'aides à l'amélioration de l'habitat sur le périmètre de l'Opération Programmé d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain du Centre-ancien et des faubourgs d'Alès,

Vu la délibération n°21_01_16 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 relative à la signature de la convention d'opération collective au titre du FISAC et de son avenant n°1,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Vu la délibération n°21_04_23 du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021 relative à l'adoption du règlement d'intervention FISAC : Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce – Action n°9 : rénovation des vitrines et accessibilité,

Considérant que la mise en œuvre opérationnelle de l'OPAH-RU depuis mars 2021 a mis en exergue le besoin de préciser certains points du règlement préalablement approuvé, afin d'éclaircir les modalités d'octroi de certaines subventions,

Considérant que le subventionnement de propriétaires bailleurs pour des projets dits « de transformation d'usage » permettant d'accompagner la reconversion de friches industrielles ou commerciales présentes sur le périmètre opérationnel n'a pas été explicité au règlement,

Considérant qu'il est nécessaire de préciser pour les copropriétés que le calcul et l'attribution de la subvention s'effectuent en fonction du nombre de logements de chaque copropriété,

Considérant que le plafonnement à l'immeuble de la subvention « Façades » est pénalisant pour les propriétaires des immeubles situés à l'angle de deux ou trois voies, comportant plus d'une façade visible depuis l'espace public,

Considérant que selon les modalités de financement du Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC), la participation financière de la Ville d'Alès est obligatoire et déjà constitutive de la subvention du FISAC et donc qu'il n'y a pas lieu de mentionner un cumul de financement possible de ces subventions,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- de modifier la délibération n°21_01_15 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 relative à l'OPAH-RU Centre-ancien et faubourgs d'Alès – Modalités d'octroi des subventions, comme suit :

✓ ***Subvention « Propriétaires Bailleurs »***

Calcul de la subvention

Elle sera calculée sur les travaux subventionnés par l'ANAH, à hauteur de **5% du montant H.T. des travaux par logement.**

La subvention attribuée sera plafonnée par opération et par nature des travaux de la manière suivante :

Nature des travaux (propriétaires bailleurs)	***Plafond de subvention***
Travaux lourds, logement indigne ou très dégradé	3 000 €
Travaux pour la sécurité et la salubrité	1 500 €
Transformation d'usage	**1 500 €**
Travaux pour l'autonomie de l'occupant	1 000 €
Travaux d'amélioration logement dégradé ou RSD ou	1 500 €
Travaux de lutte contre la précarité énergétique des	1 000 €

✓ ***Subvention « Copropriétés » (aide aux syndicats de copropriétés)***

Calcul de la subvention

Elle sera calculée sur la base des travaux subventionnés par l'ANAH, à hauteur de 5% du montant H.T. des travaux.

La subvention attribuée sera plafonnée **par logement**, de la manière suivante :

Nature des travaux (syndicat de copropriété)	*Plafond de*
Travaux de rénovation énergétique	500 € **/ logement**
Travaux pour copropriété dégradée	1 000 € **/ logement**

✓ ***Subvention « Façades »***

Calcul de la subvention

La subvention représentera 15% du montant H.T. des travaux. Elle sera plafonnée à 2 500 € par **façade visible depuis l'espace public.**

✓ ***Subvention « Devantures commerciales »***

Calcul de la subvention

La subvention représentera **40% du montant H.T. des travaux et sera plafonnée à 10 000 €**.

- de modifier le Règlement d'attribution des aides à l'amélioration de l'habitat de la Ville d'Alès, dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain « Centre-ville et Faubourgs d'Alès », joint en annexe.

- de supprimer la phrase « *La subvention est cumulable avec la subvention du Fond d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce (FISAC) et la subvention « devantures commerciales » de la Ville d'Alès* » présente dans le règlement.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE MAIRIE D'ALÈS

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

Règlement d'attribution des aides à l'amélioration de l'habitat de la Ville d'Alès, dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain « Centre-ville et Faubourgs d'Alès »

Sommaire

Périmètre d'application du présent règlement : 2
Récapitulatif des aides à l'amélioration de l'Habitat apportées par la Ville d'Alès dans le cadre de l'OPAH-RU d'Alès : 3

1. Subvention « Propriétaires Occupants » 4
1.1 Subvention travaux pour les propriétaires occupants 4
1.2 La Prime à l'accession à la propriété 5

2. Subvention « Propriétaires Bailleurs » 9

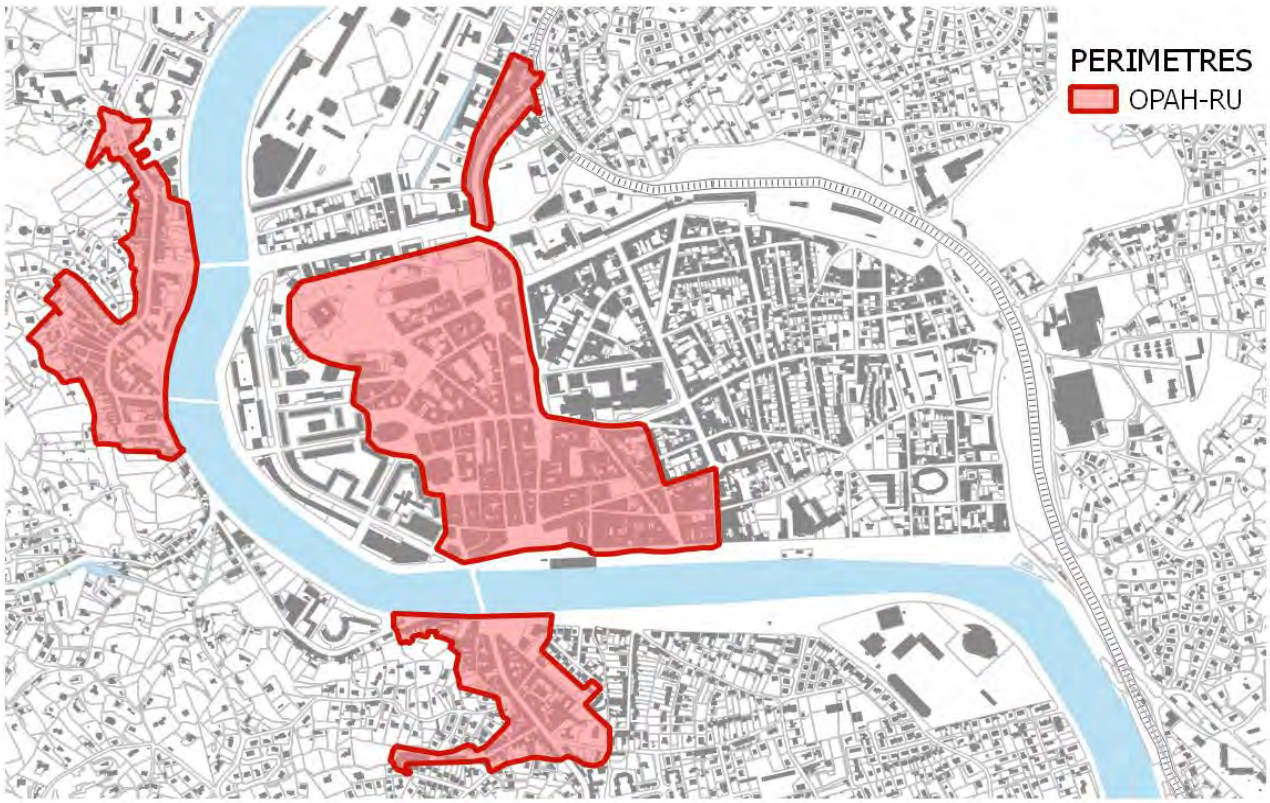
3. Subvention « Copropriétés » (aide aux syndicats de copropriétés) 12

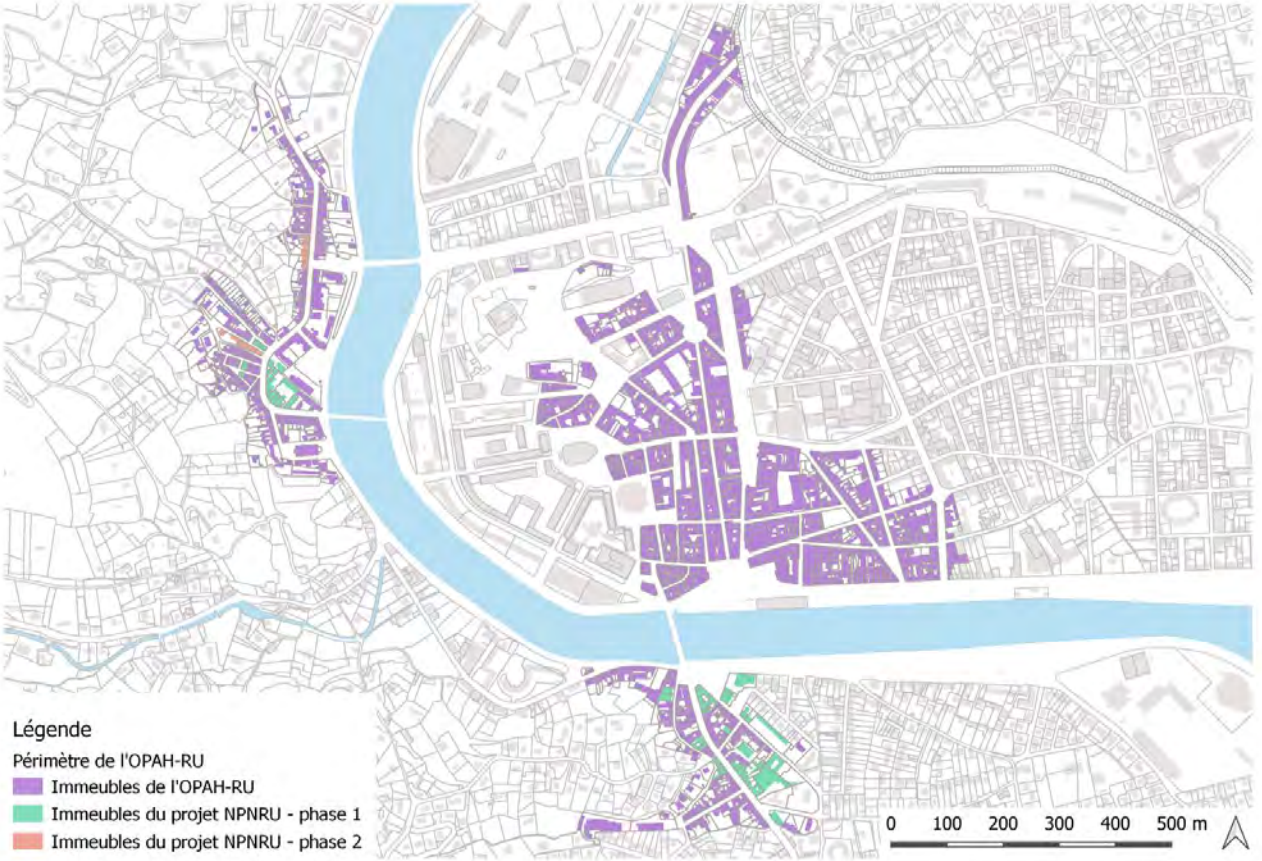
4. Subvention « Façades » 13
4.1 La Subvention « Façades » 13
4.2 Prime pour modénatures ou éléments architecturaux 15

5. Subvention « Devantures Commerciales » 16
5.1 Subvention pour la réfection de devantures commerciales 16
5.2 Prime pour sortie de vacance 17
5.3 Subvention pour Assistance à Maîtrise d'Ouvrage 17

Périmètre d'application du présent règlement :

Les subventions s'appliquent au sein du périmètre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Renouvellement Urbain « Centre-ancien et Faubourgs d'Alès - 2020-2025 » tel que défini dans la convention d'opération.





Plan détaillé des parcelles éligibles aux présentes subventions

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Récapitulatif des aides à l'amélioration de l'Habitat apportées par la Ville d'Alès dans le cadre de l'OPAH-RU d'Alès :

Ville d'Alès	Taux de subvention	Plafond de subvention
Propriétaires Occupants		
Travaux lourds, logements indigne ou très dégradé	5 %	2 000€
Petite Lutte contre l'Habitat Indigne	5 %	1 000€
Autonomie	5 %	1 000€
Travaux de lutte contre la précarité énergétique exclusivement	5 %	1 000€
Prime à l'accession	10 %	10 000€
Propriétaires Bailleurs		
Travaux lourds, logements indigne ou très dégradé	5 %	3 000€
Travaux pour la sécurité et la salubrité	5 %	1 500€
Transformation d'usage	5 %	1 500€
Travaux pour l'autonomie de l'occupant	5 %	1 000€
Travaux d'amélioration logement dégradé ou RSD ou Décence	5 %	1 500€
Travaux de lutte contre la précarité énergétique des locataires	5 %	1 000€
Subvention Copropriétés (aides au syndicat de copropriétaires)		
Rénovation énergétique	5 %	500 €
Copropriété dégradée	5%	1 000€
Subvention « Façades »	**15 %**	**2 500€**
Prime modénatures	30 %	1 500€
Subvention Devantures commerciales	**40 %**	**10 000€**
Prime pour sortie de vacance	_	1500€
Subvention pour AMO*	70 %	350 €

**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage*

Le montant des aides, ainsi que les taux de subvention, sont susceptibles d'être modifiés en fonction des évolutions de la réglementation de l'ANAH, des réorientations stratégiques des collectivités, ainsi que de l'engagement des différents partenaires de l'OPAH-RU. Dans ce cas, une mise à jour du règlement d'intervention sera effectuée.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

1. Subvention « Propriétaires Occupants »

1.1 Subvention travaux pour les propriétaires occupants

Conditions d'attribution

- L'aide de la Ville d'Alès est complémentaire aux subventions de la Communauté Alès Agglomération et de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), mises en œuvre dans le cadre de leurs différents programmes. Les dossiers déposés respecteront le règlement d'attribution de l'ANAH en vigueur pour être éligibles.
- Un dossier de demande de subvention doit être constitué et déposé auprès de l'opérateur de l'OPAH-RU. La subvention de la Ville d'Alès sera notifiée avant tout démarrage de travaux faisant l'objet de la demande.
- Le versement de la subvention se fait sur présentation des factures et des justificatifs listés à l'article « Constitution du dossier » ci-après. Les subventions seront engagées par délibération du Conseil Municipal.
- La subvention est apportée dans la limite des crédits inscrits au budget de la Ville d'Alès. En cas d'atteinte de l'objectif annuel défini dans la convention d'OPAH-RU ou de la consommation de la totalité des crédits, la Ville d'Alès se réserve la possibilité de reporter ou de ne pas attribuer la subvention.

Les bénéficiaires

Les propriétaires occupants localisés dans le périmètre, dont le revenu fiscal de référence n-1 permet l'obtention des subventions de l'ANAH pour les propriétaires occupants.

Les travaux subventionnables

Les travaux subventionnables par la Ville d'Alès sont identiques à ceux subventionnables par l'ANAH dans le cadre de ses subventions aux propriétaires occupants. Les travaux d'embellissement sont exclus.

Calcul de la subvention

La Ville d'Alès subventionnera à hauteur de **5% du montant H.T. des travaux. La subvention attribuée sera plafonnée en fonction de la nature des travaux, de la manière suivante :**

Nature des travaux (propriétaires occupants)	Plafond de subvention
Travaux lourds, logement indigne ou très dégradé	2000 €
Petite Lutte contre l'Habitat Indigne	1000 €
Autonomie	1000 €
Travaux de lutte contre la précarité énergétique exclusivement	1000 €

Le cumul de l'ensemble des subventions publiques ne pourra excéder 80% du montant T.T.C. des travaux. En cas de dépassement, la subvention ANAH est écrêtée.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Constitution du dossier

La liste de pièces pour la constitution du dossier ci-dessous n'est pas exhaustive, elle constitue un socle minimal qui peut varier en fonction de la nature du dossier. Cette liste est susceptible de modification en fonction des éventuelles évolutions réglementaires s'appliquant à l'ANAH ou à la Ville d'Alès ou en fonction des besoins opérationnels.

Pour le montage du dossier de demande de subvention :

- photocopie du dernier avis d'imposition sur les revenus,
- copie du bail ou de l'acte de propriété (ou de tout autre justificatif de la propriété ou de l'occupation),
- plan de situation,
- plan cadastral,
- devis (ou photocopies) détaillés (avec les quantités de chaque ouvrage et les prix unitaires) établis par des entreprises, et comprenant fourniture et pose des matériaux et équipements installés.

Pour la demande de versement de la subvention :

- copie du courrier de l'accord de subvention,
- facture(s) originale(s) des travaux,
- relevé d'identité bancaire (RIB) en original

1.2 La Prime à l'accession à la propriété

Une prime à l'accession à la propriété est accordée dans le cadre de l'OPAH-RU, dans le double objectif de favoriser la sortie de vacance des logements et l'installation de nouveaux ménages en centre-ville. Elle est complémentaire à l'aide aux travaux pour les propriétaires occupants, les bénéficiaires devant s'engager à faire du logement leur résidence principale.

Conditions d'attribution

- Un dossier de demande de subvention doit être constitué auprès de l'opérateur de l'OPAH-RU. Ce dossier devra être déposé et la subvention notifiée par la Ville d'Alès avant toute acquisition faisant l'objet de la demande.
- Les subventions sont engagées par le Conseil Municipal et font l'objet de notifications personnelles aux bénéficiaires, ou à leurs mandataires le cas échéant.
- Le versement de la prime se fait sur présentation de l'acte authentique d'achat.
- La prime à l'accession est apportée dans la limite des crédits inscrits au budget de la Ville d'Alès. En cas d'atteinte de l'objectif annuel de ravalement ou de consommation de la totalité des crédits, la Ville d'Alès se réserve la possibilité de reporter ou de ne pas attribuer la prime.
- Une clause de remboursement de la prime à l'accession doit être incluse dans l'acte authentique d'achat :

- Le propriétaire bénéficiaire de l'aide à l'acquisition s'engage à occuper le logement concerné à titre de résidence principale pendant une durée de 6 ans à compter de la perception de l'aide. Ainsi pendant ce délai, il s'engage à ne pas transformer le logement en local commercial ou professionnel, à ne pas le louer, à ne pas l'utiliser comme résidence secondaire et à ne pas le céder.
- En cas de non respect de cette clause, l'aide forfaitaire devra être remboursée dans son intégralité.
- Des dérogations sont possibles en cas de force majeure de caractère familial ou professionnel. La demande devra être formulée par courrier en recommandé avec accusé de réception (AR) en joignant un justificatif attestant de l'une des situations suivantes : décès de l'accédant, de son conjoint ou d'un descendant direct, chômage de plus de 12 mois, bénéficiaire RSA, invalidité reconnue, longue maladie, divorce/dissolution d'un PACS, mobilité professionnelle avec distance-domicile travail supérieure à 70km, de suroccupation du logement (plus de deux personnes à charge, en moyenne, par chambre). D'autres cas de forces majeurs pourront être appréciés au cas par cas au vu des justificatifs produits.
- La Ville d'Alès se réserve le droit de procéder à toute vérification liée au versement de cette aide. Le bénéficiaire s'engage à répondre à toute demande d'information de la collectivité concernant la situation juridique du bien acquis dans un délai maximum d'un mois suivant la réception de ladite demande, en produisant notamment la taxe d'habitation ou la taxe foncière.
- Après travaux, un justificatif devra être produit pour démontrer l'atteinte d'une étiquette énergétique de niveau D ou inférieur (A, B ou C). Si ce niveau de performance énergétique minimal n'est pas atteint, l'aide forfaitaire devra être remboursée dans son intégralité.

- Les biens concernés sont situés dans le périmètre de l'OPAH-RU et doivent répondre aux critères cumulatifs suivants :

  - logement de plus de 15 ans, dans lequel l'acquéreur réalise des travaux d'amélioration, notamment énergétiques (projets d'acquisition-amélioration), les simples travaux d'embellissement n'étant pas considérés comme travaux d'amélioration ;
  - vacant depuis plus d'un an,
  - après travaux, le logement acquis présentera au minimum une étiquette énergétique D,
  - l'achat du logement et les travaux ne devront pas se traduire pour le ménage accédant par un taux d'endettement supérieur à 33%, charges des emprunts incluses,
  - les travaux devront être engagés dans l'année qui suit l'acquisition et achevés dans un délai de 3 ans, le ménage acquéreur devant occuper le logement au plus tard un an après l'acquisition.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Bénéficiaires

L'aide forfaitaire à l'acquisition est réservée aux ménages répondant aux critères suivants :

- ménages primo-accédant au sens du Prêt à Taux zéro (PTZ), ou justifiant d'une dérogation prévue à l'article L31-10-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) (titulaire d'une carte d'invalidité, bénéficiaire d'une Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), victime d'une catastrophe ayant conduit à rendre inhabitable de manière définitive sa résidence principale etc),
- ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds d'accès au PTZ ; les ressources sont évaluées sur la base de la somme des revenus fiscaux de référence des derniers avis d'imposition des personnes destinées à occuper le logement.

Calcul de la prime

La prime s'élève à **10% du montant d'achat (hors frais de notaire), plafonnée à 10 000 €**.

La prime à l'acquisition est cumulable avec les aides de l'ANAH et les aides aux travaux complémentaires mises en place par la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération.
Le cumul des subventions publiques octroyées ne peut dépasser 80% pour l'opération complète d'acquisition avec travaux (subvention travaux et prime à l'acquisition).

Constitution du dossier

En amont du projet d'acquisition, l'acquéreur doit prendre contact avec l'opérateur de l'OPAH-RU qui se chargera de monter le dossier de demande de subvention et d'accompagner le ménage dans son projet. Il devra notamment s'assurer : de la faisabilité et de la viabilité financière du projet d'acquisition-amélioration, de vérifier le taux d'endettement du ménage, d'accompagner le ménage dans son programme de travaux. Il s'agira notamment de s'assurer de la capacité de l'acquéreur à s'acquitter durablement des charges courantes et des frais d'entretien de leur logement et de la copropriété lorsqu'ils acquièrent en immeuble collectif. A cette occasion, l'acquéreur sera sensibilisé, en tant que nouveau copropriétaire, à ses droits et devoirs en copropriété.

La réservation de la subvention sera notifiée par courrier après instruction du dossier et sous réserve de la production des éléments justificatifs lors de la demande de paiement. La complétude et la validité du dossier de demande de subvention est vérifié par l'opérateur, qui le transmet au service Habitat d'Alès Agglomération pour instruction.

La liste de pièces pour la constitution du dossier ci-dessous n'est pas exhaustive, elle constitue un socle minimal qui peut varier en fonction de la nature du dossier. Cette liste est susceptible de modification en fonction des éventuelles évolutions réglementaires s'appliquant à l'ANAH ou à la Ville d'Alès ou en fonction des besoins opérationnels.

Contenu du dossier de demande de subvention

Il doit être composé des documents suivants :

- formulaire de demande de subvention dûment signé par le(s) demandeur(s),
- acte d'engagement,
- RIB du propriétaire,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

- justificatif de la durée de vacance du bien acquis,

- justificatifs de la primo-accession, tels que le ou les contrat(s) de bail et la ou les dernières quittances de loyer, une attestation sur l'honneur de l'hébergeant qui déclare l'avoir logé (cette attestation doit être accompagnée d'un justificatif d'identité ainsi que d'un extrait cadastral et d'un avis de taxe foncière du propriétaire du bien loué ou mis à disposition), ou de la situation dérogatoire au titre de l'article L31-10-3 du CCH.

- copie de la promesse d'achat.

- un Diagnostic de Performances Énergétiques (DPE) avant/après travaux.

Contenu du dossier de demande de paiement

L'aide à l'acquisition est versée au ménage après délibération du Conseil Municipal, sur présentation de l'acte authentique d'achat avec mention de publicité.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

2. *Subvention « Propriétaires Bailleurs »*

Conditions d'attribution

- L'aide de la Ville d'Alès est complémentaire aux subventions de la Communauté Alès Agglomération et de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), mises en œuvre dans le cadre de leurs différents programmes. Les dossiers déposés respecteront le règlement d'attribution de l'ANAH en vigueur pour être éligibles.
- Un dossier de demande de subvention doit être constitué et déposé auprès de l'opérateur de l'OPAH-RU. La subvention de la Ville d'Alès sera notifiée avant tout démarrage de travaux faisant l'objet de la demande.
- Le versement de la subvention se fait sur présentation des factures et des justificatifs listés à l'article « Constitution du dossier » ci-après. Les subventions seront engagées par délibération du Conseil Municipal.
- La subvention est apportée dans la limite des crédits inscrits au budget de la Ville d'Alès. En cas d'atteinte de l'objectif annuel défini dans la convention d'OPAH-RU ou de la consommation de la totalité des crédits, la Ville d'Alès se réserve la possibilité de reporter ou de ne pas attribuer la subvention.

Les bénéficiaires

Les propriétaires de logements locatifs inclus dans le périmètre de l'OPAH-RU, souhaitant conventionner avec l'ANAH. Les travaux seront subventionnés si l'ANAH subventionne.

Les travaux subventionnables

Les travaux subventionnables sont identiques aux travaux subventionnables par l'ANAH dans le cadre des subventions aux propriétaires bailleurs.

Calcul de la subvention

Elle sera calculée sur les travaux subventionnés par l'ANAH, à hauteur de **5% du montant H.T. des travaux par logement.**
La subvention attribuée sera plafonnée par opération et par nature des travaux, de la manière suivante :

Nature des travaux (propriétaires bailleurs)	Plafond de subvention
Travaux lourds, logement indigne ou très dégradé	3 000 €
Travaux pour la sécurité et la salubrité	1 500 €
Transformation d'usage	1 500 €
Travaux pour l'autonomie de l'occupant	1 000 €
Travaux d'amélioration logement dégradé ou RSD ou Décence	1 500 €
Travaux de lutte contre la précarité énergétique des locataires	1 000 €

Prime pour sortie de vacance

D'un montant de 1 500 €, elle est cumulable avec les aides précédentes et n'est pas incluse dans le calcul du plafond de subvention.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

La prime ne sera octroyée qu'en complément d'une subvention propriétaire bailleur telle que définie ci-dessus.

Le cumul de tout financement public ne pourra excéder 80% du montant TTC des travaux.

Constitution du dossier

La liste de pièces pour la constitution du dossier ci-dessous n'est pas exhaustive, elle constitue un socle minimal qui peut varier en fonction de la nature du dossier. Cette liste est susceptible de modification en fonction des éventuelles évolutions réglementaires s'appliquant à l'ANAH ou à la Ville d'Alès ou en fonction des besoins opérationnels.

Pour le montage du dossier de demande de subvention :

- 2 relevés d'identité bancaire (RIB) en original, indiquant nom, prénom et adresse du propriétaire,
- photocopie du dernier avis d'imposition de taxe foncière,
- une attestation notariée de propriété, en original, de moins de trois mois,
- en cas de copropriété, compte rendu (copie) de l'assemblée générale ayant délibéré des travaux,
- pour les SCI : copie des statuts, et un extrait Kbis original, récent de moins de deux mois,
- plan de situation de la maison dans le quartier ou la commune,
- plan cadastral,
- plan de l'état actuel des logements objets des travaux,
- plan de l'état futur,

  Les plans doivent être établis à l'échelle, et indiquer les dimensions des pièces, la position des éléments sanitaires (évier, lavabo, douche, baignoire,…). La surface des pièces après travaux, et la surface habitable totale après travaux des logements, doivent être précisées sur les plans ou sur un tableau annexe. Les hauteurs sous plafonds seront indiquées.

- devis, ou photocopies, détaillés, (avec les quantités de chaque ouvrage et les prix unitaires) établis par des entreprises, et comprenant fourniture et pose des matériaux et équipements installés.

  Les devis doivent préciser les performances des produits ou matériels installés : isolation (R), menuiseries (Uw), chaudières (PCI), pompes à chaleur (COP)... Les devis de chauffage doivent indiquer l'installation d'un thermostat.

  Les devis doivent être établis séparément pour chaque logement concerné. Seront détachés les travaux en parties communes : toitures, façades, cages d'escaliers, réseaux, réfection des planchers,…). Les devis estimatifs de travaux établis par architecte sont acceptés, et les frais de maîtrise d'œuvre sont subventionnables (fournir la note d'honoraires). L'intervention d'un maître d'œuvre ou architecte pour une mission complète (plans, suivi de chantier) est vivement conseillée, et très souvent obligatoire.

  - le Diagnostic de Performance Énergétique de chaque logement :
  - DPE AVANT travaux, et
  - DPE prévisionnel APRÈS travaux (correspondant aux devis fournis),
  - ainsi que la facture des DPE (en original),

- engagements complémentaires pour autoriser l'enregistrement par l'ANAH des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) induits par vos travaux,
- imprimé de demande de subvention ANAH Propriétaire Bailleur.

Pour les logements vacants, un justificatif de vacance.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Pour la demande de versement de la subvention :

- les factures des travaux qui auront été désignées comme éligibles à la subvention et qui devront préciser les performances énergétiques des produits installés,

  Il est souligné que seules les factures des entreprises ayant effectué à la fois fourniture et pose pourront être retenues pour le paiement, après travaux (l'achat direct des matériaux par le propriétaire exclut les travaux réalisés avec ces matériaux du bénéfice d'une subvention, même si ces matériaux sont mis en œuvre par une entreprise).

- la « demande de paiement » remplie et signée,
- la copie des contrats de location des logements,
- la copie des avis d'imposition sur le revenu des locataires,
- pour les travaux d'amélioration énergétique, les « attestations d'exclusivité » des entreprises, relatives à l'enregistrement par l'ANAH des CEE induits par les travaux.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

3. Subvention « Copropriétés » (aide aux syndicats de copropriétés)

Conditions d'attribution

- L'aide de la Ville d'Alès est complémentaire aux subventions de la ville de la Ville d'Alès et de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH), mises en œuvre dans le cadre de leurs différents programmes. Les dossiers déposés respecteront le règlement d'attribution de l'ANAH en vigueur pour être éligibles.
- Un dossier de demande de subvention doit être constitué et déposé auprès de l'opérateur de l'OPAH-RU. La subvention de la Ville d'Alès sera notifiée avant tout démarrage de travaux faisant l'objet de la demande.
- Le versement de la subvention se fait sur présentation des factures et des justificatifs listés à l'article « Constitution du dossier » ci-après. Les subventions seront engagées par délibération du Conseil Municipal.
- La subvention est apportée dans la limite des crédits inscrits au budget de la Ville d'Alès. En cas d'atteinte de l'objectif annuel défini dans la convention d'OPAH-RU ou de la consommation de la totalité des crédits, la Ville d'Alès se réserve la possibilité de reporter ou de ne pas attribuer la subvention.

Les bénéficiaires

Les syndicats de copropriétés dégradés inclues dans le périmètre, identifiées dans la convention d'OPAH-RU, étant précisé que la liste des copropriétés concernées est susceptible d'être modifiée par voie d'avenant à la convention d'OPAH-RU. La situation de dégradation de la copropriété sera objectivée par la réalisation d'un diagnostic par l'opérateur de l'OPAH-RU. Les travaux seront subventionnés si l'ANAH subventionne.

Les travaux subventionnables

Les travaux subventionnables ne concernent que les parties communes de la copropriété, et sont identiques aux travaux subventionnables par l'ANAH dans le cadre de sa subvention d'aide aux syndicats de copropriétés dégradées.

Calcul de la subvention

Elle sera calculée sur la base des travaux subventionnés par l'ANAH, à hauteur de **5% du montant H.T. des travaux.**
La subvention attribuée sera plafonnée **par logement,** de la manière suivante :

Nature des travaux (syndicat de copropriété)	Plafond de subvention
Travaux de rénovation énergétique	500 € / logement
Travaux pour copropriété dégradée	1 000 € / logement

Constitution du dossier
Les pièces demandées sont identiques à celles exigées par l'ANAH pour le montage du dossier et pour la demande de paiement.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

4. Subvention « Façades »

4.1 La Subvention « Façades »

Conditions d'attribution

Dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) d'Alès, les subventions accordées par la Ville d'Alès aux propriétaires pour le ravalement de façades obéissent à plusieurs principes :

- L'octroi d'une subvention est subordonné :
  - au respect de la charte de coloration des façades mise en place par la Ville d'Alès dans le cadre du programme Action Cœur de Ville,
  - au respect des préconisations communiquées par l'opérateur de l'OPAH-RU, missionné par la Communauté Alès Agglomération, ces prescriptions tenant compte de la charte de coloration des façades mise en place dans le cœur de Ville d'Alès,
  - au contrôle de la décence des logements réalisé par le Service d'Hygiène et Santé Publique (SCHS-P) ou l'opérateur de l'OPAH-RU, le cas échéant. En cas de désordres, d'éléments signalés dangereux ou de péril, le versement de la subvention n'interviendra qu'après la réfection préalable des désordres, sur présentation des justificatifs correspondants (main levée notifiée notamment).
- Un dossier de demande de subvention doit être constitué et déposé auprès de l'opérateur de l'OPAH-RU. La subvention de la Ville d'Alès sera notifiée avant tout démarrage de travaux faisant l'objet de la demande.
- Le versement de la subvention se fait sur présentation des factures et des justificatifs listés à l'article « Constitution du dossier » ci-après. Les subventions seront engagées par délibération du Conseil Municipal.
- La subvention est caduque si les travaux n'ont pas été achevés dans les 24 mois à compter de la date de notification de la subvention accordée par la Ville d'Alès.
- Le versement de la subvention se fait sur présentation des factures acquittées, des autorisations administratives requises et d'une visite de contrôle attestant l'achèvement et la conformité des travaux.
- La subvention pour le ravalement de façade est apportées dans la limite des crédits inscrits au budget de la Ville. En cas d'atteinte de l'objectif annuel de ravalement ou de la consommation de la totalité des crédits, la Ville d'Alès se réserve la possibilité de reporter ou de ne pas attribuer l'aide forfaitaire.

Bénéficiaires

Le présent dispositif s'applique aux propriétaires et copropriétaires des immeubles situés dans le périmètre opérationnel de l'OPAH-RU, notamment :

- les particuliers en nom propre ou par l'intermédiaire d'une SCI,
- les Microentreprises et Petites et Moyennes Entreprises,
- les professions libérales, artisans, commerçants.

Sont exclus du bénéfice des subventions, les propriétaires suivants :

- les institutions religieuses et les associations cultuelles,
- les sociétés publiques, organismes consulaires, les établissements publics et les sociétés d'économie mixte financés en totalité ou en partie par l'État et/ou des collectivités territoriales,
- les bailleurs sociaux.

Façades subventionnables

Les façades des immeubles se trouvant dans l'une des rues situées dans le périmètre de l'OPAH-RU, visibles depuis cette rue, ainsi que les façades en retour de ces mêmes immeubles sur des rues adjacentes.

Travaux subventionnables

- le nettoyage ou la réfection des éléments qui constituent la façade ou qui recouvrent la structure, selon qu'il s'agit d'un habillage ou d'un revêtement (enduit) ;

- la dépose d'éléments parasites, le remplacement d'éléments de maçonnerie, la réparation des épaufrures, le cas échéant le piquetage et la réfection complète de l'enduit ;

- le nettoyage et la remise en peinture, ou le remplacement; ces mesures s'appliquent également aux dispositifs annexes, accessoires et ouvrages en relief, tels que : les dispositifs de fermeture (portes, volets, grilles), le changement des fenêtres étant exclu (il peut être inclus sous certaines conditions dans le financement des dossiers de propriétaires occupants), les ouvrages de protection et de défense (barres d'appui, balcons, garde-corps, ferronneries, etc.), la zinguerie (descentes d'eau, gouttières, chenaux, etc.), autres ouvrages annexes ;

- le déplacement et la dissimulation des câbles d'alimentation, des climatiseurs ou des antennes de réception, la suppression des sorties d'eaux usées apparentes en façade.

Calcul de la **subvention**

La subvention représentera 15% du montant H.T. des travaux. Elle sera plafonnée à 2 500 € par **façade visible depuis l'espace public.**

Constitution du dossier

La liste de pièces pour la constitution du dossier ci-dessous n'est pas exhaustive, elle constitue un socle minimal qui peut varier en fonction de la nature du dossier. Cette liste est susceptible de modification en fonction des éventuelles évolutions réglementaires s'appliquant à l'ANAH ou à la Ville d'Alès ou en fonction des besoins opérationnels.

Pour le montage du dossier de demande de subvention :

- photos couvrant toutes les façades concernées (seules les façades visibles de la rue sont subventionnables),
- plan de masse (ou copie du plan cadastral),
- plan de situation permettant, si nécessaire, un repérage de l'immeuble dans le quartier ou la commune,
- copie de la fiche de préconisation délivrée par l'opérateur de l'OPAH-RU,

- copie de la déclaration préalable précisant la nature des travaux prévus et les coloris souhaités, ainsi que les coordonnées et l'adresse de l'immeuble,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

- copie du bail ou de l'acte de propriété (ou de tout autre justificatif de la propriété ou de l'occupation),

- copie de l'autorisation de travaux établie par la commune en réponse à votre déclaration préalable, avec les prescriptions éventuelles émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans les secteurs concernés,

- relevé d'identité bancaire (RIB), en original,

et, s'ils sont déjà établis, les devis détaillés des entreprises (avec indication des quantités et des prix unitaires),

- attestation du contrôle de la décence des logements délivrée par le SCHS-P d'Alès ou l'opérateur de l'OPAH-RU.

Pour la demande de versement de la subvention

- copie du courrier de l'accord de subvention
- 1 extrait Kbis original, récent de moins de deux mois,
- facture originale des travaux
- photo après travaux

4.2 Prime pour modénatures ou éléments architecturaux

Une prime sera attribuée pour intervention sur modénatures ou éléments architecturaux particuliers. Cette prime viendra en complément de la subvention « façades » pour maintenir les décors de façade ou recréer ceux qui ont disparu (les travaux de mise en peinture des modénatures en seront exclus puisque intégrés dans le ravalement).

Elle représentera **30% du montant des travaux de mise en valeur. Elle sera plafonnée à 1 500 €.**

Les travaux partiels sur ravalement et uniquement sur modénatures seront acceptés sous réserve que l'enduit soit en bon état.
Ils seront calculés sur la base du calcul de la subvention ravalement.

Le cumul de l'ensemble des subventions publiques ne pourra excéder 60% du montant H.T. des travaux, le cas échéant, les subventions de la Ville d'Alès seront écrêtées.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

5. Subvention « Devantures Commerciales »

5.1 Subvention pour la réfection de devantures commerciales

Les subventions accordées par la Ville d'Alès pour la réfection des devantures commerciales dans le cadre de l'Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) obéissent à plusieurs principes :

- L'octroi d'une subvention est subordonné au respect de la charte des devantures et enseignes mise en place par la Ville d'Alès dans le cadre du programme Action Cœur de Ville, ainsi qu'au respect du Règlement Local de Publicité (RLP).
- Un dossier de demande de subvention doit être constitué et déposé auprès du service Habitat d'Alès Agglomération. La subvention de la Ville d'Alès sera notifiée avant tout démarrage de travaux faisant l'objet de la demande.
- La subvention est caduque si les travaux n'ont pas été achevés dans les 24 mois à compter de la date de notification de la subvention accordée par la Ville d'Alès.
- Le versement de la subvention se fait sur présentation des factures acquittées, des autorisations administratives requises et d'une visite de contrôle attestant l'achèvement et la conformité des travaux.
- Les subventions seront engagées par délibération du Conseil Municipal.
- La subvention pour la réfection des devantures commerciales sont apportées dans la limite des crédits inscrits au budget de la Ville. En cas d'atteinte de l'objectif annuel de réfection des devantures ou de la consommation de la totalité des crédits, la Ville d'Alès se réserve la possibilité de reporter ou de ne pas attribuer la subvention.

Les bénéficiaires

Toutes devantures commerciales situées dans le périmètre de l'OPAH-RU, à l'exclusion des vitrines ou devantures des sociétés publiques, organismes consulaires, des établissements publics et des sociétés d'économie mixte financés en totalité ou en partie par l'État et/ou des collectivités territoriales.

Les travaux subventionnables

- travaux complets, hors entretien courant,

- les travaux de restructuration de la vitrine, y compris les travaux destinés à permettre l'accès au magasin des personnes en situation de handicap et à l'exclusion expresse des aménagements intérieurs de celui-ci,

- réfection d'enduits, peintures, adaptation des dimensions des ouvertures, réfection des seuils, nettoyage de matériaux apparents,

- fourniture et pose de devanture en applique,

- vitrerie, peinture des menuiseries,

- fourniture et pose d'enseignes, démolition de casquettes de béton, intégration de climatiseurs, etc.

Les travaux devront être conformes avec les réglementations en vigueur sur le territoire et la charte des devantures commerciales mises en place par la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération.

La subvention :

La subvention représentera **40% du montant H.T. des travaux, plafonnée à 10 000 €** de subvention.

5.2 Prime pour sortie de vacance

Une prime de **1 500 €** pourra être octroyée pour les commerces vacants qui seront réhabilités en vue de l'installation d'une activité.
Cette prime sera octroyée en complément de la subvention pour les devantures commerciales.

5.3 Subvention pour Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

La subvention pour Assistance à Maîtrise d'Ouvrage s'élève à **70% de la mission, le montant de la mission étant plafonné à 500 €.**

Le cumul de tout financement public ne pourra excéder 65% du montant H.T. des travaux, le cas échéant, la subvention de la Ville d'Alès sera écrêtée.

Liste des pièces

La liste de pièces pour la constitution du dossier ci-dessous n'est pas exhaustive, elle constitue un socle minimal qui peut varier en fonction de la nature du dossier. Cette liste est susceptible de modification en fonction des éventuelles évolutions réglementaires s'appliquant à l'ANAH ou à la Ville d'Alès ou en fonction des besoins opérationnels.

Pour le montage du dossier de demande de subvention :

- le formulaire de demande de subvention,
- photos couvrant toutes les devantures concernées,
- 1 relevé d'identité bancaire (RIB) en original de la société,
- copie du bail ou de l'acte de propriété (ou de tout autre justificatif de la propriété ou de l'occupation),
- 1 extrait Kbis original, récent de moins de deux mois,
- plan de situation,
- plan cadastral,
- devis (ou photocopies) détaillés (avec les quantités de chaque ouvrage et les prix unitaires) établis par des entreprises, et comprenant fourniture et pose des matériaux et équipements installés,
- copie de l'autorisation de travaux établie par la Ville d'Alès en réponse à la déclaration préalable, avec les prescriptions éventuelles émises par l'Architecte des Bâtiments de France,
- pour les dossiers de mise en accessibilité des devantures commerciales, fournir la validation de la Commission d'accessibilité.

Pour la demande de versement de la subvention :

- copie du courrier de l'accord de subvention,
- 1 extrait Kbis original, récent de moins de deux mois,
- facture originale des travaux,
- photo après travaux.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211005-21_05_16B-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_17-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Habitat
Tél : 04 66 86 64 10
Réf : CL / DB

N°21_05_17

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Opération Cœur de Ville : Attribution des subventions aux propriétaires et commerçants - Liste n°19 des bénéficiaires

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°17_04_27 du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2017 relative à l'Opération Cœur de ville : Mise en place d'un régime de subventions aux particuliers et aux commerces, modalités d'attribution,

Vu la délibération n°17_05_33 du Conseil Municipal en date du 4 décembre 2017 relative à l'Opération Cœur de ville : Mise en place d'une subvention complémentaire aux subventions commerciales - Modalités d'attribution,

Vu la délibération n°18_02_28 du Conseil Municipal en date du 9 avril 2018 modifiant la délibération n°17_04_27 du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2017 suite à une erreur de rédaction dans le mode de calcul de la subvention « Façades » pour les particuliers,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_17-DE

Vu la Commission Finances en date du 28 septembre 2021,

Considérant que dans le cadre de l'opération Cœur de Ville, la Ville d'Alès peut verser des subventions aux particuliers et aux commerces pour faciliter l'engagement des travaux de rénovation, valorisation, réfection ou mise en accessibilité de leurs biens selon des critères définies par les délibérations susvisées,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

l'attribution des subventions aux bénéficiaires de la liste n°19 ci-dessous pour un montant total de 14 921 €, imputé sur le budget de la Ville 2021.

	LISTE DES BÉNÉFICIAIRES N°19				
	Nom Propriétaire	**Adresse Propriétaire**	**Adresse Projet**	**Montant €**	**Financement**
91	HIGOU Guillaume	677 Chemin d'Uzès 30360 Ners	9 Place Henri Barbusse 30100 Alès	10000 €	**P. BAILLEURS**
92	HIGOU Guillaume	677 Chemin d'Uzès 30360 Ners	9 Place Henri Barbusse 30100 Alès	3000 €	**PRIME DE VACANCE**
93	HIGOU Guillaume	677 Chemin d'Uzès 30360 Ners	9 Place Henri Barbusse 30100 Alès	1921 €	**FACADE**
			TOTAL	**14921 €**	

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_18-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : Habitat-Logement
Tél : 04.66.86.64.10
Réf : CL/LG/DB

N°21_05_18

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : OPAH-RU Centre-ancien et faubourgs d'Alès : Attribution des subventions aux propriétaires et commerçants – Liste n°1 des bénéficiaires

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°20_05_26 du Conseil Municipal en date du 28 septembre 2020 approuvant la mise en œuvre de l'OPAH-RU « Centre-ancien et faubourgs d'Alès » et autorisant Monsieur le Maire à signer la convention d'opération,

Vu la délibération n°21_01_15 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 approuvant les modalités d'octroi d'aides à l'amélioration de l'habitat sur le périmètre de l'Opération Programmé d'Amélioration de l'Habitat – Renouvellement Urbain du Centre-ancien et des faubourgs d'Alès,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_18-DE

Vu la délibération n°21_01_16 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 relative à la signature de la convention d'opération collective au titre du FISAC et de son avenant n°1

Vu la délibération n°21_04_23 du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021 relative à l'adoption du règlement d'intervention FISAC : Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce – Action n°9 : rénovation des vitrines et accessibilité,

Vu la délibération n°21_.._.. du Conseil Municipal en date du 4 octobre 2021 modifiant la délibération n°21_01_15 du Conseil Municipal en date du 15 février 2021 relative aux modalités d'octroi des subventions de l'OPAH-RU Centre-ancien et faubourgs d'Alès en y apportant des précisions supplémentaires sur le règlement desdites subventions,

Vu la Commission Finances en date du 28 septembre 2021,

Considérant que dans le cadre de la mise en œuvre de l'OPAH-RU « Centre-ancien et faubourgs d'Alès », la Ville d'Alès peut verser des subventions aux particuliers et aux commerces pour faciliter l'engagement des travaux de rénovation, valorisation, réfection ou mise en accessibilité de leurs biens selon des critères définis par les délibérations susvisées,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

l'attribution des subventions aux bénéficiaires de la liste n°1 ci-dessous pour un montant total de 12 168 €, imputé sur le budget de la Ville 2021.

	LISTE DES BÉNÉFICIAIRES N°1				
	Nom Propriétaire	**Adresse Propriétaire**	**Adresse Projet**	**Montant €**	**Financement**
1	SAS ABG	12 Rue Jean Castagno 30100 Alès	12 Rue Jean Castagno 30100 Alès	668 €	**DEVANTURE OPAH RU**
2	MAMIE M. BOULANGERIE CENTRE VILLE	27 Avenue des Maladreries 30100 Alès	32 Rue Saint Vincent 30100 Alès	10000 €	**DEVANTURE OPAH RU**
3	MAMIE M. BOULANGERIE CENTRE VILLE	27 Avenue des Maladreries 30100 Alès	32 Rue Saint Vincent 30100 Alès	1500 €	**PRIME DE VACANCE OPAH RU**
			TOTAL	**12168 €**	

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_19-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Action Cœur de Ville
Tél : 06 70 26 95 82
Réf : MR/LP/MV

N°21_05_19

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Programme « Action Cœur de Ville »
Demande de subvention – « Mytraffic, solution de comptage de flux »

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le lancement par la Ville d'Alès en juillet 2016 des États Généraux du Cœur de Ville (ECGV) basés sur une large concertation auprès de tous les usagers de la Ville afin de décliner les actions propres à dynamiser le cœur de ville,

Considérant que la Ville d'Alès fait partie des 222 villes retenues au programme gouvernemental « Action Cœur de Ville » visant à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_19-DE

Considérant que la Ville d'Alès est partenaire et co-signataire de la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville » et ce afin de poursuivre ses actions issues des États Généraux du Cœur de Ville effectives depuis le mois de mars 2017,

Considérant que la Ville d'Alès a besoin de mesurer l'impact des actions menées jusqu'alors et ceux jusqu'à la fin du programme « Action Cœur de Ville »,

Considérant que la solution « Mytraffic » répondra aux exigences du programme « Action Cœur de Ville » tout en permettant de travailler sur l'attractivité du cœur de ville et l'implantation commerciale,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le principe de contractualisation pour une durée de 3 ans de la solution proposée par la start-up « Mytraffic », leader européen de l'analyse de flux dans les espaces publics,

- l'utilisation des données GPS via les applications de téléphone complétée par du comptage manuel dont le coût est estimé à 32 000 € H.T. (trente-deux mille euros hors taxes),

- le plan de financement correspondant, joint en annexe,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- intervenir à la signature de tous les documents relatifs à l'obtention des subventions,
- intervenir à la signature de tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette opération,
- modifier le plan de financement, joint en annexe en fonction de la variation éventuelle du coût d'objectif ou des possibilités financières des partenaires identifiés ou de tout autre partenaire éventuel.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_19-DE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°21_05_19 DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'ALÈS DU 4 OCTOBRE 2021

OBJET : Programme « Action Cœur de Ville »
Demande de subvention - « Mytraffic, solution de comptage de flux »

- **Plan de financement prévisionnel du projet sur trois années :**

Coût estimatif global : 32 000 € H.T.

ORGANISMES	*Montant en €*	*%*
Banque des Territoires	20 000	63,00 %
Sous total	***20 000***	***63,00 %***
Ville d'Alès	12 000	37,00 %
TOTAL	**32 000**	**100,00 %**

ADOPTE
POUR EXTRAIT
CERTIFIÉ CONFORME

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 56 10 82
Réf : PV/TB/MF

N°21_05_20

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Opération de travaux de télécommunication – Avenue Marcel Cachin, tranche 3

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-31 à L2224-34 et L5211-17,

Vu la délibération n°19_05_37 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2019 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Vu la délibération n°20_02_28 du Conseil Municipal en date du 8 juin 2020 portant sur le transfert du patrimoine des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

Considérant le projet de travaux de génie civil télécom, Avenue Marcel Cachin, tranche 3 - Postes de transformation électriques dédiés à l'alimentation du projet « L'OSTAL » - Réseau Télécom,

Considérant que conformément à ses statuts et au règlement en vigueur le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard réalise les travaux aux conditions fixées dans l'État Financier Estimatif (EFE) joint,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le projet dont le montant s'élève à 5 699 € H.T. soit 6 838,80 € T.T.C. et dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet annexé à la présente délibération avec l'État Financier Estimatif,
- la demande d'inscription du projet au programme d'investissement syndicat pour l'année 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- inscrire la participation de la Ville d'Alès telle qu'elle figure à l'État Financier Estimatif et qui s'élèvera approximativement à 7 120 €,
- viser l'État Financier Estimatif joint en annexe,
- prendre en charge les frais d'étude dans le cas où le projet serait abandonné à sa demande,

DÉCIDE

Le versement de la participation de la Ville d'Alès en deux acomptes, comme indiqué dans l'État Financier Estimatif :

- le 1er acompte au moment de la commande des travaux,
- le 2ème acompte et solde à la réception des travaux.

Le SMEG aura établi l'état de solde des travaux et recalculé la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

Monsieur Aimé CAVAILLÉ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

SMEG
L'énergie Gardoise

21-TEL-17

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

DOSSIER DE DEMANDE D'INSCRIPTION AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

ALES - SECTEUR 12

Télécom coordonné - Avenue CACHIN T3

Secteur Energie : 12 - URBAIN ALESIEN

Responsable de Secteur : Aimé CAVAILLE - aime.cavaille.alesagglo@gmail.com

Chargé d'affaire : Jean-Pierre ILLY - jeanpierre.illy@smeg30.com

Documents :

- Modèle de délibération
- Etat Financier Estimatif
- Métré estimatif préliminaire
- Fiche technique
- Plan(s)
- Autre

24/06/2021

Syndicat Mixte d'Electricité du Gard

SMEG
L'énergie Gardoise

PROPOSITION DE DELIBERATION

ALES - SECTEUR 12

Télécom coordonné - Avenue CACHIN T3

21-TEL-17

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le projet envisagé pour les travaux : **Télécommunication**

Ce projet s'élève à **5 699,00 € HT** soit **6 838,80 € TTC.**

Définition sommaire du projet :
Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3
travaux supplémentaires de dissimulation des réseaux aériens sur le chemin du Moulin de Laure suite à la visite sur site avec ENEDIS pour le positionnement des futurs postes de transformation électrique dédiés à l'alimentation du projet "L'OSTAL" - réseau télécom

Après avoir ouï son Maire et après en avoir délibéré, l'Assemblée :

1. Approuve le projet dont le montant s'élève à **5 699,00 € HT** soit **6 838,80 € TTC**, dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet ci-joint, ainsi que l'Etat Financier Estimatif, et demande son inscription au programme d'investissement syndical pour l'année à venir.

2. Demande les aides qu'il est possible d'obtenir auprès d'autres organismes

3. S'engage à inscrire sa participation, telle qu'elle figure dans l'Etat Financier Estimatif ci-joint, et qui s'élèvera approximativement à **7 120,00 €**.

4. Autorise son Maire à viser l'Etat Financier Estimatif et la convention de délégation ponctuelle de maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil Télécom ci-joint. Compte tenu des décisions d'attribution des aides ou des modifications du projet, un éventuel Bilan Financier Prévisionnel accompagné d'une nouvelle convention de délégation ponctuelle de maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil Télécom pourra redéfinir ultérieurement la participation prévisionnelle.

5. Versera, sa participation en deux acomptes comme indiqué dans l'Etat Financier Estimatif ou au Bilan Financier Prévisionnel:
- le premier acompte au moment de la commande des travaux.
- le second acompte et solde à la réception des travaux.

6. Prend note qu'à la réception des travaux le syndicat établira l'état de solde des travaux, et calculera à ce moment la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

7. Par ailleurs, la commune s'engage à prendre en charge tous les frais d'études dans le cas où le projet serait abandonné à la demande de la mairie.

8. Demande au service gestionnaire de voirie les autorisations relatives aux permissions de voirie et aux accords de voirie nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

Syndicat Mixte d'Electricité du Gard • 1, rue Bridaine 30 000 Nîmes • Tél. 04 66 38 65 75 • Fax. 04 66 38 65 79 • E-mail : smeg@smeg30.com • www.smeg30.com
SIRET : 200 039 543 00018 • Code APE : 3513Z

SMEG
L'énergie Gardoise

ETAT FINANCIER ESTIMATIF

ALES - SECTEUR 12

Télécom coordonné - Avenue CACHIN T3

21-TEL-17

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

I. ETAT DES DEPENSES ESTIMATIVES

Dépenses prévisionnelles

Travaux :	5 077,00 € HT		
Ingénierie :	522,00 € HT		
Autre :	100,00 € HT		
Total des dépenses prévisionnelles :	**5 699,00 € HT**	**6 838,80 € TTC**	(TVA: 20%)

II. ETAT DES AIDES POTENTIELLEMENT ATTRIBUABLES SOUS RESERVE DE DÉCISION D'ATTRIBUTION

Programme	Travaux HT subventionnés	Subvention
GENIE CIVIL TELECOM 2021 [DIPI]	0,00 €	
Hors subvention	5 699,00 €	
	5 699,00 €	**0,00 €**

III. ETAT ESTIMATIF DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

La participation estimative de la collectivité aux travaux comprend l'application d'une participation aux investissements de 5 % du montant HT, suivant les délibérations du Conseil Syndical du 12 Novembre 2012 et du 17 Mars 2014.

Participation de la collectivité aux travaux :	5 699,00 €
Participation aux frais d'investissement (5 699,00 x 5%) :	284,95 €
TVA (20 %) :	1 139,80 €
Participation estimative totale de la collectivité à verser au syndicat :	**7 123,75 €**

IV. ESTIMATION DES VERSEMENTS DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

Acompte N°1 de 80% :	6 000,00 €
Acompte N°2 et solde :	1 123,75 €
TOTAL	**7 123,75 €**

A ALES, le

Pour la collectivité :
ALES

le Maire, **Max ROUSTAN**

A NIMES, le 24/06/2021

Pour le Président et Par délégation
Le Directeur du Pôle Technique du SMEG

Michel DARRAS

SMEG
L'énergie Gardoise

MÉTRÉ ESTIMATIF PRÉLIMINAIRE

ALES - SECTEUR 12

Télécom coordonné - Avenue CACHIN T3

21-TEL-17

Code	Description	U.	Qte	Prix U.	Total HT
2901	Béton de propreté (B 20)	M3	2,00	245,00 €	490,00 €
2902	Béton de fondation (B 25)	M3	2,00	302,00 €	604,00 €
5001	Piquetage réseau communication	ML	70,00	0,80 €	56,00 €
5004	Etude Réseau Télécom	ML	70,00	0,90 €	63,00 €
5103	Fourreau PVC 42/45 mm	ML	280,00	4,30 €	1 204,00 €
5116	Fourniture et pose Chambre béton L2C 400 kN	U	2,00	1 244,00 €	2 488,00 €
5147	Percement de chambre	U	1,00	172,00 €	172,00 €
				Total HT :	**5 077,00 €**
				Montant rabais (0) :	0 €
				Ingénierie :	522,00 €
				Coordination SPS :	0 €
				Divers :	100,00 €
				Total net HT :	**5 699,00 €**
				TVA (20,00 %) :	1 139,80 €
				Total TTC :	**6 838,80 €**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

FICHE TECHNIQUE

ALES - SECTEUR 12

Télécom coordonné - Avenue CACHIN T3

21-TEL-17

Code	Description	U.	Qte
DIPI Génie Civil Telecom			
1201	Longueur de tube	m	280
1202	Nombre de chambre structure	u	1
1204	Longueur de tranchée	m	70

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

SMEG L'énergie Gardoise

CONVENTION DE DÉLÉGATION PONCTUELLE DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DES TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL

ALES - SECTEUR 12

Télécom coordonné - Avenue CACHIN T3

21-TEL-17

Entre : **ALES**
Représentée par **Monsieur Max ROUSTAN,**
dûment autorisé en vertu de la délibération du __/__/__
et désigné par "la collectivité"

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_20-DE

Et : **Le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard**
Represenété par son Président **Monsieur Roland CANAYER,**
dûment autorisé en vertu de la délibération du 18 septembre 2020
et désigné par "le SMEG"

Considérant :

- les statuts du syndicat autorisent les collectivités adhérentes à lui confier la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux de génie civil des équipements électroniques de communication,
- l'article L.2224-35 du CGCT,
- la convention Orange-Syndicat relative à l'enfouissement des équipements électroniques de communication,
- le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques au syndicat

Il est convenu :

Article 1 : Objet de la convention

Elle s'applique aux travaux d'enfouissement des équipements électroniques de communication

Article 2 : Travaux

- Le syndicat commande et paie les travaux.
- Le coût prévisionnel des travaux de génie civil des équipements électroniques de la communication est estimé à 6 838,80 € TTC (soit 5 699,00 € HT)
- Participation aux frais pour investissement (5 699,00 x 5%) : 284,95 €
- Participation totale de la collectivité à verser au syndicat : 7 123,75 €

Article 3 : Règlement de la participation de la collectivité au SMEG

La collectivité versera sa participation au SMEG en deux acomptes:

- un premier acompte de **6 000,00 €** lors de la commande des travaux
- un second acompte et solde estimé provisoirement à **1 123,75 €** après la réception des travaux. Ce solde sera établi sur la base des dépenses réelles du chantier.

La collectivité perçoit directement les éventuelles subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région et du Conseil Départemental.

Article 4 : Durée de la convention

La convention prend fin au terme du règlement financier de l'opération.

A ALES, le Pour la collectivité : ALES le Maire, **Max ROUSTAN**	A NIMES, Le Président du SMEG **Roland CANAYER**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 56 10 82
Réf : PV/TB/MF

N°21_05_21

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Opération de dissimulation de réseaux – Avenue Marcel Cachin, tranche 3

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-31 à L2224-34 et L5211-17,

Vu la délibération n°19_05_37 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2019 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Vu la délibération n°20_02_28 du Conseil Municipal en date du 8 juin 2020 portant sur le transfert du patrimoine des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

Considérant le projet de mise en discrétion des réseaux secs et des réseaux basse tension, Avenue Marcel Cachin, tranche 3 - Postes de transformation électriques dédiés à l'alimentation du projet « L'OSTAL » - Réseau BT,

Considérant que conformément à ses statuts et au règlement en vigueur le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard réalise les travaux aux conditions fixées dans l'État Financier Estimatif (EFE) joint,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le projet dont le montant s'élève à 25 530,00 € H.T. soit 30 636,00 € T.T.C. et dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet annexé à la présente délibération avec l'État Financier Estimatif,
- la demande d'inscription du projet au programme d'investissement syndicat pour l'année 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- inscrire la participation de la Ville d'Alès telle qu'elle figure à l'État Financier Estimatif et qui s'élèvera approximativement à 6 380 €,
- viser l'État Financier Estimatif joint en annexe,
- prendre en charge les frais d'étude dans le cas où le projet serait abandonné à sa demande,

DÉCIDE

Le versement de la participation de la Ville d'Alès en deux acomptes, comme indiqué dans l'État Financier Estimatif :

- le 1er acompte au moment de la commande des travaux,
- le 2ème acompte et solde à la réception des travaux.

Le SMEG aura établi l'état de solde des travaux et recalculé la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

Monsieur Aimé CAVAILLÉ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

SMEG
L'énergie Gardoise

21-DIS-28

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

DOSSIER DE DEMANDE D'INSCRIPTION AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

ALES - SECTEUR 12

Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3

Secteur Energie : 12 - URBAIN ALESIEN

Responsable de Secteur : Aimé CAVAILLE - aime.cavaille.alesagglo@gmail.com

Chargé d'affaire : Jean-Pierre ILLY - jeanpierre.illy@smeg30.com

Documents :

- Modèle de délibération
- Etat Financier Estimatif
- Métré estimatif préliminaire
- Fiche technique
- Plan(s)
- Autre

24/06/2021

Syndicat Mixte d'Electricité du Gard

SMEG
L'énergie Gardoise

PROPOSITION DE DELIBERATION

ALES - SECTEUR 12

Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3

21-DIS-28

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le projet envisagé pour les travaux : **Dissimulation**

Ce projet s'élève à **25 530,00 € HT** soit **30 636,00 € TTC.**

Définition sommaire du projet :
Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3
travaux supplémentaires de dissimulation des réseaux aériens sur le chemin du Moulin de Laure suite à la visite sur site avec ENEDIS pour le positionnement des futurs postes de transformation électrique dédiés à l'alimentation du projet "L'OSTAL" - réseau BT

Conformément à ses statuts et aux règlements en vigueur, le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard réalise des travaux électriques et d'éclairage public sur le territoire des communes adhérentes qui ont transféré leur maîtrise d'ouvrage de leur travaux d'électricité ou de leur travaux d'investissement sur le réseau d'éclairage public. Le SMEG réalise les travaux aux conditions fixées dans l'Etat Financier Estimatif (EFE).

Après avoir ouï son Maire et après en avoir délibéré, l'Assemblée :

1. Approuve le projet dont le montant s'élève à **25 530,00 € HT** soit **30 636,00 € TTC**, dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet ci-joint, ainsi que l'Etat Financier Estimatif, et demande son inscription au programme d'investissement syndical pour l'année à venir.

2. Demande les aides qu'il est possible d'obtenir auprès d'autres organismes

3. S'engage à inscrire sa participation, telle qu'elle figure dans l'Etat Financier Estimatif ci-joint, et qui s'élèvera approximativement à **6 380,00 €**.

4. Autorise son Maire à viser l'Etat Financier Estimatif ci-joint, ainsi qu'un éventuel Bilan Financier Prévisionnel qui pourra définir ultérieurement la participation prévisionnelle compte tenue des décisions d'attribution des aides ou des modifications du projet.

5. Versera, sa participation en deux acomptes comme indiqué dans l'Etat Financier Estimatif ou au Bilan Financier Prévisionnel:
- le premier acompte au moment de la commande des travaux.
- le second acompte et solde à la réception des travaux.

6. Prend note qu'à la réception des travaux le syndicat établira l'état de solde des travaux, et calculera à ce moment la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

7. Par ailleurs, la commune s'engage à prendre en charge tous les frais d'études dans le cas où le projet serait abandonné à la demande de la mairie.

8. Demande au service gestionnaire de voirie les autorisations relatives aux permissions de voirie et aux accords de voirie nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

ETAT FINANCIER ESTIMATIF

ALES - SECTEUR 12

Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3

21-DIS-28

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

I. ETAT DES DEPENSES ESTIMATIVES

Dépenses prévisionnelles

Travaux :	22 086,94 € HT		
Ingénierie :	2 075,00 € HT		
Autre :	1 368,06 € HT		
Total des dépenses prévisionnelles :	**25 530,00 € HT**	**30 636,00 € TTC**	(TVA: 20%)

II. ETAT DES AIDES POTENTIELLEMENT ATTRIBUABLES SOUS RESERVE DE DÉCISION D'ATTRIBUTION

Programme	Travaux HT subventionnés	Subvention			Participation Collectivité
Article 8 2021 [DIPI]	25 530,00 €	SMEG	20,00 %	5 106,00 €	5 106,00 €
		ENEDIS	60,00 %	15 318,00 €	
	25 530,00 €			**20 424,00 €**	**5 106,00 €**

III. ETAT ESTIMATIF DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

La participation estimative de la collectivité aux travaux comprend l'application d'une participation aux investissements de 5 % du montant HT, suivant les délibérations du Conseil Syndical du 12 Novembre 2012 et du 17 Mars 2014.

Participation de la collectivité aux travaux :	5 106,00 €
Participation aux frais d'investissement (25 530,00 x 5%) :	1 276,50 €
TVA (20 %) :	0 €
Participation estimative totale de la collectivité à verser au syndicat :	**6 382,50 €**

IV. ESTIMATION DES VERSEMENTS DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

Acompte N°1 de 50% :	3 000,00 €
Acompte N°2 et solde :	3 382,50 €
TOTAL	**6 382,50 €**

A ALES, le

Pour la collectivité :
ALES

le Maire, **Max ROUSTAN**

A NIMES, le 24/06/2021

Pour le Président et Par délégation
Le Directeur du Pôle Technique du SMEG

Michel DARRAS

SMEG
L'énergie Gardoise

MÉTRÉ ESTIMATIF PRÉLIMINAIRE

ALES - SECTEUR 12

Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3

21-DIS-28

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

Code	Description	U.	Qte	Prix U.	Total HT
2003	Géolocalisation des réseaux existants par radiographie manuelle	M2	70,00	1,55 €	108,50 €
2303	Tranchée 0,60 m sans réfection provisoire ni définitive	ML	70,00	68,00 €	4 760,00 €
2702	Plus-value pour voie réduite et zone urbaine dense	ML	70,00	28,00 €	1 960,00 €
2703	Terrassement manuel en terrain privé	ML	10,00	64,00 €	640,00 €
2704	Plus-value pour terrassement en terrain dur	M3	24,00	89,00 €	2 136,00 €
2711	Découpage de chaussée	ML	140,00	1,70 €	238,00 €
2712	Terrassement supplémentaire	M3	4,00	47,00 €	188,00 €
2713	Pénétration dans mur d'habitation	U	2,00	81,00 €	162,00 €
2714	Evacuation de déblais en décharge	M3	50,00	13,50 €	675,00 €
2802	Réfection provisoire de tranchée en bicouche voies communales et chemins ruraux	M2	70,00	13,00 €	910,00 €
2813	Réfection de revêtement en enrobé pour tranchée 60 cm	ML	70,00	39,00 €	2 730,00 €
2816	Réfection de chaussée ou trottoir en béton	M2	4,00	76,00 €	304,00 €
2818	Grave bitume	M3	9,00	145,00 €	1 305,00 €
2901	Béton de propreté (B 20)	M3	1,00	245,00 €	245,00 €
2902	Béton de fondation (B 25)	M3	1,00	302,00 €	302,00 €
3005	Piquetage de réseau souterrain haute tension A ou basse tension	ML	70,00	1,70 €	119,00 €
3007	Piquetage de branchement	U	2,00	17,00 €	34,00 €
3008	Piquetage des ouvrages à déposer	ML	70,00	0,30 €	21,00 €
3009	Mesure de résistivité de sol	U	2,00	60,00 €	120,00 €
3010	Mise à jour Plans Carto 200	ML	90,00	1,80 €	162,00 €
3110	Poteau B.A classe D 11 mètres 6,5 kN	U	-1,00	1 009,56 €	-1 009,56 €
3337	Câble réseau torsadé posé sur façade 3 x 70 + 54.6	ML	15,00	35,40 €	531,00 €
3340	Câble branchement torsadé posé sur façade 4 x 25	ML	15,00	13,40 €	201,00 €
3343	Raccordement sur faisceaux toutes sections	U	4,00	134,00 €	536,00 €
3346	Jonction par manchonnage de 2 faisceaux toutes sections	U	1,00	144,00 €	144,00 €
3347	Embout thermo rétractable pour extrémité toutes sections	U	2,00	53,00 €	106,00 €
3401	Mise à la terre	U	1,00	134,00 €	134,00 €
3402	Câblette de terre	ML	10,00	3,80 €	38,00 €
3504	Fourreau annelé Ø 110	ML	70,00	5,70 €	399,00 €
3509	Plaque de protection mécanique	ML	10,00	17,00 €	170,00 €
3605	Câble BTS 3 x 150 mm2 + 1 x 70 mm2	ML	70,00	23,90 €	1 673,00 €
3608	Câble BTS 4 x 35 mm2	ML	20,00	11,50 €	230,00 €
3728	Descente aéro-souterraine BT	U	1,00	364,00 €	364,00 €
3732	Reprise de branchement souterrain 4 conducteurs y compris dépose	U	2,00	187,00 €	374,00 €
3733	Création de coffret équipé pour compteur type "tarif bleu"	U	1,00	268,00 €	268,00 €
3908	Dépose support béton	U	2,00	230,00 €	460,00 €

SMEG
L'énergie Gardoise

MÉTRÉ ESTIMATIF PRÉLIMINAIRE

ALES - SECTEUR 12

Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3

21-DIS-28

Code	Description	U.	Qte	Prix U.	Total HT
3913	Plus-value pour transport sur site de destruction ou de recyclage d'un support béton	U	2,00	115,00 €	230,00 €
3919	Dépose d'un câble de réseau torsadé sur poteau	ML	70,00	1,70 €	119,00 €
				Total HT :	**22 086,94 €**
				Montant rabais (0) :	0 €
				Ingénierie :	2 075,00 €
				Coordination SPS :	0 €
				Divers :	1 368,06 €
				Total net HT :	**25 530,00 €**
				TVA (20,00 %) :	5 106,00 €
				Total TTC :	**30 636,00 €**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

FICHE TECHNIQUE

ALES - SECTEUR 12

Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3

21-DIS-28

Code	Description	U.	Qte
DIPI Electricité			
1107	Longueur BTA-Torsadé déposé	m	70
1115	Longueur BTA-Souterrain posé	m	70
1116	Nombre de branchements	u	2

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_21-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 56 10 82
Réf : PV/TB/MF

N°21_05_22

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Création d'un réseau LED coordonné - Avenue Marcel Cachin, tranche 3

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-31 à L2224-34 et L5211-17,

Vu la délibération n°19_05_37 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2019 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Vu la délibération n°20_02_28 du Conseil Municipal en date du 8 juin 2020 portant sur le transfert du patrimoine des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

Considérant le projet de création d'un réseau LED, Avenue Marcel Cachin, tranche 3 - Postes de transformation électriques dédiés à l'alimentation du projet « L'OSTAL » - Réseau éclairage public,

Considérant que conformément à ses statuts et au règlement en vigueur le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard réalise les travaux aux conditions fixées dans l'État Financier Estimatif (EFE) joint,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le projet dont le montant s'élève à 3 865 € H.T. soit 4 638 € T.T.C. et dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet annexé à la présente délibération avec l'État Financier Estimatif,
- la demande d'inscription du projet au programme d'investissement syndicat pour l'année 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- inscrire la participation de la Ville d'Alès telle qu'elle figure à l'État Financier Estimatif et qui s'élèvera approximativement à 4 830 €,
- viser l'État Financier Estimatif joint en annexe,
- prendre en charge les frais d'étude dans le cas où le projet serait abandonné à sa demande,

DÉCIDE

Le versement de la participation de la Ville d'Alès en deux acomptes, comme indiqué dans l'État Financier Estimatif :

- le 1er acompte au moment de la commande des travaux,
- le 2ème acompte et solde à la réception des travaux.

Le SMEG aura établi l'état de solde des travaux et recalculé la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

Monsieur Aimé CAVAILLÉ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'État d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

DOSSIER DE DEMANDE D'INSCRIPTION AU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

ALES - SECTEUR 12

Création d'un réseau à LED coordonné - Avenue Marcel CACHIN T3

Secteur Energie : 12 - URBAIN ALESIEN

Responsable de Secteur : Aimé CAVAILLE - aime.cavaille.alesagglo@gmail.com

Chargé d'affaire : Jean-Pierre ILLY - jeanpierre.illy@smeg30.com

Documents :

- Modèle de délibération
- Etat Financier Estimatif
- Métré estimatif préliminaire
- Fiche technique
- Plan(s)
- Autre

24/06/2021

Syndicat Mixte d'Electricité du Gard

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

PROPOSITION DE DELIBERATION

ALES - SECTEUR 12

Création d'un réseau à LED coordonné - Avenue Marcel CACHIN T3

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le projet envisagé pour les travaux : **Eclairage Public**

Ce projet s'élève à **3 865,00 € HT** soit **4 638,00 € TTC.**

Définition sommaire du projet :
Dissimulation Avenue Marcel CACHIN T3
travaux supplémentaires de dissimulation des réseaux aériens sur le chemin du Moulin de Laure suite à la visite sur site avec ENEDIS pour le positionnement des futurs postes de transformation électrique dédiés à l'alimentation du projet "L'OSTAL" - réseau Eclairage Public

Conformément à ses statuts et aux règlements en vigueur, le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard réalise des travaux électriques et d'éclairage public sur le territoire des communes adhérentes qui ont transféré leur maîtrise d'ouvrage de leur travaux d'électricité ou de leur travaux d'investissement sur le réseau d'éclairage public. Le SMEG réalise les travaux aux conditions fixées dans l'Etat Financier Estimatif (EFE).

Après avoir ouï son Maire et après en avoir délibéré, l'Assemblée :

1. Approuve le projet dont le montant s'élève à **3 865,00 € HT** soit **4 638,00 € TTC**, dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet ci-joint, ainsi que l'Etat Financier Estimatif, et demande son inscription au programme d'investissement syndical pour l'année à venir.

2. Demande les aides qu'il est possible d'obtenir auprès d'autres organismes

3. S'engage à inscrire sa participation, telle qu'elle figure dans l'Etat Financier Estimatif ci-joint, et qui s'élèvera approximativement à **4 830,00 €**.

4. Autorise son Maire à viser l'Etat Financier Estimatif et la convention de délégation ponctuelle de maîtrise d'ouvrage des travaux d'éclairage public ci-joint. Compte tenu des décisions d'attribution des aides ou des modifications du projet, un éventuel Bilan Financier Prévisionnel accompagné d'une nouvelle convention de délégation ponctuelle de maîtrise d'ouvrage des travaux d'éclairage public pourra redéfinir ultérieurement la participation prévisionnelle.

5. Versera, sa participation en deux acomptes comme indiqué dans l'Etat Financier Estimatif ou au Bilan Financier Prévisionnel:
- le premier acompte au moment de la commande des travaux.
- le second acompte et solde à la réception des travaux.

6. Prend note qu'à la réception des travaux le syndicat établira l'état de solde des travaux, et calculera à ce moment la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

7. Par ailleurs, la commune s'engage à prendre en charge tous les frais d'études dans le cas où le projet serait abandonné à la demande de la mairie.

8. Demande au service gestionnaire de voirie les autorisations relatives aux permissions de voirie et aux accords de voirie nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

ETAT FINANCIER ESTIMATIF

ALES - SECTEUR 12

Création d'un réseau à LED coordonné - Avenue Marcel CACHIN T3

I. ETAT DES DEPENSES ESTIMATIVES

Dépenses prévisionnelles

Travaux :	3 215,00 € HT		
Ingénierie :	500,00 € HT		
Autre :	150,00 € HT		
Total des dépenses prévisionnelles :	**3 865,00 € HT**	**4 638,00 € TTC**	(TVA: 20%)

II. ETAT DES AIDES POTENTIELLEMENT ATTRIBUABLES SOUS RESERVE DE DÉCISION D'ATTRIBUTION

Programme	Travaux HT subventionnés	Subvention potentiellement attribuable après notification du SMEG		
ECLAIRAGE PUBLIC (EPC/EPHMOA) 2021 [DIPI] (1)	3 865,00 €	SMEG	20,00 %	773,00 €
	3 865,00 €			**773,00 €**

(1) Montant maximum sous réserve de subvention allouée la même année à d'autres opérations d'éclairage public. Les montants stipulés ne signifient pas que le Bureau syndical vous a attribué une subvention.

III. ETAT ESTIMATIF DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

La participation estimative de la collectivité aux travaux comprend l'application d'une participation aux investissements de 5 % du montant HT, suivant les délibérations du Conseil Syndical du 12 Novembre 2012 et du 17 Mars 2014.

Participation de la collectivité aux travaux :	3 865,00 €
Participation aux frais d'investissement (3 865,00 x 5%) :	193,25 €
TVA (20 %) :	773,00 €
Participation estimative totale de la collectivité à verser au syndicat :	**4 831,25 €**

IV. ESTIMATION DES VERSEMENTS DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

Acompte N°1 de 80% :	4 000,00 €
Acompte N°2 et solde :	831,25 €
TOTAL	**4 831,25 €**

A ALES, le

Pour la collectivité :
ALES

le Maire, **Max ROUSTAN**

A NIMES, le 24/06/2021

Pour le Président et Par délégation
Le Directeur du Pôle Technique du SMEG

Michel DARRAS

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

MÉTRÉ ESTIMATIF PRÉLIMINAIRE

ALES - SECTEUR 12

Création d'un réseau à LED coordonné - Avenue Marcel CACHIN T3

Code	Description	U.	Qte	Prix U.	Total HT
3728	Descente aéro-souterraine BT	U	1,00	364,00 €	364,00 €
3908	Dépose support béton	U	2,00	230,00 €	460,00 €
3913	Plus-value pour transport sur site de destruction ou de recyclage d'un support béton	U	2,00	115,00 €	230,00 €
4002	Etude de réseau d'éclairage public	ML	70,00	1,70 €	119,00 €
4004	Démarche pour convention de passage réseau EP hors coordination	ML	1,00	26,00 €	26,00 €
4005	Signature de convention de passage réseau EP hors coordination	ML	1,00	17,00 €	17,00 €
4103	Fourniture et pose Fourreau annelé souterrain ou aérien Ø 63	ML	70,00	3,30 €	231,00 €
4105	Fourniture et pose d'un coffret de dérivation pour éclairage	U	1,00	214,00 €	214,00 €
4107	Descente aéro-souterraine d'éclairage public	U	1,00	134,00 €	134,00 €
4115	Dispositif différentiel à courant résiduel	U	1,00	185,00 €	185,00 €
4218	Plan de récolement géoréférencé du réseau d'éclairage	ML	70,00	3,50 €	245,00 €
4220	Etablissement du plan conforme à exécution incluant la base de donnée technique des matériels posés à destination du maître d'ouvrage et du gestionnaire du réseau éclairage public en vue de la mise à jour exhaustive du SIG du gestionnaire.	U	1,00	300,00 €	300,00 €
4405	Câbles RO2 V 2 x 16 mm2	ML	70,00	5,60 €	392,00 €
4503	Massif de candélabre 6 m < h < ou = 8 m	U	2,00	149,00 €	298,00 €
				Total HT :	**3 215,00 €**
				Montant rabais (0) :	0 €
				Ingénierie :	500,00 €
				Coordination SPS :	0 €
				Divers :	150,00 €
				Total net HT :	**3 865,00 €**
				TVA (20,00 %) :	773,00 €
				Total TTC :	**4 638,00 €**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

SMEG
L'énergie Gardoise

FICHE TECHNIQUE

ALES - SECTEUR 12

Création d'un réseau à LED coordonné - Avenue Marcel CACHIN T3

Code	Description	U.	Qte
DIPI Eclairage Public Coordonné			
1301	Nombre de foyer fonctionnel sur façade	u	1
1305	Nombre de foyer fonctionnel sur mât type urbain > 4 ml	u	2
1306	Longueur de câble	m	70
1307	Longueur de tranchée	m	70

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_22-DE

SMEG L'énergie Gardoise

CONVENTION DE DÉLÉGATION PONCTUELLE DE TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC COORDONNÉ

ALES - SECTEUR 12

Création d'un réseau à LED coordonné - Avenue Marcel CACHIN T3

Entre : **ALES**
Représentée par **Monsieur Max ROUSTAN,**
dûment autorisé en vertu de la délibération du __/__/__
et désigné par "La collectivité"

Et : **Le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard**
Representé par son Président **Monsieur Roland CANAYER,**
dûment autorisé en vertu de la délibération du 18 septembre 2020
et désigné par "Le SMEG"

Considérant :

- Les statuts du syndicat autorisent les collectivités adhérentes à confier au syndicat la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux d'investissement d'éclairage public,
- L'article L.2224-35 du CGCT,
- Le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques au syndicat,
- L'article 2-II de la loi N° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée,
- La réalisation des travaux d'éclairage public qui sont à exécuter concomitamment avec une opération syndicale d'enfouissement des réseaux électriques, et en coordination avec une opération de réfection de voirie en application de l'article L.115-1 de Code de la voirie routière, relève simultanément de la compétence des deux parties présentes,

Il est convenu :

Article 1 : Objet de la convention
Elle s'applique aux travaux d'éclairage public.

Article 2 : Travaux
- Le syndicat commande et paie les travaux.
- Le coût prévisionnel des travaux d'éclairage public est estimé à 4 638,00 € TTC (soit 3 865,00 € HT).
- Participation aux frais pour investissement (3 865,00 x 5%) : 193,25 €
- Participation totale de la collectivité à verser au syndicat : 4 831,25 €

Article 3 : Règlement de la participation de la collectivité au syndicat
"La collectivité" versera au syndicat en deux acomptes:
- un premier acompte de **4 000,00 €** lors de la commande des travaux.
- un second acompte et solde, estimé provisoirement à **831,25 €** après la réception des travaux. Ce solde sera établi sur la base des dépenses réelles du chantier.

La collectivité perçoit directement les éventuelles subventions de l'Europe, de l'Etat, de la Région et du Conseil Départemental.

Article 4 : Durée de la convention
La convention prend fin au terme du règlement financier de l'opération.

A ALES, le Pour la collectivité : ALES le Maire, **Max ROUSTAN**	A NIMES, Le Président du SMEG **Roland CANAYER**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_23-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 56 10 82
Réf : PV/TB/MF

N°21_05_23

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Opération de travaux de télécommunication coordonné – Avenue Vincent d'Indy, tranche 2

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-31 à L2224-34 et L5211-17,

Vu la délibération n°19_05_37 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2019 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Vu la délibération n°20_02_28 du Conseil Municipal en date du 8 juin 2020 portant sur le transfert du patrimoine des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Considérant le projet de « travaux de génie civil télécom », Avenue Vincent d'Indy, tranche 2,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_23-DE

Considérant que conformément à ses statuts et au règlement en vigueur le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard réalise les travaux aux conditions fixées dans l'État Financier Estimatif (EFE) joint,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le projet dont le montant s'élève à 45 300 € H.T. soit 54 360 € T.T.C. et dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet annexé à la présente délibération avec l'État Financier Estimatif,
- la demande d'inscription du projet au programme d'investissement syndicat pour l'année 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- inscrire la participation de la Ville d'Alès telle qu'elle figure à l'État Financier Estimatif et qui s'élèvera approximativement à 317 €,
- viser l'État Financier Estimatif joint en annexe,
- prendre en charge les frais d'étude dans le cas où le projet serait abandonné à sa demande,

DÉCIDE

le versement de la participation de la Ville d'Alès en deux acomptes, comme indiqué dans l'Etat Financier Estimatif :

- le 1er acompte au moment de la commande des travaux,
- le 2ème acompte et solde à la réception des travaux.

Le SMEG aura établi l'état de solde des travaux et recalculé la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

Monsieur Aimé CAVAILLÉ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'État d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

21-TEL-27

territoire d'énergie
GARD - SMEG

ETAT FINANCIER PREVISIONNEL

ALES - SECTEUR n°12
Tel coordonné - Vincent d'Indy T2

---

1. ESTIMATION APPROXIMATIVE DES DEPENSES :

Total des dépenses approximatives au stade de l'esquisse : **45 300,00 € HT** **54 360,00 € TTC (TVA 20%)**
Coût prévisionnel des études : **317,00 € HT**

2. ETAT DES AIDES POTENTIELLEMENT MOBILISABLES A CE JOUR, SOUS RESERVE DE DÉCISION

Dotation	Travaux HT aidés	Participations éventuelles
GENIE CIVIL TELECOM 2022 [DIPI]	0,00 €	
Hors subvention	45 300,00 €	
	45 300,00 €	**0,00 €**

3. ETAT ESTIMATIF DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

La participation estimative de la collectivité aux travaux comprend l'application d'une participation aux investissements de 5 % du montant HT, suivant les délibérations du Conseil Syndical du 12 Novembre 2012 et du 17 Mars 2014.

Participation de la collectivité aux travaux :	45 300,00 €
Participation aux frais d'investissement (45 300,00 x 5%) :	2 265,00 €
TVA (20 %) :	9 060,00 €
Participation estimative totale de la collectivité à verser au syndicat :	**56 625,00 €**

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_23-DE

Signé électroniquement par:
Roland CANAYER
26/08/2021

4, rue Bridaine
30000 Nîmes
Tél : 04 66 38 65 75
smeg@smeg30.com

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_24-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

Service : Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 56 10 82
Réf : PV/TB/MF

N°21_05_24

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Opération de dissimulation de réseaux – Avenue Vincent d'Indy, tranche 2

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-31 à L2224-34 et L5211-17,

Vu la délibération n°19_05_37 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2019 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Vu la délibération n°20_02_28 du Conseil Municipal en date du 8 juin 2020 portant sur le transfert du patrimoine des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Considérant le projet de mise en discrétion des réseaux secs et des réseaux basse tension, Avenue Vincent d'Indy T2

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_24-DE

Considérant que conformément à ses statuts et au règlement en vigueur le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard réalise les travaux aux conditions fixées dans l'État Financier Estimatif (EFE) joint,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le projet dont le montant s'élève à 150 000 € H.T. soit 180 000 € T.T.C. et dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet annexé à la présente délibération avec l'État Financier Estimatif,
- la demande d'inscription du projet au programme d'investissement syndicat pour l'année 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- inscrire la participation de la Ville d'Alès telle qu'elle figure à l'État Financier Estimatif et qui s'élèvera approximativement à 1 500 €,
- viser l'État Financier Estimatif joint en annexe,
- prendre en charge les frais d'étude dans le cas où le projet serait abandonné à sa demande,

DÉCIDE

Le versement de la participation de la Ville d'Alès en deux acomptes, comme indiqué dans l'État Financier Estimatif :

- le 1er acompte au moment de la commande des travaux,
- le 2ème acompte et solde à la réception des travaux.

Le SMEG aura établi l'état de solde des travaux et recalculé la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

Monsieur Aimé CAVAILLÉ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_24-DE

21-DIS-46

ETAT FINANCIER PREVISIONNEL

d'énergie
GARD - SMEG

ALES - SECTEUR n°12
Dissimulation Vincent D'Indy T2

---

1. ESTIMATION APPROXIMATIVE DES DEPENSES :

Total des dépenses approximatives au stade de l'esquisse : **150 000,00 € HT** **180 000,00 € TTC (TVA 20%)**
Coût prévisionnel des études : **1 500,00 € HT**

2. ETAT DES AIDES POTENTIELLEMENT MOBILISABLES A CE JOUR, SOUS RESERVE DE DÉCISION

Dotation	Travaux HT aidés	Participations éventuelles			Participation Collectivité
Article 8 2022 [DIPI]	150 000,00 €	SMEG	30,00 %	45 000,00 €	45 000,00 €
		ENEDIS	40,00 %	60 000,00 €	
	150 000,00 €			**105 000,00 €**	**45 000,00 €**

3. ETAT ESTIMATIF DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

La participation estimative de la collectivité aux travaux comprend l'application d'une participation aux investissements de 5 % du montant HT, suivant les délibérations du Conseil Syndical du 12 Novembre 2012 et du 17 Mars 2014.

Participation de la collectivité aux travaux :	45 000,00 €
Participation aux frais d'investissement (150 000,00 x 5%) :	7 500,00 €
TVA (20 %) :	0 €
Participation estimative totale de la collectivité à verser au syndicat :	**52 500,00 €**

Signé électroniquement par:
Roland CANAYER
26/08/2021

4, rue Bridaine
30000 Nîmes
Tél : 04 66 38 65 75
smeg@smeg30.com

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_25-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 56 10 82
Réf : PV/TB/MF

N°21_05_25

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Création d'un réseau LED coordonné – Avenue Vincent d'Indy, tranche 2

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2224-31 à L2224-34 et L5211-17,

Vu la délibération n°19_05_37 du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2019 portant sur le transfert de la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Vu la délibération n°20_02_28 du Conseil Municipal en date du 8 juin 2020 portant sur le transfert du patrimoine des réseaux de distribution d'énergie au Syndicat Mixte d'Électricité du Gard (SMEG),

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_25-DE

Considérant le projet de création d'un réseau LED coordonné – Avenue Vincent d'Indy, tranche 2,

Considérant que conformément à ses statuts et au règlement en vigueur le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard réalise les travaux aux conditions fixées dans l'État Financier Estimatif (EFE) joint,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

- le projet dont le montant s'élève à 41 500 € H.T. soit 49 800 € T.T.C. et dont le périmètre est défini dans le dossier d'avant-projet annexé à la présente délibération avec l'État Financier Estimatif,
- la demande d'inscription du projet au programme d'investissement syndicat pour l'année 2021,

AUTORISE

Monsieur le Maire à :

- inscrire la participation de la Ville d'Alès telle qu'elle figure à l'État Financier Estimatif et qui s'élèvera approximativement à 415 €,
- viser l'État Financier Estimatif joint en annexe,
- prendre en charge les frais d'étude dans le cas où le projet serait abandonné à sa demande,

DÉCIDE

Le versement de la participation de la Ville d'Alès en deux acomptes, comme indiqué dans l'État Financier Estimatif :

- le 1er acompte au moment de la commande des travaux,
- le 2ème acompte et solde à la réception des travaux.

Le SMEG aura établi l'état de solde des travaux et recalculé la participation définitive de la collectivité sur la base des dépenses réalisées.

Monsieur Aimé CAVAILLÉ ne prend pas part au vote.

Votants : 42
Pour : 42 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'État d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

21-EPC-27

ETAT FINANCIER PREVISIONNEL

territoire d'énergie
GARD - SMEG

ALES - SECTEUR n°12
Création d'un reseau LED coordonné - Vincent d'Indy T2

---

1. ESTIMATION APPROXIMATIVE DES DEPENSES :

Total des dépenses approximatives au stade de l'esquisse : **41 500,00 € HT** **49 800,00 € TTC (TVA 20%)**
Coût prévisionnel des études : **415,00 € HT**

2. ETAT DES AIDES POTENTIELLEMENT MOBILISABLES A CE JOUR, SOUS RESERVE DE DÉCISION

Dotation	Travaux HT aidés	Participations éventuelles potentiellement attribuable après notification du SMEG		
ECLAIRAGE PUBLIC (EPC/EPHMOA) 2022 [DIPI] (1)	41 500,00 €	SMEG	20,00 %	8 300,00 €
	41 500,00 €			**8 300,00 €**

(1) Montant maximum sous réserve de subvention allouée la même année à d'autres opérations d'éclairage public.
Les montants stipulés ne signifient pas que le Bureau syndical vous a attribué une subvention.

3. ETAT ESTIMATIF DE LA PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ

La participation estimative de la collectivité aux travaux comprend l'application d'une participation aux investissements de 5 % du montant HT, suivant les délibérations du Conseil Syndical du 12 Novembre 2012 et du 17 Mars 2014.

Participation de la collectivité aux travaux :	41 500,00 €
Participation aux frais d'investissement (41 500,00 x 5%) :	2 075,00 €
TVA (20 %) :	8 300,00 €
Participation estimative totale de la collectivité à verser au syndicat :	**51 875,00 €**

Signé électroniquement par:
Roland CANAYER
26/08/2021

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_25-DE

4, rue Bridaine
30000 Nîmes
Tél : 04 66 38 65 75
smeg@smeg30.com

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_26-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service Pôle Infrastructures
Tél : 04 66 54 30 90
Réf : PV/SG/RG

N°21_05_26

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Convention tripartite pour le versement de la redevance d'occupation du domaine public relative aux ouvrages du service de l'assainissement collectif sur la Commune d'Alès avec la Communauté Alès Agglomération et la Société VEOLIA EAU - CGE

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article R2333-121,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment l'article L2125-3,

Vu le décret n°2009-1683 du 30 décembre 2009 relatif aux redevances dues aux communes, aux départements et aux régions en raison de l'occupation de leur domaine public par des ouvrages des services publics de distribution d'eau et d'assainissement,

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-12-18-B3-001 en date du 18 décembre 2018 portant constatation des compétences de la Communauté Alès Agglomération au 1er janvier 2019,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_26-DE

Vu le contrat de concession du service public d'assainissement collectif, signé par la Communauté Alès Agglomération avec la Société VEOLIA EAU - CGE en date du 12 novembre 2019, entré en vigueur le 1er janvier 2020 pour une durée de 12 ans,

Considérant que dans le cadre du contrat de concession conclu avec la Communauté Alès Agglomération pour la gestion du service public de l'assainissement collectif, la Société VEOLIA EAU - CGE, en contrepartie de la mise à disposition des terrains d'implantation des ouvrages du service préexistant à la signature de ce contrat, est tenue de verser aux gestionnaires concernés une redevance d'occupation du domaine public,

Considérant que le contrat de concession pour la gestion du service public de l'assainissement collectif conclu avec la Société VEOLIA EAU - CGE indique que cette redevance d'occupation du domaine public est appliquée uniquement sur les communes où elle était précédemment appliquée avant l'entrée en vigueur de ce contrat,

Considérant que cette redevance d'occupation du domaine public était uniquement appliquée sur la Commune d'Alès,

Considérant qu'il est nécessaire de formaliser les modalités de reversements des montants dus par l'établissement par la signature d'une convention tripartite entre la Commune d'Alès, la Communauté Alès Agglomération et la Société VEOLIA EAU - CGE,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer :

- la convention tripartite pour le versement de la redevance d'occupation du domaine public relative aux ouvrages du service de l'assainissement collectif sur la Commune d'Alès mise en annexe de la présente délibération, avec la Communauté Alès Agglomération et la Société VEOLIA EAU - CGE pour la durée du contrat de concession qui lie la Communauté Alès Agglomération et la Société VEOLIA EAU - CGE,
- tout autre document en lien avec cette convention, et notamment tout avenant éventuel.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_26-DE

DÉPARTEMENT DU GARD

Commune d'Alès

CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Ouvrages du service de l'assainissement collectif sur la Commune d'Alès

-oOo-

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La **Communauté d'Agglomération ALÈS AGGLOMÉRATION**, représentée par son Président, **Monsieur RIVENQ Christophe**, en vertu de la délibération du Conseil Communautaire en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « **Alès Agglomération** »

Et

La **Commune d'Alès**, représentée par son Maire, **Monsieur ROUSTAN Max**, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du ..... et désignée dans ce qui suit par « **la Commune** »

Et

La Société **Veolia eau - CGE**, Société en commandite par action, au capital de 2.207.287.340 euros, Identifiée sous le numéro 10945 RCS 572 025 526, dont le siège social est situé à 21 rue la Boétie 75008 Paris, représentée par **Monsieur ORSUCCI Renaud**, en qualité de Directeur de Territoire Gard-Lozère, agissant en tant que Concessionnaire du service public d'assainissement collectif et désignée dans ce qui suit par l'appellation « **le Concessionnaire** »

Ci-après désignées ensemble par les "Parties"

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ :

La Société VEOLIA EAU COMPAGNIE GENERALE DES EAUX assure, aux termes d'un contrat de concession de service public conclu le 12 novembre 2019 la gestion du service public d'assainissement collectif d'Alès Agglomération sur les communes suivantes (ci-après "le contrat de Concession") :

- A compter du 1er janvier 2020 : Alès, Anduze, Bagard, Boisset et Gaujac, Boucoiran et Nozières, Branoux les Taillades, Brignon, Cendras, Chamborigaud, Concoules, Corbès, Deaux, Générargues, Génolhac, La Grand Combe, Les Mages, Les Salles du Gardon, Lézan, Massanes, Méjannes les Alès, Mialet, Mons, Monteils, Portes, Ribaute les Tavernes, Rousson, Saint Césaire de Gauzignan, Saint Christol lez Alès, Saint Hilaire de Brethmas, Saint Hippolyte de Caton, Saint Jean de Valériscle, Saint Jean du Gard, Saint Jean du Pin, Saint Julien de Cassagnas, Saint Julien des Rosiers, Saint Martin de Valgalgues, Saint Maurice de Cazevieille, Saint Privat des Vieux, Saint Cécile d'Andorge, Salindres, Sénéchas, Soustelle, Thoiras et Vézénobres.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_26-DE

- A compter du 1er janvier 2021 : Méjannes lès Alès.
- A compter du 1er mars 2022 : Rousson
- A compter du 1er juillet 2023 : Générargues
- A compter du 1er janvier 2027 : Vézénobres

La présente convention fixe les modalités et versement des montants dus à la Commune par le Concessionnaire, en contrepartie de l'occupation particulièrement importante du domaine public de la Commune par le patrimoine lié à la compétence assainissement collectif, et ce en vertu de l'article 82 du Contrat de Concession

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de fixer les modalités et conditions de calcul, chaque année, de la redevance d'occupation du domaine public (RODP) due à la Commune par l'exploitant des réseaux publics de collecte des eaux usées.

- de fixer les modalités et conditions de versement de la RODP, chaque année, à la Commune par l'exploitant des réseaux publics de collecte des eaux usées.

Il est à ce titre précisé qu'à date de signature de la présente convention et au terme d'un contrat de concession de service public conclu le 12 novembre 2019 avec Alès Agglomération, l'exploitant des réseaux publics de collecte des eaux usées situés sur le territoire de la Commune est le Concessionnaire.

ARTICLE 2 - REDEVANCES

Conformément aux dispositions de l'article R2333-121 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article L2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, la redevance due chaque année à la Commune par le Concessionnaire est de :

- 30 euros par kilomètre de réseau, hors les branchements ;
- 2 euros par mètre carré d'emprise au sol pour les ouvrages bâtis non linéaires, hors les regards de réseaux d'assainissement.

La formule à appliquer pour déterminer le montant annuel de la RODP à verser à la Commune est donc la suivante :

(Linéaire de réseau sous domaine public communal, en km) x 30

+

(Superficie au sol des bâtis du service d'assainissement, en m²) x 2

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_26-DE

Les parties conviennent que les données de base qui ont servi à l'établissement de la RODP applicables au 1er janvier 2020 sont les suivantes :

- Linéaire de réseau sous domaine public communal = 212 km,
- Superficie au sol des bâtis du service d'assainissement = 1 000 m².

Aussi, pour l'année 2020, la RODP est donc de : 212 * 30 + 1000*2 = 8 360 € (huit mille trois cent soixante euros).

Les parties conviennent enfin que, pour l'année 2021, le montant de la RODP est également de 8 360 € (huit mille trois cent soixante euros), dans la mesure où les bases de calcul sont identiques.

Le montant de la RODP 2020 et de la RODP 2021 dues par le Concessionnaire, conformément au Contrat de Concession, sera versé à la Commune après présentation par cette dernière d'un titre de perception.

ARTICLE 3 - RÉVISION DES REDEVANCES

La redevance sera révisée, chaque année, en appliquant la formule mentionnée à l'article 2.

Chaque année, dans le cadre de son rapport annuel transmis à Alès Agglomération et à la Commune, le Concessionnaire mentionnera les nouvelles longueurs de réseau et surface de bâtis qui serviront de bases pour le calcul de la RODP.

Alès Agglomération et la Commune pourront formuler des observations sur les données transmises. Le cas échéant, les parties détermineront ensemble les données à appliquer.

ARTICLE 4 - VERSEMENT DE LA REDEVANCE

A compter du versement de la RODP 2022, puis chaque année, avant le 30 juin, le Concessionnaire versera à la commune le montant de la RODP relative à l'année en cours calculé en fonction des éléments communiqués dans le dernier rapport annuel du Concessionnaire.

ARTICLE 5 - PRISE D'EFFET - DURÉE

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature.

La présente convention est conclue pour la durée du contrat de Concession qui lie Alès Agglomération et le Concessionnaire.

ARTICLE 6 - RÉSILIATION

Chaque partie dispose de la faculté de résilier la présente convention, par quelque motif que ce soit, par lettre recommandée avec AR avec préavis de 6 (six) mois.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_26-DE

ARTICLE 7 - CONTESTATIONS

Les contestations qui pourraient s'élever entre l'une ou l'autre des parties au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses de la présente convention seront soumises au Tribunal compétent.

Préalablement à cette instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le Préfet, qui s'efforcera de concilier les parties.

DONT ACTE.

Fait à ..... le.....

Pour la Commune	Pour Alès Agglomération	Pour le Concessionnaire
Le Maire Max ROUSTAN	Le Président Christophe RIVENQ	Le Directeur de Territoire Renaud ORSUCCI

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_27-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Département Paysage Nature
Tél : 04 34 24 70 91
Réf : GB/GS

N°21_05_27

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Adhésion à l'Association « Villes et villages où il fait bon vivre »

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la présence de la Ville d'Alès sur le palmarès 2021 des « Villes et villages où il fait bon vivre »,

Considérant la valorisation et la promotion liée au label « Villes et villages où il fait bon vivre »,

Considérant qu'il est proposé à la Ville d'Alès d'adhérer à l'association « Villes et villages où il fait bon vivre » pour obtenir l'accord d'exploitation de ce label,

Considérant que cette adhésion permettra de participer au développement des outils d'accompagnement et de promotion des communes labellisées, et notamment d'utiliser le logo et la marque « Villes et villages où il fait bon vivre »,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_27-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

APPROUVE

les statuts de la Société

DÉCIDE

- d'adhérer à l'Association « Villes et villages où il fait bon vivre », représentée par son Président Monsieur Thierry SAUSSEZ - Villes et villages où il fait bon vivre - 7 rue Laurin - 92500 RUEIL MALMAISON

- d'acquitter, le droit d'entrée de 2 640 € T.T.C. dans le cadre d'une nouvelle adhésion à partir de 2021, et la participation annuelle pour les années suivantes, révisée le cas échéant.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Gestion Ressources PEEJ
Tél : 04 66 86 75 99
Réf : MR/MD/PC/VJ/2021

N°21_05_28

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Adoption du règlement intérieur de la Maison de la Jeunesse de la Ville d'Alès

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°21_04_27 du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021 portant adoption du projet de fonctionnement de la Maison de la Jeunesse de la Ville d'Alès,

Vu la consultation lancée par la Ville d'Alès auprès d'environ 2500 jeunes âgés de 12 à 25 ans afin de connaître leurs besoins et attentes en matière d'actions en direction de la jeunesse et/ou d'équipements dédiés,

Considérant que, depuis de nombreuses années, la Ville d'Alès encourage la participation et l'expression des jeunes du territoire sur divers projets,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Considérant qu'à ce titre, la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération s'associent pour offrir aux jeunes de 11 à 25 ans, une proposition de services coconstruite et répondant à leurs besoins,

Considérant que la Maison de la Jeunesse doit permettre aux jeunes de 11 à 25 ans d'avoir accès à des animations, des loisirs éducatifs et des propositions pour construire leurs vacances, mais également d'accéder, quel que soit leur statut (scolaire, étudiant, demandeur d'emploi, salariés) à une information polyvalente toutes thématiques confondues (santé, prévention, mobilité, emploi, engagement citoyen, etc.,) et de pouvoir bénéficier d'un accompagnement personnalisé si besoin,

Considérant que, pour permettre le bon fonctionnement de la Maison de la Jeunesse, il convient de formaliser un règlement intérieur devant être respecté par toute personne extérieure à la structure (usagers, intervenants, prestataires, etc.),

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

ADOPTE

- le règlement intérieur de la Maison de la Jeunesse de la Ville d'Alès dès l'ouverture de l'établissement, dont le texte intégral est joint à la présente délibération,

- le règlement intérieur sera mis à disposition au sein des locaux de la Maison de la Jeunesse, remis en main propre et/ou consultable à partir du site Internet de la Ville d'Alès www.ales.fr (ou disponible sur simple demande auprès du Pôle Éducation Enfance Jeunesse).

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MAISON DE LA JEUNESSE

ARTICLE 1 – OBJET DU RÈGLEMENT

L'objet du présent règlement intérieur est de définir les conditions d'utilisation de la Maison de la Jeunesse par ses usagers.

ARTICLE 2 – PRÉSENTATION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET CONDITIONS D'ACCÈS

La Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération ont décidé d'établir et de gérer, dans le cadre de leurs compétences respectives, un espace unique dédié aux jeunes de 11 à 25 ans sur le territoire de la ville-centre de la communauté d'agglomération : la « Maison de la Jeunesse ».

La Maison de la Jeunesse est un lieu central, entièrement dédié aux jeunes âgés de 11 à 25 ans, leur offrant un accès à des animations, des loisirs éducatifs et des propositions pour construire et animer leurs vacances.

La Maison de la Jeunesse a également vocation à informer et/ou orienter les jeunes quelles que soient leurs attentes (emploi, santé, prévention, vacances, loisirs, mobilité, formation, accès aux droits, etc.) en étant un « point d'entrée » généraliste destiné à faire gagner du temps aux jeunes dans leurs démarches.

La Maison de la Jeunesse se situe en cœur de ville d'Alès, 10 Place Général Leclerc, avec une seconde entrée pour y accéder, au 10 Boulevard Louis Blanc à Alès.

Maison de la Jeunesse

10 Place Général Leclerc - 30100 Alès - 04.34.24.70.77

maisondelajeunesse@ville-ales.fr / www.ales.fr - https://www.espace-citoyen.fr

La Maison de la Jeunesse s'articule autour de l'offre de services suivante :

=> l'Espace **Animation-Loisirs,** géré par la Communauté Alès Agglomération avec :

- une **mise à disposition de ressources ludiques** (baby foot, billard, ping-pong, jeux…), d'un espace convivial et de détente (télé, distributeur de boissons…), et d'un espace permettant aux jeunes de faire réchauffer leur repas (réfrigérateur, micro-ondes, point d'eau..).

Accès libre et gratuit, sans inscription.

- l'Espace **Jeunes**, déclaré en Accueil de Loisirs Sans Hébergement 11-17 ans auprès du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES). L'Espace Jeunes propose une programmation d'activités et de sorties à chaque période de vacances scolaires ainsi qu'un accueil en période scolaire sur les temps méridiens et périscolaires.

Sur inscription et réservation (via le Dossier Unique d'inscription). Accès payant.

=> l'Espace **Ressources,** géré par la Ville d'Alès et labellisé **Point Information Jeunesse,** où le jeune peut :

- accéder librement à un espace documentaire et un espace numérique,
- bénéficier d'un accompagnement individuel et personnalisé en fonction de ses besoins,

Projet

- rencontrer des professionnels spécialisés dans le domaine de la prévention-santé, du soutien aux démarches administratives, de l'accès aux droits, de la mobilité européenne et internationale, etc,
- participer à des ateliers thématiques et des ateliers numériques,

L'accès est gratuit et ouvert à tous. L'inscription est uniquement nécessaire pour participer aux ateliers thématiques ou numériques.

ARTICLE 3 – HORAIRES ET PÉRIODES D'OUVERTURE / FERMETURE

La Maison de la Jeunesse est ouverte :

- en période scolaire : du lundi au vendredi, de 10h à 18h (non stop) et le samedi de 14h à 18h,
- pendant les vacances scolaires : du lundi au vendredi, de 10h à 18h (non stop).

Pour permettre la fermeture effective aux horaires affichés, l'évacuation du public est annoncée et peut commencer 10 minutes avant la fermeture des portes. Il appartient aux usagers d'en tenir compte et de s'organiser en conséquence.

Les périodes de fermeture annuelles sont fixées par la collectivité, affichées et portées à la connaissance du public.

ARTICLE 4 – ASSURANCES

La Communauté Alès Agglomération et la Ville d'Alès déclarent avoir souscrit un contrat responsabilité civile garantissant les événements mettant en cause leur responsabilité respective du fait de l'ensemble de leurs compétences et activités. Les garanties s'appliquent d'une façon générale en vertu notamment de la législation, réglementation ou jurisprudence, ou à titre contractuel.

Il est précisé que la Communauté Alès Agglomération et la Ville d'Alès ne sauraient être inquiétées ni leur responsabilité recherchée en cas de perte ou de vol des effets personnels des usagers (bijoux, portables, appareil électronique, ...).

ARTICLE 5 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)

La Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération accordent une importance majeure à la protection des données à caractère personnel et s'engagent donc à ce que leur collecte, leur traitement et leur conservation soient conformes au Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (règlement UE 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016) et à la loi Informatique et Libertés (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à la loi informatique, aux fichiers et aux libertés) ainsi qu'à l'Ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

Le responsable de traitement de ces données de la Ville d'Alès est Monsieur Max ROUSTAN, son Maire ; le responsable de traitement de la Communauté Alès Agglomération est Monsieur Christophe RIVENQ, son Président.

Les données à caractère personnel qui sont collectées permettent d'assurer les missions de service public exercées au sein de la Maison de la Jeunesse et de servir au mieux les attentes de son public.

Cette collecte est limitée au strict nécessaire et les données sont traitées avec la plus grande attention et le plus grand respect. Une fois recueillies, avec le consentement de l'usager et de son responsable légal si l'usager est mineur, les données à caractère personnel sont traitées au moyen de protocoles informatiques sécurisés.

Les données conservées sont stockées et traitées sur les serveurs informatiques de la collectivité au moyen d'applications professionnelles vérifiées~~,~~ et garanties conformes au RGPD par leurs éditeurs.

Toutes les mesures nécessaires (physiques, techniques et organisationnelles) sont prises pour empêcher, en l'état de l'art, toute violation des données à caractère personnel.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

La conservation de ces données est effectuée pour une durée de 13 mois (12 mois + 1 mois nécessaire au traitement administratif) ; l'adhésion et/ou l'inscription étant renouvelable gracieusement sur demande de l'intéressé et selon les modalités déjà suivies antérieurement.

Chaque usager dispose :

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

- d'un droit d'accès aux données traitées et qui le concerne,
- d'un droit d'opposition au traitement des données qui le concerne,
- d'un droit de rectification des données qui le concerne,
- d'un droit à l'effacement (ou droit à l'oubli) des données qui le concerne,
- d'un droit à la limitation du traitement des données qui le concerne,
- d'un droit à la portabilité des données qui le concerne,
- d'un droit d'opposition aux décisions individuelles automatisées et profilage,
- d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle eu égard aux données ~~le~~ qui le concerne.

Pour toute information ou exercice de vos droits RGPD et Informatique et Libertés sur les traitements de données personnelles gérés par la Communauté Alès Agglomération et la Ville d'Alès, vous pouvez contacter son délégué à la protection des données (DPO) :

Par courrier signé accompagné de la copie d'un titre d'identité à l'adresse suivante :

Communauté Alès Agglomération,
A l'attention du Délégué à la protection des données (DPO)
Bâtiment ATOME,
2 rue Michelet,
30105 Alès Cedex

Par courriel : dpo@alesagglo.fr, accompagné d'un titre d'identité scanné et en cours de validité.

ARTICLE 6 – VIE COLLECTIVE

La Maison de la Jeunesse est un lieu public de convivialité, d'échanges et de rencontres. Cependant, les usagers sont tenus de ne pas parler trop fort (notamment au sein de l'espace ressources), d'éviter de créer une nuisance sonore (téléphone portable, écoute de musique ou de sons de toute nature sans l'utilisation d'un casque,…) afin d'assurer un niveau sonore supportable à l'intérieur des locaux.

Il n'est pas autorisé de fumer, de vapoter, d'utiliser d'accessoires sportifs ou ludiques (rollers, skateboard, vélo,…) ainsi que tout appareil pouvant provoquer une gêne sonore, d'introduire des objets dangereux ou illicites.

L'usage des téléphones est autorisé dans la mesure où cet usage est discret.

La consommation de boisson alcoolisée n'est pas tolérée dans les locaux.

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, l'accès aux animaux est interdit, sauf pour les chiens accompagnateurs de personnes handicapées.

Les usagers se doivent de respecter les lieux ainsi que le matériel et équipement mis à leur disposition.
Un comportement correct et respectueux est exigé à l'égard des autres usagers ainsi que des personnes chargées de l'encadrement.

Tout comportement ou tenue vestimentaire incorrects vis-à-vis du public ou du personnel (état d'ébriété, violence physique ou verbale, acte délictueux) entraînent l'expulsion immédiate. L'équipe chargée de l'accueil et de l'encadrement veillera à faire respecter l'ordre et le respect.

La présence et le comportement des mineurs au sein de la Maison de la Jeunesse demeurent sous l'entière responsabilité des parents ou représentants légaux.

Les reportages, enquêtes, photographies, sondages, effectués à l'intérieur des locaux nécessitent l'accord préalable de la direction.

Les usagers sont priés de veiller sur leurs affaires personnelles ; la Maison de la Jeunesse décline toute responsabilité pour les vols dont ils pourraient être victimes.

Projet

Tout objet trouvé doit être remis à un membre de l'équipe de la Maison de la Jeunesse qui le déposera dans le bureau du responsable. Les objets de valeur (bijoux, montres, téléphones portables…) et pièces d'identité seront transmises aux services de la police municipale.

Les autres objets seront conservés dans la structure durant un mois. A l'expiration du délai de conservation et en cas de non-réclamation par son propriétaire, l'objet, selon sa nature, sera détruit ou donné à une œuvre caritative.

Les usagers sont tenus de respecter les gestes barrières et mesures sanitaires mises en place dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de la Covid-19. Toute personne utilisatrice de la Maison de la Jeunesse s'engage au respect du protocole sanitaire ainsi qu'à l'ensemble des mesures de prévention en vigueur et édictés par les encadrants.

ARTICLE 7 – PROCÉDURE D'URGENCE

Le Service Prévention des Risques a établi un Plan d'Organisation et de Mise en Sûreté d'un Établissement (POMSE) conjointement avec le responsable de la Maison de la Jeunesse.

Ce dernier est en charge de sa mise en œuvre et informera le Service Prévention des Risques de toute modification éventuelle.

Le document POMSE est consultable sur place, au sein de la Maison de la Jeunesse.

En cas d'alerte météorologique, la Communauté Alès Agglomération et la Ville d'Alès se réservent le droit, après en avoir informé les familles, de fermer la structure par mesure de sécurité.

ARTICLE 8 – RESPECT DU REGLEMENT INTÉRIEUR

Tout utilisateur est réputé avoir pris connaissance, avoir compris et accepté de se conformer aux termes du présent règlement.
La présence du jeune au sein de la Maison de la Jeunesse emporte acceptation pleine et entière de l'ensemble des dispositions du présent règlement intérieur par le(s) responsable(s) légal(aux).

Tout manquement au règlement peut entraîner, à titre temporaire ou définitif, une interdiction d'accès à la Maison de la Jeunesse, ou à la prise de mesures appropriées.

ARTICLE 9 – RÈGLEMENTS SPÉCIFIQUES

L'Espace Public Numérique de la Maison de la Jeunesse, géré par la Ville d'Alès, et l'Espace Jeunes Cœur de Ville 11-17 ans, géré par la Communauté Alès Agglomération, sont régis par des règlements spécifiques ci-après annexés.

Annexe 1 : Règlement intérieur de l'Espace Public Numérique de la Maison de la Jeunesse.

Annexe 2 **:** Règlement intérieur de l'ALSH Espace Jeunes Cœur de ville 11-17 ans de la Maison de la Jeunesse.

Les dispositions du présent règlement de la Maison de la Jeunesse sont applicables aux deux règlements précités, sauf lorsque ces derniers y dérogent expressément (exemple : inscriptions, tarification, etc.).

DONT ACTE

Le Maire d'Alès,

Max ROUSTAN

Le Président de la Communauté Alès Agglomération,

Christophe RIVENQ

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ESPACE PUBLIC NUMÉRIQUE DE LA MAISON DE LA JEUNESSE

(ANNEXE 1 au règlement intérieur de la Maison de la Jeunesse)

ARTICLE 1 - OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement définit les conditions d'utilisation des locaux, du matériel et des services de l'Espace Public Numérique (EPN) de la Maison de la Jeunesse.

ARTICLE 2 - VOCATION

Au sein de la Maison de la Jeunesse, l'Espace Public Numérique est un lieu d'accès, d'animation et d'accompagnement aux outils informatiques, bureautiques et multimédias.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'ACCÈS ET SERVICES PROPOSÉS

L'accès est gratuit et réservé aux jeunes âgés de 11 ans à 25 ans, en fonction des places disponibles.

L'équipe d'animation se réserve le droit de refuser l'accès à toute personne ne respectant pas le présent règlement et/ou, selon la situation considérée, ne respectant pas le règlement intérieur de la Maison de la Jeunesse.

En cas d'accueil de groupes, les accompagnateurs restent responsables du comportement des jeunes et/ou de leurs élèves durant leur présence dans les locaux de la Maison de la Jeunesse et notamment au sein de l'Espace Public Numérique. Ils doivent rester en permanence avec les jeunes dont ils ont la charge.

Différents types de services sont proposés, chacun soumis à des conditions d'accès spécifiques :

- Mise à disposition du matériel et de la ressource numérique associée, ne nécessitant pas d'accompagnement individualisé spécifique, utilisés en autonomie par le jeune placé sous la surveillance de l'animateur.

Accessible sans condition préalable d'inscription, ni autorisation parentale écrite (pour les mineurs).

- Accompagnement individualisé, effectué par l'animateur de l'EPN, mais ne nécessitant pas de collecte et/ou de traitement de données personnelles (ex : aide à la recherche d'information, mise en forme de documents, élaboration d'un CV, d'un rapport de stage, d'un exposé, etc.).

Accessible sans condition préalable d'inscription, ni autorisation parentale écrite (pour les mineurs).

- Ateliers numériques collectifs dont la programmation et la thématique sont définies et communiquées à l'avance. La participation aux ateliers est limitée au nombre de places disponibles.

Accessibles sur inscription préalable et sur présentation d'une autorisation parentale écrite (pour les mineurs) ; documents disponibles sur simple demande auprès de la Maison de la Jeunesse ou téléchargeables sur le site www.ales.fr.

L'accès à l'espace numérique à titre individuel est impossible dès lors que des ateliers thématiques (sur inscription) sont organisés. Le planning des ateliers est communiqué et affiché au moins une semaine à l'avance.

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Dans le cadre de l'accès à titre individuel, la priorité est donnée aux recherches et/ou utilisations à des fins autres que ludiques telles que celles en lien avec un projet scolaire, professionnel, personnel, etc.

La durée de consultation n'est pas limitée mais le devient (30 minutes) dès lors qu'une autre personne attend pour l'utilisation d'un poste.

Toute transaction commerciale de type achat en ligne est fortement déconseillée. Il est demandé aux utilisateurs de privilégier l'usage d'un poste informatique privé pour effectuer ce type de transaction.

ARTICLE 4 - OUVERTURE

L'Espace Public Numérique est ouvert du lundi au vendredi, de 10h à 18h et le samedi de 14h à 18h en période scolaire, et du lundi au vendredi de 10h à 18h en période de vacances scolaires.
Concernant le libre accès et les ateliers, les utilisateurs doivent se référer au planning affiché dans les locaux. La Ville d'Alès se réserve le droit de modifier les heures d'ouverture et les conditions d'utilisation de cet espace lorsqu'elle le juge nécessaire. Dans ce cas, les utilisateurs sont, si possible, avertis à l'avance, entre 24h et 48h, par voie d'affichage.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'INSCRIPTION

5.1 - Accès libre et/ou accompagnement individualisé :

- A titre individuel :

L'accès libre à l'EPN, couplé ou non à un accompagnement individualisé, n'est pas soumis à inscription préalable. Il est toutefois conditionné au nombre de places disponibles.

- Pour les groupes :

L'EPN peut être mis à disposition de groupes constitués (scolaires, associatifs, centres sociaux, etc) pour divers usages effectués en autonomie (recherches documentaires, formation, travaux en petits groupes, etc.).
Compte tenu du nombre de places disponibles, le responsable du groupe doit au préalable se rapprocher des animateurs de l'EPN afin de réserver un créneau horaire et ce, au moins une semaine à l'avance.

5.2 - Participation aux ateliers numériques collectifs :

- A titre individuel :

La participation aux ateliers numériques nécessite une inscription préalable auprès des animateurs de l'EPN avec production d'une fiche d'inscription et d'une autorisation parentale pour les mineurs. Ces documents sont disponibles sur simple demande auprès des animateurs ainsi que sur le site de la Ville d'Alès www.ales.fr.

Une fois complétés, ces documents peuvent être déposés sur place ou transmis par mail à : maisondelajeunesse@ville-ales.fr ou encore par courrier postal à : Maison de la Jeunesse, 10 Place Général Leclerc 30100 ALES.

Ces documents sont valables pour toute la durée de l'année scolaire et sont conservés jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, complétée d'un délai supplémentaire de 3 mois à des fins de consultation ou si une vérification s'avérait nécessaire. A cette échéance, ils sont ensuite détruits.

Dès lors que ces documents ont été produits, la réservation d'une place au sein d'un atelier est possible auprès des animateurs, par téléphone ou par mail, jusqu'à 24h au plus tard avant la date de l'atelier.

- Pour les groupes :

Compte tenu du nombre limité de places, il est vivement conseillé de réserver le plus tôt possible auprès des animateurs de l'EPN.

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

La structure encadrante est responsable de la collecte, de la vérification et de la conservation des autorisations parentales.

ARTICLE 6 - COMPORTEMENT

Il est formellement interdit de fumer, de manger, de boire, de faire pénétrer des animaux dans les locaux. L'utilisation du téléphone portable ne doit pas gêner les autres utilisateurs.

Une tenue vestimentaire décente est exigée.

Les personnes ayant un comportement bruyant, agressif, violent ou nuisible à une bonne ambiance peuvent être exclues de l'EPN.

Les personnes ayant un comportement irrespectueux à l'égard des animateurs peuvent faire l'objet de mesures d'exclusion temporaire ou définitive selon la gravité des faits constatés.

La responsabilité de la Ville d'Alès ne peut être engagée en cas de perte, de vol ou de détérioration des effets personnels des usagers.

L'utilisateur est seul responsable de tout dommage, matériel ou immatériel (sur les équipements informatique et mobilier), causé par lui-même aux biens et services offerts au sein de l'EPN. La responsabilité civile et/ou pénale de l'utilisateur (ou de son responsable légal) pourra être engagée en cas de dommage causé, de quelque nature que ce soit, suite à l'utilisation des matériels et services fournis par l'EPN.

ARTICLE 7 - UTILISATION DU MATÉRIEL

L'utilisateur s'engage à respecter et utiliser convenablement le matériel mis à sa disposition, ne pas se rendre coupable d'un acte interrompant le fonctionnement du matériel ou du réseau (ex : débrancher un câble).
En cas de dysfonctionnement constaté ou supposé, l'utilisateur doit immédiatement solliciter un animateur.

Tout support de stockage provenant de l'extérieur (clé USB, disque dur, etc.) doit obligatoirement faire l'objet d'une vérification anti-virus. L'utilisateur doit impérativement solliciter l'animateur de l'EPN afin que ce dernier assure ce contrôle préalable.

ARTICLE 8 - UTILISATION DU RÉSEAU INTERNET

L'utilisateur reconnaît qu'à l'exception des contenus désignés et reconnus comme étant libres de droits, les contenus disponibles sur le réseau Internet (tels que notamment les logiciels, les sons, les musiques, les photographies, les vidéos, les images animées ou non) sont protégés par le Code de la propriété intellectuelle. A ce titre, l'utilisateur s'interdit d'utiliser, de reproduire, de diffuser, de modifier ou de distribuer à titre gratuit ou onéreux lesdits contenus, et, reconnaît que toute violation d'un droit de propriété intellectuelle constitue une contrefaçon entraînant des sanctions civiles et pénales.

L'utilisateur est responsable de l'usage et de la légalité des données et des services qu'il consulte, interroge, modifie, télécharge et/ou transfère sur Internet.

Toute communication non sollicitée ou non désirée d'un utilisateur internaute à un autre, de manière répétée (cyberharcèlement) est strictement interdite.

Par conséquent, est interdit tout envoi de courriel ou de message à caractère publicitaire ou promotionnel à toute personne utilisant ou non le service offert par l'EPN.

L'Espace Public Numérique ne peut en aucun cas être tenu responsable de la fiabilité de la transmission des données, des temps d'accès, des éventuelles restrictions ou empêchements d'accès sur des réseaux et/ou serveurs spécifiques connectés au réseau Internet.

L'utilisateur s'engage donc à ne pas consulter et ne pas diffuser de contenus, quelles que soient

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

leur forme ou leur nature :

- contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs,
- à caractère menaçant, injurieux, diffamatoire, raciste, antisémite, xénophobe ou portant atteinte à l'honneur ou la réputation d'autrui,
- incitant à la discrimination et/ou à la haine d'une personne ou d'un groupe de personnes déterminé en raison de son origine ou son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion,
- à caractère pornographique, pédopornographique ou pédophile,
- incitant à commettre un délit, un crime ou un acte de terrorisme ou faisant l'apologie des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, et/ou du terrorisme,
- incitant d'une quelconque manière au suicide,
- permettant à des tiers de se procurer et/ou d'utiliser directement ou indirectement des virus informatiques, des logiciels et biens numériques piratés ou des logiciels permettant des actes de piratage, d'intrusion et/ou de cryptage dans des systèmes informatiques et de télécommunications, et, d'une manière générale, tout outil logiciel ou autre permettant de porter atteinte aux droits d'autrui et à la sécurité des personnes et des biens.

ARTICLE 9 - COLLECTE, TRAITEMENT ET UTILISATION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Le responsable de traitement des données à caractère personnel de la Ville d'Alès est Monsieur Max ROUSTAN, son Maire.

La Ville d'Alès s'engage à ce que la collecte et le traitement des données de l'utilisateur, effectués dans le cadre de l'inscription à l'Espace Public Numérique de la Maison de la Jeunesse, soient conformes au Règlement n°2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et à l'Ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

Pour toute collecte d'informations privées, la Ville d'Alès informe l'utilisateur qu'il dispose :

- d'un droit d'accès aux données et aux informations concernant le traitement des données qui le concernent,
- d'un droit d'opposition au traitement des données qui le concernent,
- d'un droit de rectification des données qui le concernent,
- d'un doit à l'effacement (ou le droit à l'oubli) des données qui le concernent,
- d'un droit à la limitation du traitement des données qui le concernent,
- d'un droit à la portabilité des données qui le concernent,
- d'un droit d'opposition aux décisions individuelles automatisées et profilage,
- d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle eu égard aux données qui le concernent.

La Maison de la Jeunesse limite la collecte de données personnelles au strict nécessaire (minimisation des données) et indique notamment :

- qui est le responsable de traitement de la collectivité qui recueille et conserve ces données personnelles ;
- quels sont les objectifs du recueil de ces données (finalités) ;
- si ces données sont obligatoires pour la gestion de la demande de l'utilisateur ;
- qui peut en prendre connaissance (uniquement les services concernés de la Ville d'Alès en principe, sauf précision dans le formulaire lorsqu'une transmission à un tiers de confiance est strictement nécessaire à la gestion de la demande de l'utilisateur) ;

Projet

- quel est le temps de conservation de ces données personnelles, et leur sort (ainsi que celui d'éventuelles copies, sur quelque support que cela puisse être), à l'issue de leur durée d'utilité pratique et légale.
- les droits Informatiques et Libertés de l'utilisateur et la façon de les exercer auprès de la collectivité territoriale et de la CNIL.

Pour toute information ou exercice des droits RGPD et Informatique et Libertés sur les traitements de données personnelles gérées par la Ville d'Alès, l'utilisateur peut contacter le Délégué à la protection des données (DPO) :

- *Par courrier, signé et accompagné de la copie d'un titre d'identité, à l'adresse suivante :*

A l'attention du Délégué à la protection des données (DPO)
Bâtiment ATOME – 2 rue Michelet – 30105 Alès Cedex

- *Par courriel : dpo@alesagglo.fr, accompagné de la copie d'un titre d'identité scanné et en cours de validité.*

ARTICLE 10 - RESPECT DU RÈGLEMENT

Tout utilisateur de l'EPN est réputé avoir pris connaissance, compris et accepté de se conformer aux termes du présent règlement.

Par ailleurs, ce dernier s'engage à respecter les dispositions du règlement intérieur de la Maison de la Jeunesse.

Tout manquement au présent règlement peut entraîner, à titre temporaire ou définitif, une interdiction d'accès à l'EPN et/ou à la Maison de la Jeunesse ou à la prise de mesures appropriées.

Le Maire

Max ROUSTAN

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASLH ESPACE JEUNES COEUR DE VILLE DE LA MAISON DE LA JEUNESSE

(ANNEXE 2 au règlement intérieur de la Maison de la Jeunesse)

Projet

ARTICLE 1 – CONDITIONS D'ACCÈS

1-1 : Périodes d'ouverture et de fermeture

Géré par la Communauté Alès Agglomération, l'Espace Jeunes 11-17 ans, fonctionne selon les modalités ci-après :

Période scolaire :

- Lundi : de 11h30 à 14h
- Mardi : de 11h30 à 14h puis de 16h à 19h (de 18h à 19h30 : activité au gymnase Jean Macé)
- Mercredi : de 11h30 à 18h
- Jeudi : de 11h30 à 14h
- Vendredi : de 11h30 à 14h puis de 16h à 19h (de 18h à 19h30 : activité au gymnase Jean Macé)
- Samedi : environ 10 sorties sur l'année selon programmation (entre octobre et juin)

Période de vacances scolaires :

Ouverture à la journée, à la demi-journée ou en soirées (réservation(s) à la semaine. Horaires établis et communiqués en fonction du programme d'activités.

1-2 : Modalités d'accueil et de sortie

Par mesure de sécurité, le(s) responsable(s) légal(aux) a(ont) l'obligation d'accompagner son(leur) enfant à l'intérieur de la Maison de la Jeunesse. Il(s) est(sont) seul(s) responsables de l'enfant jusqu'aux locaux.

A la sortie de l'Espace Jeunes, le jeune ne pourra repartir qu'avec une personne majeure clairement identifiée et désignée par son(ses) responsable(s) légal(aux) sauf mention expresse précisée dans le Dossier Unique d'inscription autorisant le jeune « à rentrer seul à son domicile à la fin des activités et/ou du transport ».

Les personnes majeures autorisées pour venir récupérer le jeune devront obligatoirement être mentionnées sur la fiche de liaison tenue par la direction, faute de quoi ce dernier ne quittera pas le site.
Ces personnes devront se présenter avec une carte d'identité auprès de la direction.

Toute modification du planning d'ouverture pourra être apportée ultérieurement et sera communiquée à l'avance à un responsable légal.

Les agents de la Communauté Alès Agglomération ou mis à disposition de la Communauté ne sont pas habilités à assurer l'accueil des jeunes en dehors des heures d'ouverture. Le(s) responsable(s) légal(aux) doit(vent) respecter scrupuleusement les horaires. Du respect de ces horaires dépend la qualité de vie et des activités de l'Espace Jeunes.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

1-3 : Retard exceptionnel

Si un jeune est encore présent sur la structure alors que l'horaire de fermeture est dépassé, le responsable de l'Espace Jeunes contactera les parents.

En cas d'impossibilité de joindre directement le(s) responsable(s) légal(aux) ou d'abus flagrant dans le non-respect des horaires, le responsable de la structure laissera un message sur le répondeur téléphonique de la famille.

Après avoir épuisé toutes les possibilités pour joindre les parents, le Directeur pourra faire appel au commissariat qui lui indiquera la conduite à tenir.

A titre exceptionnel, un responsable légal peut demander à reprendre son (ou ses) enfant(s) avant le début de l'accueil du soir. Dans ce cas, il doit en informer rapidement le responsable de la structure afin de savoir s'il leur est possible de le faire (en fonction des activités organisées ce jour-là) et signer auprès de lui une décharge de responsabilité.

Toute arrivée tardive doit être signalée la veille auprès du Directeur. Faute d'avertissement et d'accord préalable du Directeur, le jeune ne sera pas accepté au sein de l'Espace Jeunes.

L'arrivée tardive du jeune n'ouvre pas droit à dégrèvement du tarif de la demi-journée ou de la journée applicable.

1-4 : Transport

Les familles seront informées des sorties hors du territoire de la Communauté Alès Agglomération et signeront une autorisation de sortie spécifique. Les activités qui nécessitent un temps de trajet conséquent pourront donner lieu à un départ ou un retour à la Maison de la Jeunesse, hors cadre horaire. Les familles en seront averties quand elles signeront l'autorisation de sortie.

Les familles seront informées par téléphone en cas de retard supérieur à 30 minutes.

ARTICLE 2 - ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

L'équipe pédagogique est constituée d'un Directeur, garant du bon fonctionnement de l'accueil de loisirs, et d'animateurs(trices) recruté(e)s répondant à la réglementation et aux instructions du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (SDJES).

L'équipe pédagogique participe à tous les moments de la vie des jeunes.

Elle veille à ce qu'ils aient un comportement respectueux vis-à-vis des adultes et des autres jeunes.

Les animateurs(trices) mettent en place avec les jeunes un programme d'activités variées et de qualité en rapport avec un projet éducatif et pédagogique.
La Communauté Alès Agglomération est garante de la sécurité morale, physique et affective des jeunes.

Coordonnées utiles :

Pour toute demande d'information, en cas de retard ou pour toute autre difficulté, le responsable légal du jeune accueilli pourra contacter les interlocuteurs suivants :

- Espace Jeunes du Cœur de Ville – Maison de la Jeunesse :
Mail : espacejeunescoeurdeville@alesagglo.fr
Tél : 06 32 83 06 22

- Service Gestion des Accueils – Mairie Prim' - 11 rue Michelet 30100 Alès
Tél : 04 66 56 11 11 ou 04 66 56 11 37

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

ARTICLE 3 – PROCÉDURE DE PRÉ-INSCRIPTION ET DE RÉSERVATION :

3-1 : Étape 1 : Le dossier unique de pré-inscription

Avant toute fréquentation, une pré-inscription est obligatoire.
Les familles ont la possibilité de créer un compte personnel sur l'espace citoyen : www.espace-citoyens.net/alesagglo et de gérer notamment toutes les formalités concernant la fréquentation de l'Espace Jeunes (inscription, réservation/annulation, paiement...).

Un dossier unique de pré-inscription complet devra obligatoirement être rempli sur papier ou en ligne (présence de toutes les pièces et autres informations sollicitées).

Ce dossier unique de pré-inscription qu'il soit réalisé en format papier ou en format numérique ne vaut pas réservation automatique du jeune.

Les familles pourront retirer un dossier unique de pré-inscription à Mairie Prim' - 11 rue Michelet 30100 Alès ou au sein de la Maison de la Jeunesse.

Les dossiers de pré-inscriptions doivent être remplis prioritairement sur l'espace citoyen d'Alès Agglomération (www.espace-citoyens.net/alesagglo) ou auprès du **Service Gestion des Accueils** situé à **Mairie Prim'** (11 rue Michelet 30100 Alès). Dans les deux cas, l'inscription sera finalisée et validée par ce service.

L'absence de dossier ou un dossier incomplet entraîne l'impossibilité de réserver et de payer en ligne ainsi que le refus de l'enfant à l'Espace Jeunes.

Il est important que les informations données lors de l'inscription soient parfaitement exactes. En cas de changement (adresse, numéros de téléphone, rappel de vaccination...), les parents doivent IMPÉRATIVEMENT les communiquer au Service Gestion des Accueils ou modifier les informations renseignées sur l'espace famille et citoyen.

Les familles doivent obligatoirement informer l'organisateur en cas de handicap, allergies, maladies chroniques (etc), de leur enfant.

Rappel des pièces obligatoires à fournir :

=> Lors de la 1ère inscription, toutes les pièces de 1 à 10 doivent être transmises.
=> Pour un renouvellement, seules les pièces de 4 à 10 doivent être transmises.

1- Livret de famille ou acte de naissance avec filiation complète de moins de 3 mois,

2- Justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture d'eau, électricité ou de téléphone),

3- 1 photo d'identité récente du jeune – dimension 3,5 x 4,5 cm (écrire le nom et le prénom du jeune au dos de la photo),

4- Numéro allocataire CAF ou MSA,

5- Notification de l'Aide aux Temps Libres (bon CAF) si bénéficiaire ou ayant-droit (réservé aux ALSH),

6- Attestation d'assurance en responsabilité civile extrascolaire nominative du jeune couvrant la période du 1er septembre au 31 août de l'année scolaire,

7- Copie du carnet de santé (page vaccination) ou certificat de vaccination,

8- L'annexe « renseignements médicaux »,

9- L'annexe contact pour les foyers ou les familles d'accueil,

10- L'annexe « RGPD ».

3-2 : Étape 2 : Validation de la pré-inscription

Quelle que soit sa version, informatique ou papier, le dossier unique une fois rempli par les familles sera étudié et validé par les services compétents de la Communauté Alès Agglomération. Le responsable légal ou la personne en charge du jeune recevra une confirmation.

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Exception : Une fois le dossier validé, le Service Gestion des Accueils sis 11, rue Michelet à Alès délivrera aux familles une carte « *Pass loisirs 3/17 »* pour chaque jeune inscrit.

Cette carte est fournie gratuitement lors de la première inscription en Espace Jeunes et reste valable 3 ans. Son renouvellement en cas de perte ou de vol entraînera une facturation de 10 euros à la charge des familles pour l'obtention d'une nouvelle carte nominative.

Attention : cette confirmation ne vaut pas réservation d'une place à l'Espace Jeunes.

Tout changement d'état civil (adresse, téléphone…) doit être signalé dans les plus brefs délais au Service compétent ou par internet.

3-3 : Étape 3 : Réservation des activités :

Les familles ont la possibilité de réserver en ligne sur l'espace citoyen : www.espace-citoyens.net/alesagglo. Sinon, pour réserver les jours ou les périodes souhaitées et valider votre présence sur nos listes, suivez les indications figurant dans le tableau ci-après.

Les dates d'ouvertures des réservations évoluent en fonction des périodes de l'année. Un échéancier est à votre disposition pour réserver les activités en fonction des périodes de l'année.

Les réservations sont prises en fonction des capacités d'accueil de chaque groupe d'âge. La capacité d'accueil peut être amenée à évoluer en fonction des saisons et des périodes. Il est donc vivement conseillé de se renseigner sur la capacité d'accueil de l'Espace Jeunes auprès du service compétent avant l'approche de la date de clôture des réservations.
Si les capacités d'accueil sont atteintes lors de votre réservation alors, vous serez informé de votre positionnement sur liste d'attente.

Les réservations sont enregistrées au fur et à mesure de leur arrivée, dans la limite des places disponibles et dans le respect des dates limites indiquées dans le tableau, ci-après.

Les jeunes ne figurant pas sur les listes d'appels ne pourront pas être accueillis sur la structure.

3-4 : Annulation de la réservation :

Les familles ont la possibilité de modifier ou d'annuler leur réservation par téléphone ou en ligne.
Les délais d'annulation indiqués dans le tableau ci-après doivent être respectés par les familles.
Les annulations sollicitées en-dehors de ce délai ne seront pas prises en compte et seront facturées.
Au-delà de ces délais, la réservation de l'enfant est prise en compte et sera facturée même en cas d'absence justifiée.

SYNTHÈSE		
Étape 1 **Retrait/dépôt du dossier unique de Pré-inscription**	**Étape 2** **Validation du dossier**	**Étape 3** **Réservation de l'activité ou annulation des réservations**
Directement en ligne sur www.espace-citoyens.net/alesagglo ou **Service Gestion des Accueils (Mairie Prim')**	Alès Agglomération Confirmation via la réception d'un ***Pass loisirs 3/17*** valable 3 ans	Un échéancier est à disposition auprès du Service Gestion des Accueils de Mairie Prim' ainsi que sur l'espace famille et citoyen (site internet). • **Réservations et Annulations directement en ligne sur :** www.espace-citoyens.net/alesagglo : **Pour les mercredis en période scolaire :** 1 semaine avant (au plus tard le mercredi précédent avant minuit). **Pour les jours de réservation en période de vacances scolaires :** 1 semaine avant le dernier jour d'école du calendrier scolaire (avant minuit).

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

		• **Réservations et Annulations** auprès du **Service Gestion des Accueils** au Service Inscriptions ou par téléphone au : 04 66 56 11 11 ou 11 37 : **Pour les mercredis en période scolaire :** 1 semaine avant (au plus tard le mercredi précédent avant 16h00). **Pour les jours de réservation en période de vacances scolaires :** 1 semaine avant le dernier jour d'école du calendrier scolaire (avant 16h00). Attention : PAS d'annulation possible pendant les vacances d'été.

ARTICLE 4 – ASSURANCES

Le(s) responsable(s) légal(aux) de l'enfant s'engage(nt) à souscrire une assurance responsabilité civile individuelle garantissant les activités extrascolaires de l'enfant et à produire au moment de l'inscription à l'Espace Jeunes de la Communauté Alès Agglomération une copie de l'attestation de ladite assurance couvrant la période des activités de loisirs (y compris la période estivale si le jeune est inscrit pour les mois de juillet et/ou août).

Cette assurance devra garantir notamment les éventuels dommages corporels ou matériels causés par l'enfant à un tiers et devra couvrir les dommages que le jeune pourrait subir du fait des activités pratiquées.

Ces renseignements seront portés dans le dossier unique de pré-inscription.

ARTICLE 5 – TARIFS ET FACTURATION

Les tarifs sont fixés par délibération du Conseil de Communauté.

Ces derniers sont appliqués en fonction du quotient familial indiqué sur le Service CDAP de la Caisse d'Allocations Familiales du Gard (cf : article 6).

En cas de manquement, la Communauté Alès Agglomération se réserve le droit d'effectuer le passage en perception de la dette et de refuser une nouvelle réservation de l'enfant en cas de non règlement de la facture.

En fonction des capacités d'accueil et sur justificatif d'un événement important, un enfant peut être accueilli sans réservation à un tarif unique majoré voté par le Conseil communautaire.

Une facture sera transmise au(x) responsable(s) légal(aux) suivant les réservations et les consommations du mois précédent, avec paiement le mois suivant (système de post-facturation).

Toute réservation effectuée entraînera facturation, sauf juste et préalable annulation dans les conditions ci-dessus mentionnées.

Toute absence à l'Espace Jeunes se traduira par la facturation au responsable légal, et le cas échéant, de la part prise en charge par la CAF (Aide aux Temps Libres), par la Communauté Alès Agglomération.

La Communauté Alès Agglomération attire l'attention sur le fait que la prise en charge de la CAF (ATL) ne s'effectue que dans le cas où le jeune est effectivement venu au sein de l'Espace Jeunes**.** Ainsi, faute d'annulation juste et préalable, le responsable légal pourra se voir assujetti au paiement de la part habituellement prise en charge par la CAF.

Attention : Il ne sera procédé à aucun remboursement, ni à aucun report de journée, de demi-journée ou de semaine en cas d'absence.

Remboursement exceptionnel en cas :

- d'hospitalisation longue (supérieure à 7 jours) avec présentation d'un certificat médical,
- de présentation d'un certificat médical stipulant expressément que le jeune n'est pas en capacité médicale de pouvoir accéder aux activités dispensées par l'Espace Jeunes.

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

ARTICLE 6 – SERVICE Consultation du dossier allocataire par les partenaires (Cdap) :

Afin de faciliter la constitution des dossiers administratifs, la Caisse d'Allocations Familiales du Gard met à disposition un service Internet à caractère professionnel qui permet de consulter directement les éléments des dossiers d'allocations familiales.

De ce fait, par l'acceptation du présent règlement, le(s) responsable(s) légal(aux) autorise(nt) la Communauté Alès Agglomération à consulter les informations nécessaires au traitement du dossier par l'intermédiaire d'Internet sur le Service Cdap.

Le Quotient Familial sera notifié lors de la première inscription et remis à jour en janvier. Le quotient peut être actualisé en cours d'année, sur demande du représentant légal, en cas de changement de situation mais sans effet rétroactif.

ARTICLE 7 – AUTORITÉ PARENTALE – SÉPARATION DES PARENTS :

Les parents sont présumés détenir conjointement l'autorité parentale. Ils doivent prendre ensemble les décisions importantes concernant la vie de leur(s) enfant(s).

En cas de désaccord entre les parents, la Communauté Alès Agglomération pourra suspendre la réservation du jeune à l'Espace Jeunes, dans l'attente d'une décision du Juge des Affaires Familiales.

Il appartiendra aux parents de communiquer, dans les plus brefs délais, au service compétent une copie de la décision du Juge aux Affaires Familiales indiquant l'identité de la personne détentrice de l'autorité parentale en cas de séparation ou de divorce.

ARTICLE 8 – SANTÉ DES JEUNES :

Les jeunes doivent être soumis aux vaccinations obligatoires prévues par la législation en vigueur.

Les troubles de la santé évoluant sur une longue période (handicap, allergies, maladies chroniques, etc...) devront être portés à la connaissance de la Communauté Alès Agglomération à l'occasion de la constitution du dossier unique.

Un Projet d'Accueil Individualisé (PAI) pourra être constitué, en cas d'acceptation de l'enfant au sein de l'Espace Jeunes, et après concertation avec son (ou ses) représentant(s) légal(aux) et le personnel médical habilité.

Il est ici précisé que la Communauté Alès Agglomération a mis en place un partenariat avec le Relais Loisirs Handicap 30. Les familles doivent obligatoirement contacter cette association en amont de l'inscription. Le Relais Loisirs Handicap 30 mettra alors en place un Projet d'Accueil Personnalisé (PAP) pour le jeune avec les familles et l'Espace Jeunes.

Toute allergie médicamenteuse, alimentaire ou contre-indication particulière doit être signalée au Directeur et doit faire l'objet d'un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) validé par le Relais Loisirs Handicap 30.

Dans l'hypothèse où des troubles de cette nature seraient signalés ou apparaîtraient, la Communauté Alès Agglomération se réserve le droit, après mise en demeure, de suspendre l'autorisation d'accès du jeune à l'Espace Jeunes tant que la famille (représentant légal) n'aura pas engagé les démarches nécessaires.

Les jeunes ne peuvent pas être accueillis en cas de fièvre ou de maladie contagieuse.

Aucun médicament, même homéopathique, ne sera administré, sauf validation du Relais Loisirs Handicap 30 dans le cadre du PAI.
Il est ainsi souhaitable que les médicaments soient prescrits pour des prises matin et soir.

Il est demandé au(x) responsable(s) légal(aux) de traiter leur enfant en cas de pédiculose (poux). Si cela n'est pas fait, la Communauté Alès Agglomération se réserve le droit de suspendre l'autorisation d'accès du jeune à l'Espace Jeunes.

Projet

En cas d'accident ou si le jeune présente des symptômes anormaux (nausées, etc), le Directeur de l'Espace Jeunes préviendra le représentant légal. Il pourra lui être demandé de venir chercher le jeune. En cas d'impossibilité de joindre un représentant légal, un message lui sera laissé par le Directeur. Ce message informera le représentant légal de la situation.

Dans tous les cas, le Directeur prendra toutes les dispositions rendues nécessaires par l'état de santé, maladie ou accident du jeune et fera appel si besoin au SAMU. Tout accident grave survenu dans les locaux de l'Espace Jeunes ou à l'occasion de son fonctionnement sera notifié sur le registre d'infirmerie.

A cet effet, la famille doit toujours fournir des coordonnées téléphoniques à jour auxquelles elle peut être jointe. La direction du service ALSH sera informée par le Directeur de l'Espace Jeunes sans délai de cette prise en charge médicale.

ARTICLE 9 – AUTORISATION DE SORTIE :

Les représentants légaux seront informés de toutes les sorties organisées par l'Espace Jeunes.

L'acceptation du présent règlement intérieur emporte autorisation donnée par le représentant légal à la Communauté Alès Agglomération pour accompagner, par tout moyen et sous sa surveillance, le (ou les) jeune(s) concerné(s) sur l'ensemble du territoire communautaire durant les jours et horaires d'ouverture de l'Espace Jeunes.

Pour toutes sorties en-dehors de la Communauté Alès Agglomération ou en-dehors du cadre horaire, une autorisation spécifique à chaque sortie sera sollicitée, précisant le lieu, la date et les horaires. Sans cet accord exprès, le jeune ne sera pas autorisé à quitter l'Espace Jeunes pour participer à cette sortie.

ARTICLE 10 – PISCINE – ACTIVITÉS AQUATIQUES

Dans le cas où le jeune ne saurait pas nager par ses propres moyens, le(s) responsable(s) légal(aux) en informera(ont) sans délai et par écrit les services compétents.
Par ailleurs, et d'une façon générale, tout refus d'un représentant légal quant à la participation de son ou de ses enfants à des activités aquatiques devra être porté à la connaissance des services compétents.
La pratique de certaines activités est subordonnée à la fourniture d'une attestation de réussite à un test aquatique (canoë-kayak, nage en eau vive, voile, canyonisme…).

ARTICLE 11 – AUTORISATION D'IMAGE

Cette autorisation gracieuse est consentie pour une année scolaire et couvre, pour le monde entier, les éléments suivants sans que cette liste soit exhaustive :

- les diffusions et les rediffusions par tous services de télévision cessionnaires, par tous réseaux de communication électroniques, analogiques et/ou numériques ou par tous moyens de mise à disposition auprès du public existants ou à venir et à destination des écrans de réception sur terminaux fixes ou mobiles, et quelles que soient les conditions commerciales de fourniture au public,
- l'exploitation de tous éléments par la communication au public par affichage (affiches, brochures, etc), la presse (papier ou numérique) professionnelle ou non, par la publication de revue, de magazine, de livre ou autre ouvrage, etc,
- toute promotion ou présentation y compris sous forme d'images arrêtées (captures d'écran), de photographies, etc. sur tout support et sur tout réseau de communication au public par voie électronique et par tous moyens de mise à disposition auprès du public,
- la mise en ligne des images (photo ou vidéo) par tout service internet fixe ou mobile, téléphonie mobile et quelles que soient les conditions commerciales de fourniture au public,
- l'éventuel vidéogramme des images (notamment VHS, DVD, CD Rom, DVD Rom, etc),
- la réalisation et la diffusion de bandes annonces, (…),

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

- la reproduction sur tout support d'extraits d'images en vue de leur représentation publique sur tout le réseau de communication au public par voie électronique et par tout moyen de mise à disposition existant ou à venir (…).

ARTICLE 12 – RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES (RGPD)

Pour toute information ou exercice de vos droits RGPD et Informatique et Libertés sur les traitements de données personnelles gérés par la Communauté Alès Agglomération vous pouvez contacter son délégué à la protection des données (DPO) :

Par courrier signé et accompagné de la copie d'un titre d'identité à l'adresse suivante :

Communauté Alès Agglomération,
A l'attention du Délégué à la protection des données (DPO)
Bâtiment ATOME
2 rue Michelet
30105 Alès Cedex
Par courriel : dpo@alesagglo.fr, accompagné d'un titre d'identité scanné et en cours de validité.

ARTICLE 13 – SANCTIONS

Hormis cas particulièrement grave, si le comportement d'un jeune ou de l'un de ses représentants (parent, tuteur, etc.) perturbe de façon importante et/ou durable le fonctionnement et la vie collective de la structure, le représentant légal en sera averti oralement par l'équipe de direction puis, éventuellement, en cas de récidive, par courrier recommandé avec accusé de réception au domicile du représentant légal du jeune.

Si malgré ces 2 avertissements (oral puis écrit), le trouble venait à persister, la Communauté Alès Agglomération aura la possibilité d'exclure provisoirement ou définitivement le jeune.

L'exclusion temporaire ou définitive du jeune sera notifiée, par les services compétents de la Communauté Alès Agglomération au(x) représentant(s) légal(aux), par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de réintégration du jeune exclu, une ultime solution alternative et constructive pourra éventuellement être organisée selon la gravité des incidents.

ARTICLE 14 - MODIFICATION DES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DE L'ESPACE JEUNES

En cas de modification des modalités de fonctionnement de l'Espace Jeunes, et par conséquent du présent règlement intérieur, en cours d'année scolaire, les responsables légaux seront informés des changements apportés.

La première réservation en Espace Jeunes postérieure à la modification desdites modalités emportera acceptation pleine et entière, par le(s) responsable(s) légal(aux) concerné(s), de son contenu.

ARTICLE 15 – RESPECT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Tout utilisateur est réputé avoir pris connaissance, avoir compris et accepté de se conformer aux termes du présent règlement.

La présence du jeune au sein de la Maison de la Jeunesse emporte acceptation pleine et entière de l'ensemble des dispositions du présent règlement intérieur par le(s) responsable(s) légal(aux).

Tout manquement au règlement peut entraîner, à titre temporaire ou définitif, une interdiction d'accès à la Maison de la Jeunesse, ou à la prise de mesures appropriées.

Le Président de la Communauté Alès Agglomération,

Christophe RIVENQ

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_28-DE

Projet

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_29-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Gestion Ressources PEEJ
Tél : 04 66 86 75 99
Réf : MR/MD/PC/VJ/2021

N°21_05_29

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Délibération cadre - Conventions de partenariats à titre gracieux entre la Ville d'Alès et les partenaires dans le cadre des activités menées au sein de la Maison de la Jeunesse

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°21_04_27 du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021 portant approbation du projet de fonctionnement de la Maison de la Jeunesse,

Considérant la consultation lancée par la Ville d'Alès auprès d'environ 2 500 jeunes afin de connaître leurs besoins et attentes en matière d'actions en direction de la jeunesse et/ou d'équipements dédiés,

Considérant que, depuis de nombreuses années, la Ville d'Alès encourage la participation et l'expression des jeunes du territoire sur divers projets,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_29-DE

Considérant qu'à ce titre, la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération s'associent pour offrir aux jeunes de 11 à 25 ans, une proposition de services coconstruite et répondant à leurs besoins,

Considérant que la Maison de la Jeunesse doit permettre aux jeunes de 11 à 25 ans d'avoir accès à des animations, des loisirs éducatifs et des propositions pour construire leurs vacances et également d'accéder, quel que soit leur statut (scolaire, étudiant, demandeur d'emploi, salariés), à une information polyvalente toutes thématiques confondues (santé, prévention, mobilité, emploi, engagement citoyen, etc.,) et de pouvoir bénéficier d'un accompagnement personnalisé si besoin,

Considérant qu'afin de proposer aux jeunes une offre de services conforme aux objectifs fixés par le projet de fonctionnement de la Maison de la Jeunesse, la Ville d'Alès pourra nouer des partenariats avec des intervenants extérieurs désireux de s'inscrire dans cette démarche en direction des jeunes,

Considérant qu'il convient de conclure, avec chaque partenaire de la Maison de la Jeunesse, une convention permettant la réalisation des activités menées en faveur des jeunes,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer toutes conventions de partenariats à titre gracieux, en cours et à venir, et tous documents afférents aux dites conventions de la Maison de la Jeunesse dans le cadre des activités menées,

DÉCIDE

les conventions seront établies pour une année civile, soit du 1er janvier au 31 décembre.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_30-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès Cévennes L'ESPACE DU BIEN-VIVRE

Service : Politique de la Ville
Tél : 04 66 56 42 34
Réf : MR-PC-SJ

N°21_05_30

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Subventions 2021 - Contrat de Ville Alès Agglomération

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les demandes de subventions déposées par les associations et établissements publics auprès du service Politique de la Ville,

Vu les orientations du Contrat de ville 2015-2020 d'Alès Agglomération,

Vu la validation du Protocole d'Engagement Renforcés et Réciproques (P.E.R.R.) en date du 10 juillet 2020, permettant d'acter la prolongation jusqu'en 2022 du Contrat de Ville d'Alès Agglomération,

Vu la Commission Finances en date du 28 septembre 2021,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_30-DE

Considérant que ces actions répondent aux orientations définies dans le cadre du Contrat de ville 2015-2022 d'Alès Agglomération,

Considérant que le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur l'octroi des subventions aux associations et établissements publics,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

de voter la subvention ci-dessous, sous réserve de la signature d'une convention liant l'Association à la Ville,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer la convention.

Associations bénéficiaires	Intitulés des Actions	Montants
Aquarelle Passion	L'art et la culture au sein des quartiers prioritaires - Quartiers d'été	**500 €**
	TOTAL	**500 €**

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_31-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : Solidarité Insertion
Tél : 04 66 52 64 82
Réf : LTP/EC

N°21_05_31

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Renouvellement du dispositif : « Chantier d'Utilité Sociale de 2022 - Restauration et Entretien des Espaces Naturels et des Cours d'eau »

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°18_05_34 du Conseil Municipal en date du 18 décembre 2018 relative au renouvellement du dispositif : « Chantier d'Utilité Sociale de 2019/2021 - Restauration et entretien des Espaces Naturels et des Cours d'eau »,

Vu la convention de partenariat conclue avec l'État et le Conseil Départemental du Gard pour le chantier 2022 en date du 18 mars 2021,

Considérant que la Ville d'Alès porte sur son territoire un Chantier d'Utilité Sociale (CUS), comptant 12 salariés, dans les secteurs d'activité de l'entretien des berges des rivières,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_31-DE

Considérant que le Chantier d'Utilité Sociale relatif à l'entretien des berges des rivières nommé « Restauration et Entretien des Espaces Naturels et des Cours d'eau » arrive à échéance le 31 décembre 2021,

Considérant que ce chantier fait l'objet d'un partenariat financier avec l'État et le Conseil Départemental du Gard, et que des négociations sont actuellement en cours avec ces deux partenaires publics afin de renouveler ce chantier d'intérêt social sur le territoire de la Ville d'Alès pour l'année civile 2022, pour 8 salariés,

Considérant que le renouvellement de ce chantier entraîne une dépense annuelle de 185 000 euros pour la Ville d'Alès et nécessite l'obtention préalable d'un agrément auprès du Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Économique (CDIAE),

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

AUTORISE

- le renouvellement du dispositif « Chantier d'Utilité Sociale : Restauration et Entretien des Espaces Naturels et des Cours d'eau » pour l'année civile 2022, selon les modalités financières ci-dessus mentionnées,

- Monsieur le Maire à effectuer toutes les demandes d'agrément et à intervenir à la signature de tous les arrêtés, contrats de partenariats et autres documents administratifs permettant le renouvellement du « Chantier d'Utilité Sociale : Restauration et Entretien des Espaces Naturels et des Cours d'eau » pour l'année civile 2022.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'État d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_32-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

Service : Pôle Solidarités - Juridique
Tél : 04 66 54 23 21
Réf : JR/LC/LG

N°21_05_32

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Protocole d'accord transactionnel avec la Société Civile de Construction (SCI) ALÈS L'OSTAL

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code Civil,

Vu le Code Général des Impôts, et notamment l'article 257 bis,

Vu le courrier de la SCI Alès l'Ostal en date du 23 février 2021

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_32-DE

Considérant que par acte en date du 28 août 2018, la commune a consenti une promesse unilatérale de vente au bénéfice de la SCI Alès l'Ostal portant sur un terrain sis 39 avenue Marcel Cachin, constitué des parcelles référencées au cadastre section CH, n°688, 689, 690 et 691, en vue de la construction d'une Résidence Services Seniors, assortie de conditions suspensives dont l'une notamment relative à l'état des sols du terrain,

Considérant que ladite promesse a été modifiée par voie d'avenants en date des 18 juin et 2 juillet 2020,

Considérant que l'acte de vente est par suite intervenu le 5 octobre 2020,

Considérant que le démarrage des travaux a été initié en fin d'année 2020,

Considérant qu'à l'occasion de la mise en œuvre du chantier, des difficultés liées aux caractéristiques inhérentes au terrain se sont faites jour et ont induit des retards dans la réalisation des travaux et des surcoûts,

Considérant que par courrier du 23 février 2021, la SCI Alès l'Ostal a saisi la commue des difficultés rencontrées ainsi que des conséquences dommageables subies subséquemment et dont elle évaluait l'impact financier à hauteur de 136 000 € H.T. (cent trente-six mille euros hors taxes),

Considérant que la commune et la SCI Alès l'Ostal se sont par la suite rapprochées afin de rechercher une issue amiable au règlement de cette situation,

Considérant qu'après plusieurs échanges, la commune et la SCI Alès l'Ostal ont décidé de formaliser leurs accords par l'intervention d'un protocole d'accord transactionnel dont le contenu demeure attaché à la présente délibération,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

AUTORISE

Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel attaché à la présente délibération et à prendre toutes mesures nécessaires à son exécution, ledit protocole prévoyant notamment :

- le versement par la commune d'Alès à la SCI Alès l'Ostal de la somme de 50 000 € (cinquante mille euros) à titre forfaitaire, transactionnel et définitif (Cette indemnité bénéficie de la dispense de TVA prévue par les dispositions de l'article 257 bis du Code Général des Impôts.)

- la renonciation définitive et irrévocable de la SCI Alès l'Ostal à toute réclamation, instance, action et appel, en cours ou à venir contre la commune d'Alès au titre du différend ayant donné lieu à la présente transaction, et ce, devant toute juridiction française ou étrangère, civile, commerciale, arbitrale, pénale ou autre.

Votants : 43
Pour : 43 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_32-DE

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La société SCI ALES L'OSTAL, société civile de construction vente au capital de 2000 €, ayant son siège social 42, avenue Raymond Poincaré – 75116 PARIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS 843 969 007, représentée par Monsieur Jean-Marie FOURNET, dûment habilitée à cet effet (Annexe 1 – pouvoirs).

Ci-après la « SCI »
D'une part

ET :

La commune d'ALES
Représentée par son maire en exercice, Monsieur Max ROUSTAN, autorisée à conclure le présent protocole par délibération du Conseil Municipal n°21_..._..en date du 4 octobre 2021, rendue exécutoire par transmission au contrôle de légalité, domiciliée ès qualité , Place de l'Hôtel de Ville à ALES (30100) (Annexe 2 – Délibération)

Ci-après la « Ville »,
D'autre part

La SCI et la Ville étant ci-après dénommés individuellement une « Partie » et ensemble les « Parties ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT (EXPOSE DES FAITS) :

Par acte en date du 5 Octobre 2020, la SCI ALES L'OSTAL a acquis de la Ville d'ALES un terrain situé, 39 Avenue Marcel CACHIN, cadastré section CH n° 688 – 689 – 690 - 691, en vue de la construction d'une Résidence Services Séniors de 124 logements.

Préalablement, des diagnostics de pollution des sols réalisés à la demande de la Ville par la Société EKOS Ingénierie en novembre 2018 et juin 2019 ont mis en évidence la présence de sources de pollutions concentrées sur ledit terrain.

Aussi, la promesse unilatérale de vente signée entre la Ville et la SCI le du 28 août 2018, et modifiée par voie d'avenants les 18 juin et 2 juillet 2020, indiquait comme condition suspensive l'absence de pollution.
Dès lors, les parties se sont rapprochées et ont trouvé un accord pour que le terrain puisse accueillir le projet immobilier : La réalisation de travaux de dépollution.
Ces travaux de dépollution devaient permettre de rendre le terrain compatible avec l'usage des futures constructions de la SCI.

Par ailleurs, l'acte d'acquisition en date du 5 octobre 2020, stipule précisément que « le VENDEUR a engagé des travaux de dépollution afin de supprimer les sources de pollution concentrées identifiées au travers des études préliminaires. Une copie des plans de gestion établis par la société EKOS Ingénierie en date des 21 décembre 2018 et de juin 2019 a été annexées demeure annexée aux présentes ».

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_32-DE

Lors du démarrage des travaux en fin d'année 2020, la SCI a découvert que des ouvrages restaient présents dans le sol et notamment des canalisations amiantées et une cuve à fuel (Annexe 3 – Reportage Photos et plan transmis par l'équipe technique).

Par courrier en date du 23 février 2021 (Annexe 4), la SCI s'est rapprochée de la Ville afin de l'informer des conséquences induites par ces nouvelles découvertes : impacts financiers et calendaires sur le planning de l'opération.

Après plusieurs échanges, les parties ont décidé de formaliser leurs accords par le présent protocole.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DU PRÉSENT PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de mettre fin, de manière définitive et irrévocable, à l'ensemble des différends qui existent à ce jour ou qui pourraient survenir entre les Parties, des suites des découvertes faites par la SCI dans le cadre de ses travaux de terrassement et de fondations.
La réalisation par la SCI de travaux supplémentaires d'un montant de 136 000 HT, et 163 200 € TTC (Annexe 5 – Devis);
La réalisation desdits travaux supplémentaires ayant eu pour effet de bouleverser le planning initial des travaux de construction de la RSS rallongeant par conséquent la durée des travaux de la SCI et la livraison de la RSS aux acquéreurs de près d'un mois.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Engagements de la Ville d'ALES

En réparation des préjudices que la SCI estime avoir subis des suites de la découverte de nouveaux ouvrages tels que décrits en Exposé des faits ci-dessus et par conséquent, des travaux de dépollution qu'elle a dû réaliser engendrant un coût et un délai de travaux supplémentaires, et consécutivement un retard dans la livraison de son opération, la Ville consent à payer à la SCI, à titre forfaitaire, transactionnel et définitif de la somme de 50.000 € (CINQUANTE MILLE EUROS).

Cette indemnité bénéficie de la dispense de TVA prévue par les dispositions de l'article 257 bis du Code Général des Impôts.

Le versement de ladite indemnité aura lieu dans un délai de trois mois à compter de la signature des présentes, par virement bancaire sur le compte de la SCI dont les références sont reprises ci-après et certifiées conformes, ce dont les présentes Parties au protocole d'accord conviennent :

2.2 Engagements de la SCI ALES L'OSTAL

En contrepartie de l'engagement de la Ville visé à l'Article 2.1. ci-dessus, la SCI renonce à toute demande complémentaire d'indemnisation au titre des travaux à réaliser des suites de la découverte des ouvrages présents dans le sol, et de tous préjudices consécutifs.

ARTICLE 3 – PRISE D'EFFET

Le présent protocole prend effet entre les Parties à compter de sa date de signature.

Toutefois à défaut de paiement de l'indemnité dans les conditions susvisées, suivi de deux relances par la SCI à la Ville par courrier recommandé avec accusé de réception, espacées d'au moins 15 jours, le présent protocole sera caduc de plein droit, ainsi que l'ensemble des obligations réciproques des Parties.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_32-DE

ARTICLE 4 -EFFETS DE LA PRESENTE TRANSACTION

La transaction est conclue à titre forfaitaire ferme et définitif. Conformément à l'article 2052 du Code civil, les Parties renoncent définitivement et irrévocablement à toute réclamation, instance, action et appel, en cours ou à venir contre l'autre Partie au titre du différend ayant donné lieu à la présente transaction décrite dans l'Exposé des faits que le présent protocole termine, et ce, devant toute juridiction française ou étrangère, civile, commerciale, arbitrale, pénale ou autre.

ARTICLE 5 - TRANSACTION ET AUTORITE DE LA CHOSE JUGEE

Le présent accord vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

En conséquence, il règle entre les Parties définitivement et sans réserves, tout litige né ou à naître relatif aux dispositions des présentes et emporte renonciation à tout droit, action et prétention de ce chef.

Les Parties s'engagent à exécuter de bonne foi la présente convention et à ne rien dire ou faire qui puisse nuire aux intérêts, au crédit ou à la réputation de chacune d'entre elles.
Les présentes valent également arrêté de comptes entre les Parties, qui déclarent chacune expressément et irrévocablement, renoncer à toute autre prétention.

Il met donc fin à tous différends qui les oppose à cet égard.

ARTICLE 6- LOI APPLICABLE -LITIGE

Le présent protocole est soumis à la loi française et tout différend qui surviendrait relativement à son interprétation, son exécution ou sa validité serait soumis à la compétence exclusive des tribunaux de Paris.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre Partie à l'une quelconque des obligations visées aux présentes ne saurait être interprété, pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Tout différend relatif à la validité, à l'interprétation, à l'exécution ou l'inexécution du présent protocole sera soumis, à l'initiative de la Partie la plus diligente, à la compétence du Tribunal judiciaire de Paris.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,
A XXXXX
Le XXXXX

Pour LA SCI ALES L'OSTAL	**Pour LA VILLE D'ALES**
[Qualité]	**Le Maire**
M. Jean-Marie FOURNET	**M. Max ROUSTAN**

(*) Signature précédée de la mention manuscrite : « ***Bon pour accord*** »

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_33-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Occupation du Domaine Public – Admin. Générale
Tél : 04 66 56 11 23
Réf : MR/MM/HL/SS/21.143 DEL

N°21_05_33

EXTRAIT DU REGISTRE
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Dérogations au repos dominical pour les établissements de commerce de détail pour l'année 2022

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Travail et notamment l'article L3132-26 modifié par l'article 8 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, et notamment l'article 250,

Vu le courrier de concertation en date du 12 juillet 2021 adressé aux divers syndicats,

Vu le courrier de concertation en date du 30 août 2021 adressé aux organisations d'employeurs et de salariés,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_33-DE

Considérant que le Conseil Municipal est appelé à donner un avis sur les dérogations au repos dominical accordées aux établissements de commerce de détail présents sur le territoire communal,

Considérant que pour faire suite au courrier de concertation en date du 12 juillet 2021 auquel devaient donner leur avis avant le 1er septembre 2021 les représentants des syndicats concernant les ouvertures dominicales 2022,

Considérant que pour faire suite au courrier de concertation en date du 30 août 2021 auquel doivent répondre les représentants de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Gard (C.C.I.), de l'Union des Commerçants, Industriels et Artisans d'Alès (U.C.I.A.), des différents responsables d'enseignes Alésiennes, il est proposé de permettre aux établissements de commerce de détail de déroger au repos dominical dans la limite de douze fois pour de l'année civile 2022,

Considérant la proposition de dérogation adressée aux organisations de salariés,

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu pour le Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition afin de permettre à Monsieur le Maire de fixer avant le 31 décembre 2021, par arrêté, les 12 dates dérogatoires de 2022,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- de permettre aux établissements de commerce de détail présents sur le territoire de la Ville d'Alès de déroger à 12 reprises, pour l'année civile 2022, à l'obligation de repos dominical,

- les dates seront fixées par arrêté de Monsieur le Maire.

Votants : 43
Pour : 38
Contre : 5
Mme Béatrice LADRANGE
M. Jean-Michel SUAU,
M. Paul PLANQUE,
Mme Naïma GUERNINE,
M. Arnaud BORD.
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_34-DE

Alès L'ESPACE DU BIEN-VIVRE Cévennes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service : Direction Générale
Tél : 1044
Réf : PC/VS

N°21_05_34

EXTRAIT DU REGISTRE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 4 OCTOBRE 2021

Convoqué le lundi 27 septembre 2021, le Conseil Municipal s'est réuni à l'ATOME, salle des assemblées, le lundi 4 octobre 2021 à 18h00, sous la présidence de Monsieur Max ROUSTAN, Maire.

Madame Léa BOYER est nommée secrétaire de séance.

ÉTAIENT PRÉSENTS (41) : ROUSTAN Max, Maire, RIVENQ Christophe, PEYRIC Marie-Christine, BENSAKOUN Alain, MAGNE Martine, ROUILLON Jean-Claude, LARGUIER Catherine, CHAMBON Christian, VEYRET Michèle, AURÈCHE Alain, ALBALADEJO Marie-Claude, MARTIN Pierre, NAVARRO Raphaële, CAVAILLÉ Aimé, PALMIER Gérard, LAUPIES Armande, VEAU-VEYRET Marie-José, SOUSTELLE Rose-Marie, CAYRIER Hélène, MAZUC Bruno, BENOIT Marc, CARILLO Antonia, CANAL Daniel, FAGES-DROIN Fabienne, RICOME Laurent, CASTOR Ysabelle, MEUNIER Valérie, LAGULHON Alexandra, LAURENT Cyril, DEBIERRE Méryl, PERCHOC Nicolas, BOYER Léa, LADRANGE Béatrice, SUAU Jean-Michel, PLANQUE Paul, GUERNINE Naïma, BORD Arnaud, BASSIER Francis, WAGNER Aurélie, TOURVIEILLE Yves, THOMAS Marie.

POUVOIRS (2) : HAOUES Soraya *(pouvoir à BOYER Léa)*, MASSON Jean-Régis *(pouvoir à BENOIT Marc)*.

OBJET : Point annuel - Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC)

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des juridictions financières, et notamment l'article L.243-9,

Vu la délibération n°19_04_36 du Conseil Municipal en date du 14 octobre 2019 relative au Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes et sa réponse,

Vu les délibérations n° 21_03_01, 21_03_02, 21_03_03, 21_03_04 et 21_03_05 du Conseil Municipal en date du 31 mai 2021 relatives au programme de modernisation et de développement de l'abattoir d'Alès,

Considérant que la Chambre Régionale des Comptes Occitanie a transmis le 5 juillet 2019 un rapport d'observations définitives sur la gestion de la commune d'Alès,

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_34-DE

Considérant que ce rapport d'observations définitives sur la gestion de la commune d'Alès a été présenté au Conseil Municipal du 14 octobre 2019,

Considérant que la crise sanitaire et les études préalables, nécessaires au projet de modernisation de l'abattoir, n'ont pas permis de présenter, dans le délai d'un an, les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes,

Considérant le point annuel sur le rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes annexé à la présente délibération,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ,

PREND ACTE

du rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie.

Le Conseil Municipal prend acte du Point annuel - Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC)

Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Maire de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'État d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_34-DE

Rapport annuel suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie sur la gestion de la commune d'Alès.

La Chambre Régionale des Comptes Occitanie a transmis, le 05 juillet 2019, son rapport d'observations définitives sur la gestion de la commune d'Alès.

Conformément à l'article L243-9 du Code des juridictions financières, il convient de transmettre à la Chambre Régionale des Comptes, un rapport sur les actions entreprises à la suite de ses observations.

Pour rappel, 5 recommandations "non mises en œuvre" avaient été faites :

1. observer strictement les dispositions des articles L.2224-1 et L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales pour le subventionnement exceptionnel des services publics industriels et commerciaux,
2. engager une démarche d'évaluation et de prévention des risques psycho-sociaux à destination des agents de l'abattoir,
3. demander au comptable de doter d'un compte au Trésor le budget de la RAFAL,
4. s'engager avec le comptable public dans la signature d'une convention de partenariat,
5. adopter un règlement des autorisations de programme et crédits de paiement.

Concernant les recommandations liées à la gestion de l'abattoir.

L'abattoir d'Alès est un outil stratégique pour la filière agricole et agroalimentaire du territoire, il rayonne également sur le Gard et les départements limitrophes.

Le poids économique de l'outil :

Il concerne plus de 900 clients pour 150 clients réguliers (mensuels). Il s'agit d'un abattoir industriel multi-espèces :

- ✓ grossistes, semi-grossistes, négociants, qui réalisent plus de 70 M€ de Chiffre d'Affaires (CA), pour 150 emplois,
- ✓ bouchers abatteurs,
- ✓ éleveurs, dont une majorité organisée en collectifs (Syndicat des éleveurs, Associations, etc.) représentant 300 éleveurs,
- ✓ une zone de chalandise de 3h autour d'Alès, intéressant 4 départements,
- ✓ un équipement qui concourt à la mise en œuvre du Plan Alimentaire Territorial (PAT),
- ✓ un équipement au service des Causses et des Cévennes inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que paysage culturel vivant de l'agropastoralisme méditerranéen,
- ✓ un ensemble d'opérateurs sur toute la filière estimé à plus de 400 emplois.

La régie municipale a enregistré une baisse d'activité significative depuis 2015, qui a entraîné un déficit structurel de l'exploitation. Cette situation n'est pas propre à l'abattoir d'Alès, qui comme de nombreux outils municipaux multi-espèces, connaît des difficultés liées au contexte économique de l'abattage et de la filière viande en France : un nombre d'abattoirs qui diminue 382 en 2001, 265 en 2017 avec une concentration des volumes sur les gros outils industriels privés et un marché de la viande à faible marge.

Dans ce contexte, les services de l'État et la Chambre Régionale des Comptes ont exigé de la Ville d'Alès qu'en l'absence d'un nouveau projet crédible de gouvernance assurant la viabilité économique de l'outil, elle se désengage de l'exploitation de l'abattoir et du portage des investissements futurs.

Au regard de l'importance de l'abattoir d'Alès pour la filière viande locale, la Ville d'Alès a engagé une démarche globale pour étudier les conditions de poursuite et de restructuration de l'abattoir en missionnant 2 cabinets spécialisés : ADIV et Point Virgule.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_34-DE

L'objectif était de quantifier avec précision le tonnage potentiel de l'abattoir, identifier les décisions industrielles et organisationnelles qui permettraient de rentabiliser son exploitation, d'enrichir l'offre de prestations par la création d'un atelier de découpe et de transformation, de déterminer et chiffrer les investissements nécessaires, de définir une nouvelle grille tarifaire attractive, simple et équitable, et enfin de construire un montage juridique et financier sur mesure dans le cadre d'un partenariat public privé.

L'important travail réalisé depuis plus 2 ans (nombre d'acteurs privés et de groupements professionnels y ont été étroitement associés) a permis de construire un programme ambitieux et crédible.

Le programme de restructuration :

Les études ont démontré sa crédibilité sur les plans industriels et financiers.

Il a été également partagé avec les principaux utilisateurs et futurs actionnaires :

- un tonnage annuel de 4 500 tonnes ;
- une grille tarifaire attractive et compétitive ;
- des charges d'exploitation contenues dans une enveloppe de 2 M€ ;
- un plan d'investissement de 6 156 547 € H.T. : 3 658 215 € H.T. pour moderniser le site d'abattage (travaux : 2 918 795.00 € H.T. et équipements-stabulations, station de pré-traitement, manutention aérienne : 739 420.00 € H.T.) et 678 735 € H.T. pour acquérir ou renouveler des matériels de production ; 1 819 597,20 € H.T. pour construire un atelier de découpe et de transformation intégrant la production de steaks hachés (travaux : 1 114 522,20 € H.T. et équipements : 705 075.00 € H.T.) ;
- la sollicitation de subventions d'investissement auprès de l'État, dans le cadre du plan de relance, de la Région Occitanie, du Département du Gard et de l'Union Européenne. Leur participation au financement du programme s'avère indispensable pour garantir la soutenabilité des charges immobilières qui seront dévolues aux futurs exploitants. En particulier, la subvention attendue de l'État au niveau du Plan de Relance est de 1 600 000 €, soit 26% de l'ensemble des investissements.

Le nouveau montage juridique et financier : un partenariat entre la collectivité et le secteur privé :

Le montage juridique et financier qui permettra d'atteindre ces objectifs sans faire supporter au budget annexe municipal le financement des investissements et les risques d'exploitation du centre d'abattage s'articule autour de **3 volets principaux** qui ont été validés lors d'un Conseil Municipal dédié à l'abattoir le 31 mai dernier :

- *en ce qui concerne les investissements* : la Ville a conclu en date du 07 juillet 2021 avec la SPL Alès-Cévennes **un contrat de concession de travaux** « in house ». Cette dernière sera chargée de réaliser le programme de travaux et sera habilitée à sous-louer les ouvrages aux futurs exploitants du service public d'abattage et de l'atelier de découpe. La SPL versera à la commune une redevance annuelle en contrepartie de l'occupation du site,
- *en ce qui concerne l'exploitation* : **une concession de service public pour la gestion et l'exploitation de l'abattoir.** La Ville a également décidé par délibération en date du 31 mai 2021, de mettre un terme à la régie à autonomie financière et de confier l'exploitation du centre d'abattage et du service public afférent à un délégataire dans le cadre d'une concession de service public à partir du 1er janvier 2022 et pour une durée de 20 ans. La consultation nécessaire vient de se terminer avec la remise des offres des candidats le 17 septembre dernier.
- le partenariat entre la collectivité et le secteur privé avec la création d'une SEM d'abattage au capital de 600 000€, candidate à la concession de service public précitée

La commune d'Alès a construit l'adhésion de l'ensemble de la filière au projet, via notamment une succession de réunions avec les utilisateurs de l'abattoir et des professionnels du secteur. Les acteurs ont ainsi décidé de s'associer pour la gestion future de l'outil à travers la création d'une SEM - Société Économie Mixte des Abattoirs Alès Cévennes (SEMAAC) au capital de 600 000 €.

Cette SEMAAC est composée à 51% par la Ville d'Alès (23,33% des parts sociales), la Communauté Alès Agglomération (19,33%), le Pays des Cévennes (8,33%) et à 49% par 68 actionnaires privés. Cette société est en cours de constitution, la moitié du capital a été libéré à la date du 17 septembre afin de lui permettre de candidater à la concession de service public pour l'exploitation de l'abattoir.

Les étapes à venir :

La suite de la procédure est conditionnée à l'obtention des subventions notamment dans le cadre du dossier de modernisation de l'abattoir déposé auprès de l'État au titre du Plan de Relance. Au regard du coût du projet de 6,15M€, l'ensemble de l'équilibre économique et financier de l'opération est construit avec un niveau global de subvention attendue à 40%. Si ce niveau n'est pas atteint, la SPL Alès Cévennes ne pourra pas effectuer les travaux d'investissement de modernisation de l'outil, nécessaires pour atteindre les niveaux de qualité de travail et de productivité attendus dans le futur compte d'exploitation. Dans ce cas, la Ville d'Alès décidera de ne pas poursuivre ce changement de gouvernance et mettra en œuvre la fermeture définitive du site.

Si l'accord de cofinancement est accordé avant novembre 2021, la Ville désignera alors son délégataire avant le 31 décembre 2021, pour une mise en exploitation par cette nouvelle SEM au 1er janvier 2022. La SPL Alès Cévennes pourra, quant à elle, démarrer en 2022 les travaux définis dans le programme précité, avec un objectif prévisionnel de livraison en septembre 2023 (au plus tard mi 2024).

Concernant l'adoption d'un règlement des autorisations de programme et crédits de paiement.

La gestion de la crise sanitaire a retardé la mise en place de ce règlement. Toutefois, la participation de la Ville au processus d'élaboration du Contrat de Relance, de Ruralité et de Transition Écologique (CRRTE) à conclure avec l'État, permettra en fonction des actions retenues, d'élaborer un Plan Pluriannuel d'Investissement et de décliner celui-ci en autorisations de programme et crédits de paiement.

Cette procédure, en fonction de la conclusion du CRRTE, pourra intervenir en 2022.

Envoyé en préfecture le 07/10/2021
Reçu en préfecture le 07/10/2021
Affiché le 08/10/2021
ID : 030-213000078-20211004-21_05_34-DE